

SERVICES

TELEMATIQUE

L'Afrique du Sud après Pieter Botha

Le conflit qui opposait le président Botha et le chef du Parti national, M. Frederik De Klerk, vient de s'achever par la démission effective, le mardi 15 août, du chef de l'Etat sud-africain. Refusant d'invoker des raisons de santé pour annoncer sa décision au pays, M. Pieter Botha a parlé sans aucune précaution de langage de son différend avec le gouvernement, et s'est abstenu de désigner un successeur.

Le poste de premier ministre n'existant plus, le choix des membres du cabinet s'est porté sur leur collègue de l'éducation, M. De Klerk, chef du Parti national depuis février. L'animateur de la formation au pouvoir assume l'intérim jusqu'à la désignation d'un nouveau chef de l'Etat par un collège spécial des trois Chambres - blanche, indienne et métisse - qui sont issues des élections législatives du 6 septembre.

Le départ de M. Botha après cette échéance était prévu, mais cet homme autoritaire n'a pas supporté jusqu'au bout la présence de plus en plus envahissante d'un drapeau qui n'avait guère sa symphonie. Par son mouvement d'humour, il a pris le risque de placer dans une situation inconfortable, pour de la prochaine campagne électorale, le parti auquel il a voué sa vie.

Avant un scrutin auquel les candidats de l'opposition auront un argument de plus pour parler des querelles intérieures et de l'immobilité de la formation majoritaire. D'autres penseront, au contraire, que, sans avoir voulu, celui qui se défendait récemment d'être « un vieux homme boudoir » a rendu un ultime service à son parti : la crise a permis à M. De Klerk de montrer ses capacités de chef et de resserrer les rangs autour de lui.

Malgré la perplexité des Sud-Africains devant une querelle de famille réglée sur la place publique, les observateurs donnent généralement M. De Klerk et son parti gagnants à des élections qui marqueront un tournant en raison de l'immensité des problèmes à résoudre. M. Botha était un homme plus compliqué que ne le laissait supposer une présentation manichéiste de son action. Il avait aboli certains des aspects les plus chaotiques de l'apartheid et semblait douter, sur la fin, de la pérennité du système, mais il avait du mal à communiquer avec l'étranger, et même avec ses partisans sud-africains. M. De Klerk passe pour un partisan de la restauration du rôle du parti gouvernemental. S'il est confirmé dans ses fonctions, le dialogue entre l'exécutif et le Parlement devrait être plus fluide.

Dans l'immédiat, M. De Klerk doit préciser ses vues au sujet du Congrès national africain (ANC), principal mouvement nationaliste noir, interdit depuis 1960. Ce qui a mis le feu aux poudres entre lui et M. Botha est l'annonce de son voyage, le 28 août, en Zambie, où se trouve le quartier général des exilés. Le président de la Zambie, M. Kaunda, a sans doute l'intention de l'y entretenir d'un plan de paix de type namibien en Afrique du Sud. Il s'agit d'un gouvernement de transition auquel participerait l'ANC avant l'élection d'une Assemblée constituante sur des bases démocratiques. Il est improbable que M. De Klerk puisse accepter un tel projet en l'état. Mais ses éventuelles contre-propositions montreront s'il incarne une nouvelle politique ou seulement un changement de style.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 0816 0 - 4,50 F

3790147004500 08160

Violents combats sur plusieurs fronts

Liban : la pression s'accroît sur le réduit chrétien

Au lendemain de la bataille de Souk-el-Gharb, la pression s'accroît sur le réduit chrétien. Tous les fronts de ce secteur ont été « rallumés », lundi 14 août, par les alliés libanais de Damas, qui s'inscrivent ainsi en faux contre la position du général Aoun, pour qui la confrontation est strictement libano-syrienne. Entre-temps, les émissaires français poursuivent leur mission en vue d'obtenir un cessez-le-feu et réactiver les efforts du comité tripartite de la Ligue arabe (Algérie, Arabie saoudite et Maroc).

Le général Michel Aoun, pour sa part, tout en faisant l'éloge de l'initiative française, l'a trouvée insuffisante. Elle doit, a-t-il souligné, « être suivie par des sanctions politiques, économiques puis militaires ». Le chef du gouvernement des militaires chrétiens du Liban a fustigé les grandes puissances, « empereurs des temps modernes qui contemplent les gladiateurs ». Il s'est comparé à « un David face à plusieurs Goliaths », avec « Israël, spectateur content et complice bienveillant de la Syrie ». « On donne du temps à la Syrie pour étouffer le Liban », a-t-il ajouté, mais le Liban ne sera jamais étouffé et tout le monde sera couvert de honte. Ponce Pilate n'a pas été innocent par l'Histoire. Il a été considéré comme un lâche. »

Dans le même ton, la radio de Damas a violemment attaqué lundi le général Aoun et le « régime irakien », les accusant d'« exécuter » un plan sioniste au Liban visant à la « partition du pays et à sa transformation en un protectorat sioniste ». La radio syrienne réagissait apparemment à une déclaration du président Saddam Hussein d'Irak, qui a apporté, lundi, pour la première fois depuis que Bagdad a reconnu officiellement le gouvernement des militaires chrétiens comme unique gouvernement libanais, l'appui total « de son pays au général Aoun ».

(Lire l'article de notre envoyé spécial FRANÇOISE CHIPPAUX et nos informations page 3.)

Après le retrait du général Kiszczak

Pologne : le gouvernement pourrait être confié à un allié du Parti communiste

Tandis que Moscou donne des signes répétés d'impatience, la crise politique s'aggrave en Pologne. Lundi 14 août, le premier ministre désigné, le général Kiszczak - qui n'a pas rencontré comme prévu le président de Solidarité, M. Walesa, - a annoncé qu'il renonçait à former le gouvernement. Cette mission pourrait être confiée - pour la première fois dans un pays de l'Est - à un non-communiste, M. Malinowski, chef du Parti paysan, allié traditionnel du PC et proche du général Jaruzelski.

Une économie totalement dérégulée

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Malgré la période des vacances, bien entamée, la Marszałkowska grouille de monde. C'est l'avenue des grands magasins et des grands hôtels, mais on y trouve aussi ces nombreux petits commerces qui prospèrent depuis quelques années au centre des villes.

Installés dans des caravanes ou des échoppes, des vendeurs de hot-dogs, de boissons fraîches, de légumes, ont pignon sur rue. De vieilles paysannes vendent à

même la rue des pulls de laine tricotés à la main.

Non loin de là, à la hauteur de la halle Mirowska, l'un des grands marchés de Varsovie, les étalages gorgés de tomates, d'aubergines, de tous les fruits et légumes de la saison, attendent une clientèle de préférence pas trop regardante sur les prix.

La coopérative d'Etat, propriétaire de la halle, loue depuis quelques années déjà, et au prix fort, les emplacements à un type de commerçants nouveau pour la Pologne communiste.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 5.)

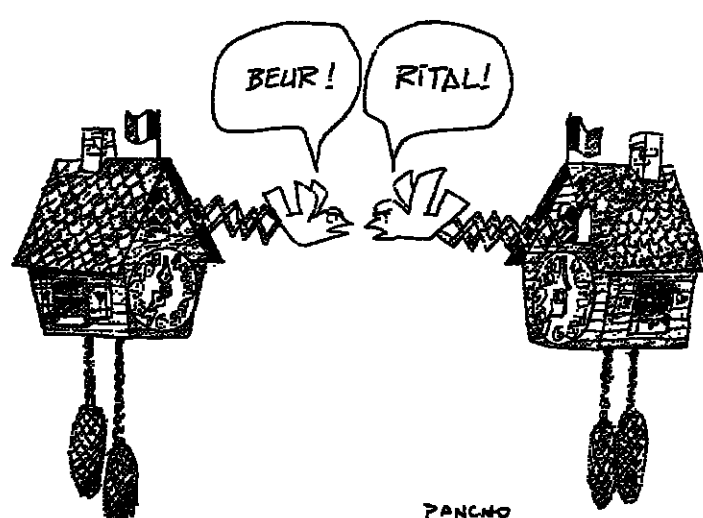
Le meurtre d'un jeune Tunisien dans une vallée des Alpes

Xénophobie tranquille en Haute-Savoie

Une fin de bal qui a mal tourné : Youssef Brakia, un jeune Tunisien de vingt-trois ans, a été tué dans la nuit du 13 au 14 juillet à Thiez, près de Cluses (Haute-Savoie) d'un coup de couteau à l'abdomen, alors qu'il s'entreposait dans une bagarre opposant un jeune Français d'origine algérienne et un jeune Italien. Depuis, la vallée semble découvrir que si les Maghrébins sont bien intégrés, ils ne seront jamais des Savoyards.

CLUSES (Haute-Savoie)
de notre envoyé spécial

Si un jour le racisme s'exacerbe ici, le chômage n'en sera certainement pas la cause. Cluses (Haute-Savoie) est une cité prospère. La vallée de l'Arve, sur la route du Mont-Blanc, on peut même espérer poursuivre son expansion économique : sa spécialité, le décol-



letage, la petite mécanique de précision, fait le bonheur de l'industrie suisse qui étale ses usines à un quart d'heure d'autoroute. « On pourrait encore embaucher, assure un patron,

crée de nouvelles boîtes, pas de danger de crise... » A peine plus de 4 % de sans-emploi entre les monts et la vallée ; des générations de décolleteurs après des générations d'horlogers et, de

toute manière, la possibilité, pour les plus débrouillards, d'aller se vendre au-delà de la frontière. En somme, la quiétude tranquille d'un coin béni de Haute-Savoie, école par nature, traditionaliste par goût de son histoire locale, de son artisanat du bois, de ses montagnes. Il y a longtemps qu'on ne va plus à pied surveiller les vaches à l'alpage, mais en 4 x 4 tout-terrain. Tous les chalets sont vendus ou loués. Cluses habite ses hauteurs, une couronne de hameaux d'où elle surveille le dynamisme de ses PME. Quelque chose de la sérénité suisse sans la Suisse.

Dans ce décor alpestre un peu baroque qui aurait pu abriter l'adolescence de Sissi l'impératrice, quelques-uns des ingrédients de l'intolérance et de l'incompréhension qui font les conflits interethniques sont pourtant apparus cet été.

PHILIPPE BOGGIO.
(Lire la suite page 6.)

Le festival des films « non commerciaux »

Perles d'Orient à Locarno

La fréquentation des salles de cinéma baisse, mais celle des festivals augmente. A Locarno, en Suisse, on a compté près de deux cent mille entrées, du 3 au 13 août. Des milliers de spectateurs se sont enthousiasmés à des films considérés comme « non commerciaux ».

LOCARNO
de notre envoyé spécial

Le succès grandissant du Festival de Locarno - entre cent cinquante et deux cent mille entrées cette année - vient sans doute de la formule à trois étages, trois lieux de rencontre toujours pleins à craquer : le matin au Rex, dans une salle de sept cents places, on redécouvre le passé, une brillante rétrospective Preston Sturges.

L'après-midi, sous une immense tente à air conditionné, la Fevi, trois mille spectateurs suivent la compétition consacrée aux nouveaux réalisateurs, porteurs ou non d'avenir. Le soir enfin, sur la Piazza Grande, qui contient sept mille places (mais pour Mystery Train et Nuovo Cinema Paradiso plus de huit mille cinq cents personnes s'y sont glissées, record absolu !), sont projetés des films déjà consacrés ailleurs, ou une copie restaurée d'Autant en emporte le vent. Le carillon de l'église voisine, l'écran géant, une brise estivale, la présentation des artistes, tout concourt à une atmosphère ludique. En ce sens, Locarno confirme l'attrait dans le monde pour les festivals, alors que la fréquentation (hormis aux Etats-Unis) ne cesse de chuter dans les salles.

C'est le caractère exceptionnel d'une projection unique - redou-

blé ici par la beauté du cadre - qui est irrésistible pour le public helvète. Ainsi, dans ce pays trilingue où la plupart des films allemands ne sortent plus en Suisse romande, Locarno est le seul lieu où le fossé culturel entre les communautés s'efface et où les amateurs découvrent la production nationale.

Mais cette manifestation toujours aux aguets qui a su reconstruire très tôt les tenants du nouveau cinéma en leur donnant des grands prix (de Stanley Kubrick à Milos Forman, de Glauber Rocha à Alain Tanner, de Krzysztof Zanussi, à Jim Jarmusch, comme l'atteste un fort volume de 645 pages consacré à l'histoire du Festival) rencontre quelques difficultés pour sa sélection.

MICHEL CIMENT.

(Lire la suite page 8.)

GUY BEART
CHANSON CRÉÉE A BEYROUTH LE 13 MAI 1989

LIBAN LIBRE
GUY BEART ET LES ENFANTS LIBRES

Liban Libre...
Libre Liban

UN DISQUE
DE LIBERTÉ ET D'ESPERANCE • UN DOCUMENT ÉMOUVANT

DISQUES EMPORTEL POCHETTE DOUBLE PHOTOS TEXTES ET TÉMOIGNAGES

45 T. CHEZ VOTRE DISQUAIRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 F CFA ; France, 4,50 F ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

لبنان حرة

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

La victoire de Verdun donne à Philippe Pétain une stature nationale. En avance sur son temps dans la stratégie, soucieux des conditions de vie du fantassin, marqué profondément par les mutineries de 1917, il devient après la Grande Guerre le véritable patron de l'armée française. Le 18 juin 1940, Paul Reynaud le nomme vice-président du conseil, dernière étape de la carrière politique du maréchal avant qu'il n'obtienne les pleins pouvoirs.

« L'E vainqueur de Verdun, celui, grâce à qui les assaillants de 1916 n'ont pas passé, celui, grâce à qui le moral de l'armée française en 1917 s'est ressaisi pour la victoire, le maréchal Pétain [...] est désormais à mes côtés comme ministre d'Etat, vice-président du conseil. Mettant toute sa sagesse et toute sa force au service du pays, il y restera jusqu'à la victoire... »

Dans ce discours radiodiffusé du 18 mai 1940, alors que le moral des Français est anéanti par la percée sur la Meuse, Paul Reynaud se sert du plus illustre des « grands chefs » encore vivants. On trouve dans cette présentation tous les thèmes du maréchalisme ordinaire, qui en quelques semaines deviendra une maréchalologie délirante. Et l'ombre portée de son action pendant les années noires, la politique de collaboration, le Vichy répressif puis policier, ne facilitent pas la tâche de qui veut présenter le Philippe Pétain d'avant 1940.

Peu à dire des six premières décennies de sa vie : après l'enfance, à dix ans d'internat succèdent quarante ans de garnison. Né en plein milieu du XIX^e siècle, le 24 avril 1856, il demeurera, par bien des aspects, un homme de ce siècle. Issu d'un milieu paysan, né en Artois, aux limites du pays minier, le monde des révolutions industrielles ne sera jamais le sien.

AYANT perdu sa mère très jeune, il fut élevé par un oncle abbé. A onze ans, il fera ses humanités chez les jésuites de Saint-Omer, avant de préparer Saint-Cyr chez les dominicains d'Arceuil. Il ne semble pas être sorti de chez les bons pères habité de grands débats métaphysiques, et si, pour lui, « une bonne messe n'a jamais fait de mal à personne », il fut tout au plus un catholique non pratiquant. Il y avait surtout acquis une langue classique que l'absence de floriture rend parfois très sèche. Après Saint-Cyr, il mena une vie de garnison ordinaire, ne partit jamais en terre coloniale. Il fut tout de même invité en 1908 — il était alors lieutenant-colonel — à professer un cours d'infanterie à l'Ecole de guerre. L'armée était sa véritable famille, il en portait, comme les officiers de sa génération, la moustache à la gauloise ; on ne s'étonnera pas qu'il ait été antidreyfusard.

La Grande Guerre, comme on le sait, en fera un « grand chef ». En août 1914, colonel un peu obscur, il mena son régiment avec suffisamment de maîtrise, dans le repli qui suivit la bataille des frontières, pour être fait général de brigade. En mai 1915, le 33^e régiment, qu'il commandait, parvint à reprendre deux villages, un des rares succès de cette offensive : sa promotion flatteuse au grade de général d'armée couronnait moins la méthode utilisée que les résultats.

Verdun lui donna sa stature nationale. Placé en urgence à la tête de la 17^e armée, il gagna la bataille d'usure lancée en février 1916 par le Kronprinz et devenue le symbole de la Grande Guerre. La postérité retient l'image du salut qu'il adresse, du perron de la mairie de Souilly, son O.G. aux troupes empruntant, dans les deux sens, la « Voie sacrée » qui relie Bar-le-Duc à Verdun ; ou bien encore la chute célèbre de son ordre du jour du 10 avril 1916 : « Courage, on les aura ! »

Les polémologues soulignent qu'il fut alors en avance sur son temps ; il ne voulait pas faire en 1914 la guerre qui avait été manquée en 1870 ; il refusait la nécessité de l'offensive pour l'offensive, théorie dominante dans l'état-major français ; et l'analyse réaliste des conditions du terrain l'avait conduit à accorder une importance primordiale au « feu



Philippe Pétain en 1940.

XXII - Philippe Pétain, le plus illustre des « grands chefs »

par Jean-Pierre Azéma

qui tue », à préconiser une stratégie défensive. Cette nouvelle tactique lui fit établir les lignes de défense en profondeur, et exiger un bombardement intensif avant toute attaque. Il y gagna parmi les combattants la réputation — essentielle — de savoir épargner ainsi le sang de ses hommes, ce qui le distinguait de la plupart des autres « grands chefs ». Et comme il sut, mieux que les autres aussi, s'intéresser d'un peu près aux conditions concrètes de la vie du fantassin, dans la mémoire des « poilus » s'imposa le souvenir d'un chef humain, pas comme les autres. Il sera fait maréchal de France le 8 décembre 1918 avant d'entrer à la tête des troupes dans Metz libérée.

S'il reste pour l'Histoire le « vainqueur de Verdun », il vaut la peine d'étudier son action en 1917. On sait que le 17 avril 1917 débutaient, dans le secteur des monts de Champagne, ce qu'on a nommé les « mutineries », des refus collectifs d'obéissance, expression d'un raz-le-bol généralisé, déclenchée par l'offensive de Nivelle, qui, sur le Chemin des Dames, fit en trois jours 40 000 morts et 90 000 blessés, sans aucun gain de terrain. Cette crise de confiance fut vive (elle concerna la moitié des grandes unités) mais courte (un peu plus d'un mois, chacune des explosions de mécontentement durant trois ou quatre jours), et ne mit jamais en péril le front proprement dit ; et le nombre total des mutins n'atteignit pas 40 000. Mais pour le haut commandement l'année 1917 demeura l'« année trouble », qui avait vu remettre en cause l'autorité des chefs. Il accusait évidemment l'« humanitarisme » ambiant, la classe politique, trop molle, les socialistes. Pétain, nommé en chef des forces françaises sur le front nord-est, saura se montrer plus perspicace. Son rapport du 30 mai, tout en dénonçant les « agents extérieurs » (« la presse [...], la CGT [...], l'effet déplorable produit aux armées par les missions des membres du Parlement [...] »), constatait : « On trouve incontestablement à la base de

estime plus dangereuse que ne l'aurait été un revers à Verdun le convaincre qu'il peut dorénavant être un recours ; il se sent désormais conscient de sa valeur.

Et si les appétits de Foch, rencontrant la volonté de Clemenceau de promouvoir l'offensive, le privait de finir la guerre en généralissime, il recevra comme il convient les vivats délirants des Parisiennes et des Parisiens quand il descendra les Champs-Élysées sur son cheval blanc (« Monsieur Monestir ») lors du défilé de la Victoire, le 14 juillet 1919. Il avait alors soixante-trois ans, et affirmait qu'il entendait goûter une retraite somme toute bien méritée. Il avait pu acheter la villa « L'Ermitage », à Villeneuve-Loubet, dans le Midi, et les joies des vendanges ne lui déplaisaient pas.

Mais il menait aussi à Paris, logeant square de Latour-Maubourg, à quelques pas des Invalides, une vie mondaine active, fréquentant à la fois les beaux esprits et les hommes politiques : il était un hôte relativement assidu du « dîner Bixio » et encore plus des « déjeuners Paul Hervieu », que l'on disait de tonalité « centre gauche ». Il se lia avec Louis Barthou, avec l'ambassadeur Maurice Paléologue, le sénateur Henry Lémery, le dessinateur Jean-Louis Forain, le dramaturge Maurice Donnay, les romanciers Henry Bordeaux et Abel Hermant, Paul Valéry enfin.

Les femmes également appréciaient ce militaire aux superbes yeux clairs. Il se plaisait, en tout cas, beaucoup en leur compagnie et avait — comme bon nombre d'officiers — mené de nombreuses conquêtes la vie de célibataire qu'il mena jusqu'à la soixantaine. Ceux de ses biographes qui sont sensibles aux mérites virils de leur héros rapportent que, dans une des conversations qu'il eut avec son gardien à l'île d'Yeu, il se vantait d'avoir fait l'amour à quatre-vingt-six ans, en 1942 pour être précis, ajoutant que ce petit exploit était le résultat d'un certain entraînement.

Ce célibataire endurci s'était quand même marié en septembre 1920 avec Eugénie Hardon, « Nini », de vingt et un ans sa cadette, qui lui avait préféré, en

1901, un médecin dont elle avait divorcé à la veille de la guerre. Si les jugements portés sur la « Maréchale » par les familiers de Pétain divergent, il est certain qu'elle n'interféra jamais dans la vie publique de son mari.

L'Institut l'avait élu dès juillet 1919 (c'est même à cette illustre compagnie qu'il fera le récit des mutineries de 1917). L'Académie l'éleva à l'unanimité au fauteuil de Foch, et, le 22 janvier 1931, tout le beau monde écouta Valéry le recevoir avec un discours très élogieux.

Mais Philippe Pétain resta surtout de fait, sans peut-être entre 1931 et 1934, le véritable patron de l'armée française, à la fois comme vice-président du Conseil supérieur de la guerre (c'est lui qui aurait commandé en temps de guerre) et comme inspecteur général de l'armée, fonctions qu'il n'abandonna qu'en 1931 (à soixante-quinze ans !). Après qu'il eut été, en 1934, ministre de la guerre, ses avis gardèrent tout leur poids.

Et on peut estimer que cette influence incontestable fut désastreuse. C'est sans nul doute lui qui dicta à la France sa politique défensive, et il fut le père de la ligne Maginot, pour laquelle il obtiendra le gros des crédits votés. Si l'on excepte le relatif intérêt qu'il porta au développement de l'aviation, force est de constater que son horizon militaire avait été défini à la Grande Guerre. Devenu très dogmatique, lui qui avait tiré fierté de son pragmatisme ne comprendra pas les enjeux politico-militaires de la guerre de 40. Et s'il l'aide à mater, en mai 1926, avec l'aide des Espagnols, l'insurrection d'Abd-el-Krim, cette campagne du Rif ne lui avait pas ouvert les yeux sur l'importance de l'Empire.

Son audience était telle que des publicistes et des hommes politiques cherchèrent, dans les années 30, à en faire leur porte-drapeau. En 1935, une véritable campagne de presse, lancée par la Victoire de Gustave Hervé (un ex-militant d'extrême gauche passé dans la droite

extrême), relayée par l'Action française et le Journal, qui avaient du poids, prit pour mot d'ordre : « C'est Pétain qu'il nous faut ! ». Après 1937, on retrouve son nom dans les organes du « camp national », symbole d'un ralliement possible contre le Front populaire. Du côté des politiques, c'est Pierre Laval qui joue sur lui. Les deux hommes se rencontrent en 1931, participent au gouvernement Doumergue, s'accrochent sur bon nombre de points. Dans les combinaisons qu'élabora Laval figure presque toujours Philippe Pétain. Mais le « Maréchal » entendait ne pas laisser entamer son crédit dans ce qui lui semblait des opérations aléatoires, pour ne pas dire douteuses. Et, s'il ne désavoua aucune de ces campagnes, il prit grand soin de n'en cautionner aucune. Il fut somme toute un bon ministre dans le gouvernement formé par Gaston Doumergue après le 6 février 1934 : il fit passer la solidarité gouvernementale avant son appartenance à l'armée, au point de rogner sur les crédits de la défense et les retraites des anciens combattants.

L'HOMME qui répétait à l'envi qu'il ne faisait pas de politique était en fait prudent et habile en politique. Et, à la différence de bien des « grands chefs », Pétain parla peu, gardant pour lui les critiques qu'il avait envie de formuler. A fortiori, il ne se mêla ni de près ni de loin aux complots divers montés contre le régime. Il acquit la réputation d'être un « maréchal républicain », moins clercal que ses collègues. La gauche s'en enticha aussi parce que, comme le dira avec pertinence Paul Reynaud en 1945, « il était l'homme de la défensive, et que la défensive était de gauche ». Lorsqu'il fut nommé, en mars 1939, ambassadeur à Burgos (où il fit montre d'habileté), c'était à qui lui adresserait le plus de louanges : « Un tel ambassadeur juche tout de même un peu trop haut l'apprenti dictateur auprès de qui on accablait le plus noble, le plus humain de nos chefs », écrit Léon Blum ; et l'Humanité s'indigne de « l'humiliation infligée à la France de voir son soldat le plus honoré attendre le bon vouloir du traître Franco ».

Pourtant, une de ses rares interviews — entre les deux tours des élections de 1936 — prônait, avec un argumentaire de droite tout à fait explicite, un « rassemblement national ». Les années 30 avaient renforcé son antiparlementarisme, et si le gouvernement Doumergue lui convenait parfaitement, c'est qu'il était « national » et voulait réformer l'Etat. La défection des radicaux, provoquant la dissolution de ce gouvernement, l'avait ulcéré, et il avait même proposé de se passer d'eux, se voyant lui-même ministre de la guerre et de l'Instruction publique. Tout un programme ! Avec une culture profondément réactionnaire, ce qui semblait lui convenir, c'était une République autoritaire.

On affirmera volontiers, après la Libération, qu'il ne cessa de comploter contre la III^e République. L'assertion (trop commode) est fautive. On lui prête de mythiques voyages secrets et une phrase disant qu'on aurait besoin de lui dans la seconde quinzaine de mai ; si cette phrase a été prononcée, ce dut être après que Reynaud l'eût convoqué le 1^{er} mai pour lui demander s'il ferait partie du nouveau cabinet. La suite, on la connaît. Sans doute fut-il malade et sut-il prendre la tête du clan de l'armistice. Mais il eut surtout l'habileté d'exploiter les faibles du camp adverse, tout en jouant avec efficacité d'une stratégie hexagonale.

Il ne courait pas après le pouvoir pour le pouvoir, mais il se voyait depuis longtemps comme le recours qu'il avait été en 1917. Sa popularité, qui était grande et encore intacte, allait en faire le thaumaturge à qui se confier dans le malheur. En réalité arrivait aux affaires un homme d'ordre, froid, pessimiste, ingrat à la fois par réalisme et par sécheresse de cœur, prisonnier d'une vision quasi exclusivement hexagonale, et tout à fait convaincu de sa valeur. Il avait tout ce qu'il fallait pour mener d'en haut la révolution culturelle qui était à ses yeux la sauvegarde de la « France éternelle ».

REPÈRE

BIBLIOGRAPHIQUE :

► Richard Griffiths, *Pétain et les Français*, Paris, Calmann-Lévy, 1974, 445 p.

Demain :

Le « Maréchal » acclamé

L'aggravation du conflit libanais

La bataille s'étend à tous les fronts du « pays chrétien »

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

« La bataille est ouverte, il n'y a plus de ligne rouge. » Cette affirmation d'un responsable du parti national social (PNSS), parti libanais laïc, allié de Damas, dont les miliciens viennent d'ouvrir un nouveau front à l'est du « pays chrétien », traduit bien l'évolution en cours au Liban, où, aux dires d'artillerie, sont venus s'ajouter depuis dimanche des combats entre les brigades de l'armée libanaise fidèles au général Aoun et les alliés de Damas, épaulés par l'armée syrienne.

Ouvert par des combats aux armes de tous calibres, le front de Bekfaya, tenu par l'armée relevant du général Aoun et de Dour El Choueir, défendu par le PNSS, soutenu par l'armée syrienne dans la montagne du Metn nord, à vingt-cinq kilomètres à l'est de Beyrouth, s'est ravivé lundi après-midi, alors que les lignes de démarcation séparant Beyrouth en deux secteurs, chrétien et à majorité musulmane, ont aussi été l'objet de violents combats.

Le front nord, tenu principalement par la milice chrétienne des Forces libanaises, a été aussi, dans la nuit de lundi à mardi, le théâtre d'un affrontement sans que l'on sache très bien, ce mardi matin, qui il a opposé réellement. Cela signifie toutefois que ce sont désormais tous les points d'entrée de l'enclave chrétienne — mille kilomètres carrés environ — qui sont devenus des zones de combats, rétablissant de fait le blocus terrestre du « pays chrétien ».

Ces opérations constituent-elles des diversion pour fixer et « user » les hommes du général Aoun dans l'attente d'une nouvelle offensive à

Souk-el-Gharb, où les affrontements à l'artillerie se poursuivent, ou préfigurent-elles une offensive plus générale bien que limitée dans son avance pour tenter de démontrer que le chef du gouvernement militaire chrétien ne peut tenir et, en même temps, diviser le camp chrétien ? La réponse est sans aucun doute dans les mains de Damas plus que dans celles de ses alliés qui, à l'exception de la milice druze de M. Walid Joumblatt, n'avaient pas jusqu'alors participé vraiment, militairement, au conflit en cours.

En ramenant les fronts du « pays chrétien », ceux-ci mettent toutefois en selle le conflit libano-libanais dont le général Aoun nie l'existence, privilégiant exclusivement l'affrontement libano-syrien. La bataille de Souk-el-Gharb, dimanche, a de ce point de vue été révélatrice, tant les réactions observées à Beyrouth-Est (chrétien) et l'ouest (à majorité musulmane) étaient dans leur majorité opposées. Réel et profond, le sentiment antisyrien l'ouest ne signifie en aucun cas un appui au général Aoun et, à l'heure de la bataille, le conflit confessionnel ou politique avec les partis laïcs, PC et PNSS, dépassait de loin le désir commun de voir le Liban enfin seul.

L'artillerie syrienne

Au lendemain de la bataille de Souk-el-Gharb, et des deux jours d'enfer vécus principalement par le pays chrétien, la très relative accalmie n'aure en tout cas été que de courte durée, les bombardements reprenant sur une grande échelle dès le milieu de la matinée. La « visite » de journalistes prévue à Souk-el-Gharb a été vite annulée devant la reprise des tirs de l'artillerie

syrienne. En revanche, si l'armée relevant du général Aoun a bien « montré » neuf cadavres « et demi », il ne s'agissait pas, contrairement à ce qu'affirment ses médias, de soldats syriens, mais de miliciens du PSP (Parti socialiste progressiste druze de Walid Joumblatt) et du PC (Parti communiste libanais). Cela tend donc à confirmer que l'armée syrienne a bien appuyé de toute son artillerie l'offensive de ses alliés, mais n'y a pas participé en hommes sur le terrain.

Lundi matin, la région de Baabda, Yarzé, où se trouvent à la fois le palais présidentiel, le ministère de la défense et plusieurs casernes de l'armée, tentait tant bien que mal de passer ses plaies et d'enterrer ses morts. Dans le sous-sol d'une église, c'est une mère et son fils de seize ans qu'on enterre vite, à la faveur de deux heures de calme. Dans l'assemblée restreinte, le colbre et les larmes se mêlent. Ces deux victimes de « la guerre de libération », qui a fait à ce jour au minimum 710 morts et 3220 blessés, avaient cru trouver un refuge dans la petite église de Botchay, à quelques kilomètres de là, face à Souk-el-Gharb. Mais le toit de la vieille bâtisse, dont seul le clocher demeure presque intact, n'a pas résisté à un obus de gros calibre, assaillant sous lui Saad et sa mère. Dans ce village fantôme d'où l'on peut voir toute la colline que domine Souk-el-Gharb, encore dans la fumée des incendies, rien n'a été épargné. Les rares habitants qui s'y accrochent sont terrés derrière leurs volets clos, et le silence, troué d'explosions sporadiques, est impressionnant.

Tous les alentours du palais présidentiel et du ministère de la défense sont ravagés par les crâtes des obus de 240 millimètres, les bâtiments du palais perdant à chaque

bombardement quelques pierres de plus. La mobilisation de la communauté internationale et les déclarations qui se multiplient n'impressionnent pas, en tout cas, les belligérants pour lesquels, des deux côtés, l'heure ne semble pas aux négociations.

« Le cessez-le-feu n'est pas un objectif national, il faut faire sortir la Syrie par la force », dit pour sa part le général Aoun qui appelle de plus en plus, dans ses multiples déclarations, à une intervention internationale, soulignant à toutes occasions la responsabilité des grandes puissances et la futilité de leurs initiatives si elles ne sont pas suivies d'actions.

A Damas où il est arrivé lundi, M. Velayat, le ministre irakien des affaires étrangères, a déclaré de son côté que sa visite avait lieu « dans le cadre de consultations entre la Syrie, l'Iran et les forces nationales libanaises, en vue de faire face au complot de l'ennemi sioniste ». M. Velayat a tenu, à cet égard, à bien insister sur le fait que l'affaire des otages n'était pas la priorité. Réunis lundi dans la capitale syrienne, les alliés de Damas ont, eux aussi, affirmé leur détermination à poursuivre la lutte jusqu'au bout pour faire tomber le général Michel Aoun.

L'intensification des pressions militaires sur le terrain, le développement des initiatives diplomatiques tous azimuts prouvent en tout cas qu'en entrant dans son sixième mois la « guerre de libération » déclenchée par le général Aoun, le 14 mars dernier, est à un tournant et que l'heure de vérité dans le bras de fer qui l'a engagé contre la Syrie se rapproche.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Washington critique à nouveau sévèrement la Syrie

Les Etats-Unis ont de nouveau sévèrement critiqué, lundi 14 août, le rôle de la Syrie dans les bombardements au Liban, lui reprochant « une escalade irresponsable de la violence » dans le pays. « La Syrie et ses alliés devraient s'abstenir de toute nouvelle escalade et accepter immédiatement les appels internationaux et ceux de la Ligue arabe en faveur d'un cessez-le-feu », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. Il a aussi demandé au général Michel Aoun et aux milices chrétiennes d'observer un cessez-le-feu et de « se joindre aux efforts de réconciliation politique entrepris par la Ligue arabe ».

M. Boucher a indiqué que les Etats-Unis étaient en contact avec plusieurs membres du Conseil de sécurité des Nations unies et avec le secrétaire général de l'Organisation, M. Javier Pérez de Cuellar, en vue d'une éventuelle réunion du Conseil pour discuter des combats. « Nous avons été en étroite contact avec la France au cours des derniers jours, comme au cours des derniers mois », a précisé le porte-parole.

Le porte-parole du département d'Etat n'a fait aucune allusion au rôle joué par l'Irak qui — depuis la fin de la guerre du Golfe — est devenu le principal allié arabe du général Aoun et son grand pourvoyeur d'armes. C'est d'ailleurs pour mieux marquer ce rôle que le président Saddam Hussein a annoncé lundi personnellement « l'appui total » de son pays au général Aoun, et ce pour la première fois depuis que Bagdad a reconnu officiellement le gouvernement des militaires chrétiens comme unique gouvernement libanais. « Mettre en échec les tentatives de Hafez el-Assad — qui ne visent qu'à provoquer la partition du Liban et à y semer la discorde — constitue une victoire non seulement pour les Libanais, mais pour tout le

monde arabe », affirme le président irakien dans un message au général Aoun.

Plus nuancé, le roi Fahd d'Arabie saoudite a appelé « tous les combattants libanais à déposer les armes et à mettre fin immédiatement aux hostilités », cela dans une allocution prononcée lundi soir à Djeddah devant le conseil des ministres saoudiens. Qualifiant de « désastreuse » la situation au Liban, le souverain wahabite a affirmé qu'il « regrette profondément la poursuite des combats au Liban, dans ce pays arabe frère, malgré tous les appels et les différentes tentatives visant à faire cesser les hostilités ».

A Paris, M. Hamadi Essid, directeur de la mission de la Ligue arabe, a estimé « impossible d'admettre qu'une solution arabe soit impossible » au Liban et a réclamé l'application des résolutions du Conseil de sécurité exigeant « le retrait de l'armée d'occupation israélienne du Liban ». « Ce qui se passe aujourd'hui au Liban est intolérable », poursuit M. Essid qui estime que « le Liban est une déchirure dans le tissu de l'arabité », un « voile dont on se sert pour couvrir les crimes perpétrés contre les enfants de Palestine ».

Les émissaires français

Rentré à Paris dans la nuit de dimanche à lundi, M. François Schœrer a rendu compte lundi au ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, des entretiens qu'il avait eus à Damas avec le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk El-Chouhri, et le vice-président, M. Abdel-Halim Khaddam. Cette démarche n'a donné lieu à aucun commentaire public du Quai d'Orsay. M. Dumas devait s'entretenir à nouveau mardi de la situation au Liban avec le président de la République.

A Ryad, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, M. Thierry de Beaucq, qui s'était rendu la veille à Rabat et à Alger, a rencontré lundi le prince Saoud el-Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères.

Le directeur de cabinet de M. Dumas, M. Jacques Andréani, était d'autre part attendu mardi à Moscou. Le désir de la France de réactiver le comité tripartite de la Ligue arabe (Maroc, Arabie saoudite, Algérie) semble partagé à Moscou où un porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Youni Gremlich, a estimé que ce triumvirat avait « besoin d'un soutien plus ferme et mieux coordonné de la communauté internationale ». Après avoir exprimé « la profonde inquiétude de l'URSS face à la récente détérioration au Liban », il a estimé « urgent » de « concentrer tous les efforts pour aboutir à un cessez-le-feu ».

Un autre émissaire français, le ministre délégué à la francophonie, M. Alain Decaux, a remis lundi au pape Jean-Paul II, à sa résidence d'été de Castelgandolfo, un message du président Mitterrand. Il s'est entretenu pendant une quarantaine de minutes avec le pape, qui avait fait exception pour le recevoir alors que traditionnellement il n'accorde pas d'audiences à Castelgandolfo.

De son côté, M. Patrick Leclercq, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay, s'est entretenu lundi à Tunis avec le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Klibi. Il devait également rencontrer le secrétaire d'Etat tunisien aux affaires étrangères chargé des affaires maghrébines, M. Mohamed Amannou.

La France mène ces missions en liaison avec ses partenaires de la Communauté européenne. Le ministre belge des Affaires étrangères a cependant fait savoir lundi qu'il souhaitait une « initiative » des Douze en faveur du Liban et qu'il avait pris contact avec la présidence française en ce sens. M. Dumas s'est aussi entretenu dans la journée avec son homologue britannique, M. John Major.

Le problème des otages

M. Khamenei exclut tout dialogue avec les Etats-Unis

Téhéran (AFP). — Le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré, lundi 14 août, que « nul en Iran n'a négocié ou ne négociera avec les Etats-Unis », et qualifié le gouvernement américain de « l'administration la plus haine après le régime qui occupe Jérusalem ».

S'adressant lundi à des familles de prisonniers de guerre et de disparus iraniens, le successeur de l'imam Khomeini a tenu à préciser, dans une courte allocution retransmise par Radio-Téhéran, que « comme il avait déjà eu l'occasion de le dire en d'autres circonstances, la République islamique condamne les preneurs d'otages tels que les Phalanges, Israël et les Etats-Unis » comme « elle n'accorde aucun soutien en général aux preneurs d'otages ».

« Il n'y aura aucune possibilité d'entretiens ou de reprise des relations entre l'Iran et les Etats-Unis aussi longtemps que les Etats-Unis

poursuivront leur politique faite de malice et de fourberie et continueront à apporter leur soutien au régime sioniste », a poursuivi le guide de la république.

L'ayatollah Khamenei, soulignant que la nation iranienne était « forte et vigilante », a estimé que la « reconstruction du pays n'avait aucun besoin d'une aide comme celle du gouvernement des Etats-Unis », car, a-t-il dit, l'Iran « peut utiliser son potentiel et ses ressources humaines pour la poursuite de la révolution islamique ».

« Les Etats-Unis sont en train de commettre les actes les plus malicieux et d'encourager le régime fanatique d'Israël à prendre des otages dans le but de faire payer une rançon aux combattants libanais », a-t-il encore dit.

Evitant enfin les pourparlers entre l'Iran et l'Irak, l'ayatollah Khamenei a affirmé que l'Iran est

A Tunis

Le dialogue américano-palestinien a enregistré quelques progrès

TUNIS de notre correspondant

Figé jusqu'ici, le dialogue américano-palestinien engagé depuis huit mois paraît avoir enregistré quelques progrès lors de la quatrième rencontre, lundi 14 août, à Carthage. Les conversations, qui ont duré près de trois heures, ont essentiellement porté sur le projet d'élections dans les territoires occupés qui, en la phase actuelle, demeure au premier plan et conditionne tout autre développement. L'ambassadeur américain a reconnu que cette consultation ne constituait pas la solution pour un règlement définitif du problème, mais en représentait seulement une étape. Sans coïncider totalement avec la position palestinienne, que dans le cadre d'un plan global, cette position américaine n'en n'est pas aussi éloignée que lors des précédents pourparlers.

« Il y a une route vers la paix au Proche-Orient », a déclaré M. Robert Pelletreau devant la presse. Nous suggérons que la pierre fondamentale de cette route mais non la der-

nière soit des élections dans les territoires occupés. De telles élections, structurées de façon à être acceptables aux Israéliens et aux Palestiniens pourraient déclencher un processus politique de négociations qui commencerait à modifier des attitudes fondamentales et qui conduirait à une solution globale. » L'ambassadeur a ajouté que son pays est disposé à poursuivre ses efforts pour une solution sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et « de principes fermes : la terre contre la paix et la sécurité et la reconnaissance d'Israël et des droits politiques palestiniens ».

Si M. Pelletreau a continué d'éviter de se référer à l'idée de la convocation d'une conférence internationale, le chef de la délégation palestinienne, M. Yasser Abd Rabbo, ne s'est pas fait faute de rappeler aux journalistes que la fin de l'objectif principal de l'O.L.P. Tout respecté, selon lui, doit intervenir « sur la base de la légalité internationale, c'est-à-dire la fin de l'occupation et la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodéter-

mination ». M. Rabbo a demandé aux Etats-Unis d'agir « de manière sérieuse et efficace » dans ce sens et d'adopter une position « claire et efficace » pour mettre fin « au terrorisme et à la répression » qu'exerce Israël dans les « territoires occupés ». Pour l'O.L.P., a-t-il ajouté, « il s'agit là d'une question vitale et fondamentale ».

Americains et Palestiniens sont convenus de se retrouver prochainement pour un « 3^e round ».

MICHEL DEURÉ.

POINT DE VUE

Pour une action concertée des Deux Grands

par Raymond Eddé député, ancien ministre et chef du Bloc national libanais

UNE fois de plus, c'est la France, c'est le président François Mitterrand qui réveille les nations indifférentes au sort tragique d'un peuple qui se meurt depuis quatorze ans et dont le pays est membre « à part entière » de l'ONU. Il aura fallu que la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis soit bombardée pour que Washington condamne le « carnage aveugle d'innocents » et dénonce « l'emploi, à nouveau, d'armes de gros calibre, comme les mortiers de 240 millimètres qui font partie de l'arsenal syrien ». C'est la première fois que Washington ose, mais timidement, désigner la Syrie.

Le 20 mars 1989, six jours après l'offensive syrienne, l'Europe des Douze se contentait de se dire « gravement préoccupée par la détérioration de la situation au Liban... » sans mentionner, hélas, les forces syriennes. Dans ces conditions, pour quoi voudrait-on que le président Hafez El-Assad, assuré d'impunité, n'ait pas recouru à des moyens qu'on qualifie ailleurs de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité » punis de la peine de mort ?

Le 5 juillet, MM. Gorbatchev et Mitterrand appelaient, dans un communiqué, à un « cessez-le-feu immédiat » sans indiquer la Syrie ou les forces syriennes. Les Libanais et la grande majorité des Français qui tiennent à la sauvegarde du Liban ont espéré alors que le président Hafez El-Assad arrêterait immédiatement son offensive. Ce fut le contraire. Il ne cessa de l'intensifier en faisant attaquer même des navires, battant pavillon étranger, ne transportant ni armes ni munitions.

Les cinq Grands, l'Europe des Douze et le Conseil de sécurité ont écrit et croient encore que la Ligue arabe pouvait impressionner Hafez El-Assad, faire taire ses canons et obtenir le levée du blocus qu'il avait imposé. La comité tripartite arabe a échoué dans sa mission, mais il a eu le courage de dire que la Syrie a été le principal obstacle.

Aujourd'hui l'armée syrienne est à cinq kilomètres du siège du ministère de la défense qu'elle a en partie détruit. Les soldats libanais, musulmans et chrétiens, se battent côte à côte, héroïquement. Mais pendant combien de temps pourront-ils s'opposer, avec succès, à l'armée

syrienne, qui ne manquera pas de recevoir des renforts et qui n'a pour l'instant qu'un seul objectif : abattre le général Michel Aoun ?

Que peut-on faire, que doit-on faire pour stopper l'armée syrienne ? Recourir au Conseil de sécurité ? Certes, il pourrait se réunir. Mais pour faire quoi ? Prendre une résolution de plus, qui restera sans suite, comme ce fut le cas pour les résolutions précédentes exigées depuis 1978 le retrait de l'armée israélienne du sud du Liban ? Il ne faut pas oublier, à ce propos, que le président syrien maintiendra ses forces au Liban tant que les forces israéliennes s'y trouvent. Alors, que faire ?

Napoléon III n'est plus et l'époque de la canonniers est révolue. A mon sens l'Europe des Douze pourrait agir, comme l'a fait l'Europe des Dix lors de la guerre des îles Falklands, en décidant en avril 1982 le boycottage de l'Argentine pour la contraindre à retirer son armée, ce qu'elle s'est empressée de faire. Une telle décision avait été prise, comme il se doit, à l'unanimité. Mais, pour un Liban qui ne fait pas partie de la Communauté européenne, une telle mesure obtiendrait-elle l'unanimité requise ? Je ne peux y croire.

L'Europe de Douze pourrait aussi rompre ou menacer de rompre ses relations diplomatiques avec l'Etat syrien pour le contraindre à retirer son armée qui, depuis 1976, a tué des dizaines de milliers de civils libanais, détruit des villes et des villages, en violation du droit international et de la charte de l'ONU. Le fera-t-elle ? Certainement pas.

Il ne reste plus que l'intervention des deux Super-Grands.

Les Etats-Unis, alliés d'Israël qu'ils soutiennent, peuvent exiger que Jérusalem mette en application la résolution 425 du Conseil de sécurité qui « demande » le retrait des forces israéliennes de tout le territoire libanais. Cela permettrait à l'URSS, liée à la Syrie par un traité d'amitié d'exiger qu'elle retire ses 35 000 soldats du Liban où ils tuent des Libanais avec des armes et des munitions soviétiques qui lui ont été fournies pour sa défense et non pour envahir, attaquer et annexer un pays ami.

Mais il faudrait, tout d'abord, que les deux Super-Grands se mettent d'accord pour sauver, tout de suite, le Liban, à moins qu'ils n'aient décidé d'en faire cadeau à ses deux voisins israélien et la Syrie. Ce serait le début de la balkanisation de la région.

لبنان في الحول

Afrique

AFRIQUE DU SUD : après la démission de M. Botha

M. De Klerk devient le chef de l'Etat en exercice

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le président Pieter Botha a annoncé sa démission, lundi soir 14 août, lors d'une allocution télévisée. Chef de l'Etat depuis le mois de septembre 1984, après avoir assumé les fonctions de premier ministre pendant six ans, le président de la République a affirmé qu'il « n'avait pas d'autre choix » en raison de la crise ouverte qui l'opposait à son successeur potentiel, M. Frederik De Klerk, depuis vendredi dernier. Ce dernier assurera les fonctions de chef d'Etat en exercice à compter de mardi 15 août jusqu'aux élections législatives du 6 septembre prochain à la suite desquelles il devra être élu.

S'estimant « ignoré » par des ministres faisant partie de son gouvernement, M. Botha a jugé inévitable de se démettre, alors qu'il avait toujours affirmé qu'il traitait au terme de son mandat. Cette crise a pour origine l'annonce, jeudi, par M. « Pik » Botha, le ministre des affaires étrangères, d'une rencontre prévue pour le 23 août, à Livingstone, en Zambie, entre M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien, M. De Klerk et lui-même. Le lendemain, M. Pieter Botha publiait un communiqué dans lequel il annonçait que, contrairement aux règles en vigueur, il n'avait pas été informé de ce voyage à l'étranger. Samedi, M. De Klerk réunissait les principaux ministres du cabinet et les leaders provinciaux du Parti national desquels il obtint l'approbation unanime. La crise prenant une ampleur préoccupante à trois semaines d'un scrutin important, un conseil des ministres extraordinaire a été convoqué lundi matin 14 août.

C'est à la suite de cette réunion que M. Pieter Botha a décidé de se retirer, après avoir été désavoué, semble-t-il, d'autant que M. Pieter Botha et De Klerk n'ont cessé de réaffirmer qu'ils avaient bien informé le président de la République avant de rendre publique l'annonce de leur voyage à l'étranger. Dans son allocution, le chef de l'Etat s'en est tenu à sa version des faits, tandis que son ministre des affaires étrangères regrettait de

devoir faire remarquer que la mémoire du président était défaillante, ajoutant qu'il aurait répondu « Arrangez vos visites africaines comme cela vous plaît ».

Dans son allocution, M. Botha a jugé cette rencontre de Livingstone « inopportune actuellement ». Il a souligné que M. Kaunda donne sa protection au Congrès national africain (ANC), précisant que cette organisation dispose d'un quartier général à Lusaka d'où elle planifie et coordonne ses actions contre l'Afrique du Sud. A cela M. De Klerk a répondu que sa position à l'égard de l'ANC n'avait pas changé et qu'il était prêt à négocier à condition que ce mouvement renonce à la lutte armée.

Manifestement amer après avoir perdu la dernière bataille qui l'opposait à son rival, M. Pieter Botha a révélé au cours de sa prestation télévisée — un message d'adieu plutôt que qu'il lui avait été suggéré de donner sa démission pour raisons de santé, mais qu'il avait refusé « de partir sur un message ». Frappé d'une congestion cérébrale le 18 janvier, il avait démissionné de la tête

de l'Etat le 2 février, date à laquelle M. De Klerk avait été élu. Il s'en était suivi une crise politique grave opposant le parti et le chef de l'Etat. Une bataille que ce dernier avait perdue, contribuant à sa marginalisation progressive jusqu'à cette dernière volte-face qui l'a contraint à prendre sa retraite à soixante-trois ans, son successeur a regretté ce départ dans « ces circonstances malheureuses », précisant toutefois que c'était « dans les meilleurs intérêts de l'Afrique du Sud ».

M. Botha quitte donc définitivement la scène politique. Une fin peu glorieuse pour cet homme aigri qui a été lâché, pratiquement du jour au lendemain, par ses amis politiques. Ses tentatives de reprendre les rênes du pouvoir ont échoué pitoyablement. Il laisse la place à un homme qui n'avait pas ses faveurs et qui, une fois en selle, a refusé de se plier à son autoritarisme, quitte à affaiblir le parti au pouvoir depuis quarante et un ans, à la veille d'une bataille électorale difficile même si l'issue ne fait guère de doute.

MICHEL BOLE-RICHARD.

L'apparatchik désavoué

Dans sa plus tendre enfance, Pieter Willem Botha avait un poney appelé Tiekie. Un jour, il se dirige vers une ferme voisine de celle de ses parents. A cheval, il franchit la porte d'entrée, traverse le salon, la cuisine et ressort par la porte de derrière sans dire un seul mot aux occupants médusés. Un incident annonciateur du style de ce fils de fermier de l'Etat libre d'Orange parvenu au sommet du pouvoir en frayant son chemin aux forces.

Rien ne prédisait cet étudiant en droit à faire une carrière politique. Jusqu'au jour où « Pee Wee » rencontre son père spirituel, D. F. Malan, qui deviendra en 1948 le premier chef de gouvernement afrikaan. « Le parti a besoin d'un homme comme vous », lui dit Malan, suivez-moi. Nous sommes en 1936. Pieter Botha a alors vingt ans. Le Parti national devient petit à petit sa seconde famille. Il lui consacre tout, se nourrit de son idéologie. Il lui doit tout.

Ses talents d'organisateur, son engagement total au service de la cause afrikaan, qui l'entraîne de temps à autre à jouer les perturbateurs dans les meetings adverses, seront rapidement récompensés. Chef de la propagande puis des Jeunesses nationales, il gagne son premier siège de député en 1948 et un « demi-marquage » dix ans plus tard. « L'étoile monte », comme on l'a surnommé en raison d'une calvitie précoce et de « son air dominant et sûr de lui », ne quittera plus jamais le gouvernement. Cet apparatchik autoritaire se voit confier en 1966 la charge de la défense nationale. C'est un anticommuniste forcené, convaincu de son rôle de défenseur des valeurs chrétiennes ; l'armée devient sa passion. Pendant presque trois ans, il forge ce



révolte de la jeunesse noire qui s'est levée en juin 1976 est à peine retombée, le nouveau père de la nation afrikaan a compris que l'heure des réformes a sonné. L'auteur de la célèbre formule « s'adapter ou mourir » est convaincu que la survie passe par un aménagement du système.

Traillé entre le souci majeur de préserver l'unité de la tribu blanche et la nécessité de démontrer à l'opinion internationale sa bonne

volonté, Pieter Botha s'engage sur la voie du « rasvredage » de l'appartheid en gommant ses aspects les plus voyants. Mais la nouvelle Constitution qu'il concède en 1983 pour associer de façon limitée les communautés indiennes et indiennes à l'exercice du pouvoir provoque la rébellion de la frange conservatrice du Parti national.

En plus, l'entrée en vigueur, en septembre 1984, de cette constitution sonne le signal de la révolte des townships qui, pendant près de deux ans, va embraser tout le pays. Non seulement le président Botha n'a pu préserver l'unité du monde afrikaan mais il a plongé l'Afrique du Sud sous le règne de l'état d'urgence permanent, il a contribué à son isolement diplomatique et lui a enfin attiré les foudres des sanctions, en brisant de façon provocatrice l'opinion publique mondiale, tout particulièrement dans le fameux « discours du Rubicon » en août 1985.

Trop peu, trop tard

Attitude de défi à l'égard du monde occidental en dépit d'une visite qualifiée « d'historique » en Europe au printemps 1984 ; récidivement à l'égard de ses voisins les plus proches malgré les accords de Lusaka avec l'Angola et de Nkomati avec le Mozambique, respectivement en février et mars 1984 ; ostracisme amplifié par le sabotage de la mission de bons offices du Commonwealth qui précède l'avenir « la pire bain de sang depuis la deuxième guerre mondiale » : l'Afrique du Sud se repaie sur elle-même. Le grand dessin réformiste du président Botha tourne à son terme en dépit du retour au calme dans les townships grâce aux règles draconiennes de l'état

d'urgence et à l'arrestation de plus de 30 000 personnes.

La modernisation est à la recherche d'un second souffle. Mais la machine est bloquée. La communauté noire et ses véritables leaders refusent de participer à un quelconque processus de négociations tant que le régime ne fait pas de gestes significatifs. Une période d'hésitations et de tâtonnements qui ne débouchera sur rien de concret sur le plan intérieur. Dans le domaine international, le succès des pourparlers sur le retrait d'Angola et sur l'indépendance de la Namibie fournit au pouvoir un levier pour faire progresser les institutions internes. Mais il est trop tard pour M. Botha. La congestion cérébrale qui le frappe le 18 janvier dernier et le désavoué qui lui inflige son propre parti, après cinquante-trois ans de bons et loyaux services, sonne le glas de sa carrière politique.

A soixante-trois ans, celui qui a été surnommé « le grand crocodile » est vite apparu comme un homme du passé face à son rival Frederik de Klerk, de vingt ans son cadet. Mourir, il a été contraint de céder la place sans avoir achevé son œuvre réformatrice. Ce fut une crise-cœur pour le dirigeant qui se voulait un homme du juste milieu, bradeur de l'héritage afrikaan pour les ultras, réformiste timoré pour les progressistes qualifiant ses initiatives de « trop peu, trop tard ». Incarnation d'une tradition rénovée, Pieter Botha restera dans l'histoire comme l'homme qui a tenté de faire bouger les choses tout en préservant l'essentiel du système. Cette tentative d'adaptation paternaliste était une gageure et son auteur est poussé dehors par une nouvelle génération de nationalistes estimant qu'il a fait son temps.

M. B.-R.

ALGÉRIE

Manifestations dans deux villages du littoral

Alger. — Deux villages du littoral algérien, Corso et Tidjallabine, à une cinquantaine de kilomètres d'Alger, ont été isolés durant tout l'après-midi du lundi 14 août par les forces de l'ordre, qui y ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des manifestations. Les manifestants — plusieurs centaines de jeunes, âgés de moins de trente ans pour la plupart, — protestaient contre les modalités d'attribution de logements sociaux. Ils accusaient les autorités municipales de s'être « scindées » au détriment des bénéficiaires prioritaires dans l'attente d'être logés ou habitant dans des immeubles insalubres. On ignore s'il y a eu des blessés, et aucune indication n'a pu être obtenue sur d'éventuelles arrestations.

A Corso, où la contestation porte sur l'attribution de cent deux logements, il s'agit de la troisième manifestation brutalement dispersée par les forces de l'ordre depuis le début du mois d'août. Les manifestants demandent notamment la démission des autorités locales et la révision des listes d'attribution. Fin juillet et début août, une autre localité du littoral algérien, Ain Benian, avait été le théâtre de manifestations similaires également marquées par l'intervention des forces de l'ordre. — (AFP.)

SOUDAN

Le colonel Garang accuse le chef de la junte de vouloir imposer une théocratie

Le dirigeant de l'armée populaire de libération du Soudan (SPLA), le colonel John Garang, a accusé, lundi 14 août, le chef de la junte militaire au pouvoir à Khartoum, le général Omar Hassan el-Béchir, de vouloir imposer une théocratie islamique au Soudan.

« Nous avons assez de raisons de penser que la junte a un programme secret visant à imposer un Etat théocratique au Soudan, avec ou sans le Front national islamique (FNI), le parti des fondamentalistes musulmans, a déclaré le colonel Garang sur les ondes de la radio de la SPLA. Condamnant clairement le nouveau régime soudanais, pour la première fois depuis le coup d'Etat du 30 juin qui a renversé M. Sadek el-Mahdi, le dirigeant du mouvement rebelle a aussi affirmé que la junte soudanaise a mis au point un « programme secret visant à la partition du pays ». « Le général el-Béchir l'a dit lui-même au moins trois fois au cours des derniers quarante jours. Et, bien que cela ait été démenti par le porte-parole officiels de la junte, il y a suffisamment de raisons de s'inquiéter... La SPLA est contre le sépa-

ratisme », a ajouté le chef de la SPLA.

Il a également démenti avoir eu des contacts directs avec le général el-Béchir et n'a pas évoqué de date concernant l'ouverture de pourparlers entre son mouvement et la junte. Un représentant de la SPLA à Addis-Abeba a déclaré, lundi matin, que son mouvement attendait d'être approché par la junte pour fixer une telle date, rappelle-t-on.

La SPLA « a le pouvoir de réduire ou de prolonger l'existence de la junte », a affirmé le colonel Garang. « Nous conseillons à Béchir de ne pas suivre les positions des fondamentalistes, car ces positions sont dangereuses, elles vont contre le sens de l'histoire, et sont étrangères au Soudan et à l'Afrique », a-t-il conclu.

Entre-temps, à Khartoum, le nouveau régime militaire, fondé sur une alliance entre les fondamentalistes musulmans et les nationalistes de l'ancien président Néméri, réfugié au Caire, poursuit l'épuration de l'armée et de l'administration. On estime à plus de mille le nombre des fonction-

naires gouvernementaux mis à pied depuis le coup d'Etat. Il y a une semaine, le conseil de la révolution a nommé cinq nouveaux ambassadeurs, dont quatre occupaient des postes importants sous le régime de Néméri. Le cinquième est connu pour son appartenance à l'organisation des Frères musulmans.

Par ailleurs, M. Ali Mohamed Osman, le conseiller légal de l'Islamic Development Company, vient d'être nommé procureur général du Soudan. Il avait étroitement collaboré, sous le règne de Néméri, avec M. Hassan el-Touab, chef du Front national islamique, à l'élaboration des lois de septembre 1983 qui imposent au pays la charia (loi islamique).

L'évolution de la situation au Soudan semble inquiéter les autorités du Caire, pourtant les premières à applaudir le coup d'Etat du 30 juin. L'hebdomadaire égyptien Al Mousawwar, proche de la présidence de la République égyptienne, a laissé poindre dans son dernier numéro son inquiétude concernant le maintien au Soudan de l'interdiction des partis politiques, des syndicats et des journaux.

Amériques

BRÉSIL : aggravation préoccupante de la criminalité

Les « pistoleiros » sèment la terreur dans la forêt amazonienne

La criminalité revêt désormais une grande ampleur dans la plupart des pays d'Amérique latine. Elle sévit aussi bien dans les quartiers déshérités des grandes villes que dans les zones rurales, où des gangs s'opposent aux paysans pour le contrôle de la terre. Les autorités de ces pays, particulièrement dans ce véritable Etat — continu qu'est le Brésil, se montrent en général impuissantes à endiguer cette montée de la violence. Des événements récents témoignent du fléau. Ainsi, le 3 août dernier, le rapt d'un fils d'un avocat à Goiânia, au centre du Brésil, a tenu le pays en haleine dix jours durant. Il s'est heureusement terminé le 13 août, au terme d'une rocambolesque prise d'otages « de contrevenir », dont ont notamment été l'objet deux journalistes. Le 12 août, un touriste hollandais de quarante-six ans est tombé sous les balles d'un voleur à la tire âgé de seize ans en plein centre de Rio.

Notre correspondant au Brésil évoque ici ce mal, principalement dans le nord-est du pays, et notamment en Amazonie.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

La situation du Brésil commence à ressembler, dans certaines régions, à celle de la Colombie, considérée comme la pire de l'Amérique latine. On sait que, dans ce dernier pays, la mafia de la drogue contrôle certaines zones agricoles et élimine systématiquement des syndicalistes paysans, des leaders politiques, des magistrats et les militants qui font obstacle à son commerce et à son autorité.

Or ce qui se passe dans l'Etat brésilien du Para rappelle singulièrement les pratiques en cours chez le voisin andin. A se fier, du moins, aux déclarations répétées des parlementaires de gauche de la région. C'est la situation à Itaituba, sur les rives du Tapajós, qui les inquiète le plus. A l'ouest du Para, au cœur de la forêt amazonienne, la commune d'Itaituba s'étend sur environ 180 000 kilomètres carrés — une superficie supérieure à celle de l'Angleterre. Longtemps, ses habitants ont vécu des produits de la forêt — le latex, le bois, les châtaignes. Avec la mise en valeur du Nord-Ouest brésilien, et la guerre pour la terre engagée entre latifundistes et petits paysans, les morts se sont multipliés ces dernières années.

Raffinement de cruauté

La criminalité s'est beaucoup aggravée avec la formation d'un gang local, qui vit du trafic de cocaïne, du vol de voitures, de la contrebande de l'or et des armes. Des attentats visent de plus en plus souvent les militants des partis de gauche, les seuls à dénoncer l'incursion des autorités. Depuis 1987, deux parlementaires et un conseiller municipal ont été assassinés. L'un d'eux, M. José Carlos Batista, du parti socialiste brésilien (PSB), a été tué devant chez lui, à Belém, en décembre dernier, après avoir dénoncé devant l'assemblée législative du Para le climat de terreur qui régnait à Itaituba. Dans cette dernière localité, voici deux semaines, c'est un conseiller municipal, également du PSB, qui a été « exécuté », pour des raisons identiques. Un autre élu de la même formation, M. Manoel Cardoso Almeida, connu pour son activité en faveur

des travailleurs agricoles, a été grièvement blessé de trois balles dans la localité voisine de Tailandia.

Selon un député fédéral du PSB, M. Ademir Andrade, une quarantaine d'assassins ont été commis à Itaituba et dans les environs ces deux derniers mois. M. Andrade affirme que la mafia locale est dirigée par un propriétaire de postes d'essence, M. Wirlands Freire, et par son fils, qui utilisent les services de nombreux pistoleiros (tueurs professionnels). « Les crimes sont perpétrés avec un grand raffinement de cruauté », précise-t-il. Les tueurs seraient commandés par un ancien soldat de la police militaire, dénommé Aragão, auteur de plusieurs meurtres quand il était encore en exercice, condamné à trente ans de prison pour l'assassinat d'une famille, et en fuite depuis lors.

M. Andrade affirme également que le principal magistrat d'Itaituba, M. Helena Farah, a partie liée avec les trafiquants, et que la police est dépourvue de moyens pour les affronter. Deux conseillers municipaux du PMDB, dit-il, font partie de la mafia. Ancien parti d'opposition au régime militaire, le PMDB est la formation dominante au Congrès. « Les trafiquants locaux sont liés à la mafia internationale de la drogue, ajoute le député. Ils se servent dans leurs transactions de l'or prospecté dans la région. Ils contrôlent le vol de voitures, de camions avec leurs chargements. Ils disposent d'un armement sophistiqué, acheté à l'étranger, et composé de mitrailleuses lourdes, de fusils à rayon laser et à mire télescopique... »

M. Ademir Andrade a tenté — en vain — d'alerter le président de la République sur ce qui se passait dans sa circonscription. Menacé de mort lui-même, il demande l'intervention du gouvernement fédéral, en raison de l'impuissance (volontaire ou non) du gouverneur du Para, M. Helio Gueiros. La situation dans cet Etat n'est pas exceptionnelle, comme en témoigne le pouvoir grandissant d'autres mafias locales, telles que celle de Rio-de-Janeiro, qui ont transformé les principales villes de la ville en centres de commercialisation de la marijuana et de la cocaïne, ainsi qu'en arsenaux clandestins.

CHARLES VANHECKE.

COLOMBIE

Recrudescence des enlèvements

Le nombre des enlèvements a augmenté cette année de manière alarmante en Colombie : quatre cent trente personnes ont été enlevées depuis janvier par les organisations de guérilla et par des délinquants, a annoncé la police le 11 août. Ce chiffre est en augmentation de 13 % par rapport à la même période de 1988. La plupart des personnes enlevées sont détenues par divers groupes de guérilla, en particulier par l'ELN (armée de libération nationale, pro-castriste, le plus irrégulier des mouvements rebelles colombiens) à laquelle la police attribue cent vingt-huit enlèvements, dont certains ont été commis dans un but de propagande plus que pour des raisons financières. Les FARC (Forces armées révolutionnaires, communistes) qui sont sur le point d'engager des discussions de paix avec le gouvernement, seraient responsables de cinquante-trois enlèvements. L'ELP (armée populaire de libération, maoïste), qui a aussi l'intention de s'engager dans le processus de retour à la paix, dément douze personnes. Et le M-19, qui a été le premier à s'engager dans le processus, en retient neuf. Les autorités sont impuissantes devant le fléau : sur les quatre cent trente personnes enlevées depuis le début de l'année, seules trente ont été retrouvées par les forces de sécurité. — (AFP.)

EN BREF

● PÉROU : grève des mineurs. — A l'appel de la Fédération des mineurs péruviens (70 000 membres), une grève illimitée a commencé, lundi 14 août, dans la plupart des grandes mines du pays. Le mouvement ayant été déclaré illégal par le gouvernement, le président social-démocrate, M. Alan Garcia, la police a procédé à trente-six arrestations lors de diverses réunions syndicales.

D'autres catégories socio-professionnelles sont également en grève (en particulier les médecins et les ouvriers du bâtiment). Toutes revendiquent de fortes augmentations de salaire, compte tenu d'un taux d'inflation annuel qui avoisine 6 000 %. — (Reuters, UPI.)

● HONDURAS : encerclement des camps de la Contra nicaraguayenne. — L'armée hondurienne a annoncé, lundi 14 août, que ses forces encerclaient la région (au sud-est du pays) où sont installés les camps des antisémites nicaraguayens (« contras ») de 10 000 à 13 000 hommes. Il s'agit de prévenir toute action non conforme à l'accord de Tela, signé le 7 août par les chefs d'Etat des cinq pays d'Amérique centrale. Ce texte prévoit la démobilisation de la Contra d'ici le 7 décembre prochain. — (Reuters.)

POLOGNE : nouveau rebondissement de la crise

Le général Kiszczak renonce à former le gouvernement

Encore une journée bien mouvementée celle du lundi 14 août en Pologne. M. Lech Walesa avait quitté en voiture, dans la matinée, son fief de Gdansk pour s'installer à l'hôtel Europejski, à Varsovie. Il espérait rencontrer dans la capitale tout à tour le général Kiszczak, premier ministre désigné mais récusé par l'opposition, et les dirigeants des partis paysan et démocrate, alliés traditionnels des communistes, mais à qui il avait proposé une semaine plus tôt de former une coalition dont le PC (POUP) serait exclu. A l'exception de quelques éléments réformateurs et, disaient, des ministères de la défense et de l'intérieur. Les plus optimistes espéraient que ces discussions allaient permettre de débloquer une longue crise politique qui commençait à irriter l'Union soviétique. A preuve, la déclaration, samedi 12 août, d'un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Moscou, mettant en garde contre les risques de « déstabilisation » de la Pologne.

Résultat ? Maigre. A la surprise générale, M. Walesa n'a vu ni le premier ministre désigné par le Parlement ni les représentants des petits partis et, dans l'après-midi, il regagnait Gdansk. Quelques heures plus tard, nouveau coup de théâtre : le général Czeslaw Kiszczak annonçait son intention de renoncer à former le nouveau gouvernement. Confronté au refus catégorique de Solidarité de participer à une coalition dirigée par le POUP, il décidait de jeter l'éponge. Il indiquait, dans un communiqué, que les récentes propositions de Lech Walesa de faire équipe avec le Parti paysan (ZSL) et le Parti démocrate (SD) avaient créé des « complications » dans la formation de son cabinet.

M. Malinowski, un proche du président

Par la même occasion, le général Kiszczak déclarait qu'il passait le samedi au chef du ZSL, M. Roman Malinowski. « Une nouvelle situation est apparue, faisait-il savoir, et je vois là une chance pour M. Malinowski de former un nouveau gouvernement auquel pourraient participer toutes les forces en présence au Parlement ».

M. Roman Malinowski, âgé de cinquante-quatre ans, est un homme qui a fait sa carrière politique dans le sillage, ou presque, du président

de la République, le général Jaruzelski. Né à Byalystok, près de la frontière soviétique, il est docteur en sciences économiques. Membre des Jeunesses communistes, il s'est inscrit en 1956 au ZSL, avant de gravir tous les échelons de la nomenclature. Entré au comité central du ZSL en 1963, il en est le président depuis 1981. Longtemps « maréchal » (président) de la Diète, il est connu pour son attachement au général Jaruzelski. Aux élections législatives de juin dernier, il figurait en fort mauvaise place sur la liste du pouvoir et subit, comme la grande majorité de ses collègues, un échec cuisant.

Au lendemain du scrutin, M. Malinowski avait été pressenti par le président de la République pour former le nouveau gouvernement. Il avait refusé cette mission en raison de l'attitude alors négative de Solidarité à l'égard du Parti paysan. Après la proclamation de l'état de guerre, en décembre 1981, il fut nommé vice-président du conseil et beaucoup le considéraient comme un allié docile des communistes. Ces dernières semaines, il a habilement évité de commenter les événements politiques et souvent laissé le soin à ses collaborateurs de mener les discussions avec le syndicat indépendant sur l'éventuelle formation d'une coalition. On ignore également s'il est disposé à donner à Solidarité le rôle majeur que M. Walesa réclame pour son mouvement au sein du gouvernement.

La crise politique semble donc loin d'être dénouée, car le général Kiszczak a laissé entendre qu'il pourrait reprendre sa mission en cas d'échec de celle de M. Malinowski. En principe, il devait rencontrer mardi le président de la République (mais les rendez-vous manqués sont fréquents actuellement en Pologne...), lequel devrait ensuite demander au chef du Parti paysan de tenter de constituer un cabinet. Mais cette désignation doit être préalablement entérinée par le Parlement. Lundi soir, on ne savait toujours pas quel conseil la direction de Solidarité réservait à cette candidature mais M. Adam Michnik écrivait dans *Gazeta*, le journal de l'opposition, que M. Walesa demeurait le candidat le mieux placé. La situation reste donc très confuse.

Toutefois, les pourparlers de ces derniers jours entre le syndicat, le Parti paysan et le Parti démocrate semblent progresser. Lundi toujours, le chef de file du groupe parlementaire des Paysans, M. Alexandre Bentkowski, avait indiqué que les trois forces politiques étaient « proches d'un accord » sur la répartition des portefeuilles dans un gouvernement majoritaire « qui ne serait pas dirigé par les communistes ». De son côté, l'organe exécutif du Parti paysan faisait savoir mardi matin qu'il acceptait de former une coalition avec les partisans envisagés. Selon l'agence Reuter, ce compromis donnait la présidence du conseil à Solidarité, les affaires étrangères à une personnalité du ZSL, tandis que les ministères de la défense et de l'intérieur restaient entre les mains du POUP et probablement de proches du général Jaruzelski. Ce sont deux postes sensibles que le pouvoir ne veut sans doute pas « lâcher », compte tenu de l'appartenance de la Pologne au Pacte de Varsovie.

La « Pravda » et les « principes de la démocratie »

Nouveau signe d'une certaine inquiétude de l'Union soviétique, la *Pravda*, l'organe officiel du PCUS, Parti paysan et le Parti démocrate semblent progresser. Lundi toujours, 14 août, que Lech Walesa « agissait

contre les principes reconnus de la démocratie parlementaire ». Et de poursuivre : « Ses appels à gouverner sans les communistes témoignent du fait que l'opposition polonaise a changé sa stratégie et décidé de prendre immédiatement le pouvoir ». Le journal accuse ouvertement le dirigeant de Solidarité de « provoquer » une crise en refusant de former une coalition avec le POUP et se prononce en faveur d'une alliance entre toutes les forces politiques du pays.

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Iouri Gremitschik, à qui l'on demandait si l'article de la *Pravda* reflétait la pensée du Kremlin, a répondu : « L'URSS (soutient) une Pologne forte, stable et en bons termes avec (notre) pays. (...) Solidarité a entrepris des manœuvres politiques qui compliquent la situation en Pologne ». Selon des diplomates occidentaux, il est clair que Moscou ne verrait pas d'un très bon œil un gouvernement polonais dont les communistes « officiels » du POUP ne feraient pas partie.

AL. D.

Une économie totalement dérégulée

(Suite de la première page.)

A 800 zlotys le kilo de tomates, le Polonais moyen peut encore se permettre quelques fantaisies. A 400 zlotys le kilo de pêches, il faut déjà être un privilégié ou que ce soit jour de fête. Il y a peu, le salaire de base était plus près de 50 000 zlotys par mois que des 100 000 ou 200 000 zlotys que les cheminots et les postiers viennent, par exemple d'obtenir en menaçant de se mettre en grève.

Les prix du marché libre ont toujours été ce qu'ils sont. Dans les magasins d'Etat, en revanche, on fonction de arrivages et avec un peu de chance et de temps, on trouvait le nécessaire à des prix subventionnés. Mais ce système a changé le 1^{er} août avec l'entrée en vigueur de la réforme des prix.

Les magasins d'Etat peuvent maintenant à leur tour acheter et vendre comme ils l'entendent. Seuls, au point de vue alimentaire, quatre produits de base — deux sortes de pain, le fromage maigre et le lait en poudre pour les bébés — restent à des prix fixés par l'Etat. Pour le reste, à condition de ne pas dépasser des marges trop importantes, une liberté totale a été laissée aux coopératives comme aux organismes d'Etat. Afin de ne pas provoquer, malgré tout, un dérapage excessif, l'Etat continue de payer aux magasins qui dépendent de lui une subvention pour chaque type de produit, mais celle-ci sera désormais bloquée au niveau du mois de juin.

En dépit de cette précaution, la libéralisation des prix agro-alimentaires a eu pour effet quasi immédiat une hausse qui a atteint d'une manière générale, entre 200 % et 300 %. Les prix ont ensuite commencé à retrouver une certaine stabilité. Mais cette augmentation a été aussi artificielle que motivée par des considérations réellement économiques. En fait, personne ne sait très bien que faire de cette liberté nouvelle. Habités à travailler en fonction des directives publiques, les patrons d'entreprises, souvent paniqués, appellent partout dans les ministères pour savoir ce qu'ils devaient faire, confessaient la semaine dernière un responsable des départements de consommation, M. Marcin Duszyński.

Il serait faux pourtant de dire que les mécanismes du marché n'ont pas vraiment fonctionné. D'une province à l'autre, par exemple, les prix ont augmenté de manière différente. Dans les régions agricoles, où l'offre des paysans est plus importante qu'ailleurs, ils sont restés nettement plus bas. L'écart entre les prix du kilo de côtelettes de porc allait pratiquement du simple au double entre des régions typiquement agricoles et des villes comme Cracovie. M. Duszyński estime que les intermédiaires devraient s'intéresser à ces différences de prix et contribuer ainsi à régulariser la situation.

La libéralisation a mis en valeur l'inefficacité du système de distribution existant jusqu'à présent. En attendant que de nouveaux venus viennent prendre place sur le marché libre, comme on l'espère, le secteur d'Etat continuera de contrôler 90 % de la transformation et de la distribution des produits alimentaires. Résultat, pour l'heure ? On a bien augmenté les prix, mais on n'a pas cherché plus qu'avant à équilibrer l'offre et la demande. Du coup, le scepticisme de la population s'est transformé en fureur quand les

gens se sont aperçus que les hausses de prix n'avaient rien supprimé des queues dans les magasins, que les produits, y compris ceux de première nécessité, continuaient de faire défaut sur les étalages.

Plus de viande

Le problème n'est pas, en Pologne, une question de pénurie, mais celle d'une totale incapacité du

duits alimentaires était inévitable, elle devait s'accompagner d'autres réformes parallèles. Le gouvernement et l'opposition se sont entendus sur une compensation financière, mais surtout pour atténuer le choc des hausses. L'indexation à 80 % des salaires sur l'indice des prix, le relèvement des rémunérations et le versement de primes sociales au cours de l'été ont permis de le faire, sans trop d'égard pour l'inflation, qui ne



© La Repubblica - 15 août

système à réagir face à des situations nouvelles. Le cas le plus typique est le marché de la viande, laquelle a pratiquement disparu depuis quelques semaines de l'étalage des magasins d'Etat. Non pas que les paysans manquent de bêtes à vendre mais, voulant augmenter leurs prix, ils ont préféré retarder les livraisons. Et, plutôt que de céder, les coopératives d'Etat — ou autres organismes de production — ont, jusqu'à présent, préféré eux aussi attendre pour acheter.

Sur le marché libre, les quelques bouchers ou charcutiers ont pu continuer à s'approvisionner normalement. A Varsovie, par exemple, un boucher indiquait vendredi dernier que le prix des bovins avait augmenté à l'achat de 30 % environ en dix jours. Au bout de la chaîne, pourtant, les prix sur le marché libre, qui ont toujours été élevés, avaient monté un peu certes, mais d'une manière relativement modérée. En revanche, ils avaient été rattrapés par les prix pratiqués par les magasins d'Etat, qui sont du même coup devenus inabordable pour beaucoup de gens !

La nourriture représentant près de la moitié d'un budget familial en Pologne, on comprend facilement l'importance que revêt dans ce domaine la moindre hausse. C'est pourquoi de nombreux économistes estimaient que la libéralisation des prix de marché des pro-

duits alimentaires était inévitable, elle devait s'accompagner d'autres réformes parallèles. Le gouvernement et l'opposition se sont entendus sur une compensation financière, mais surtout pour atténuer le choc des hausses. L'indexation à 80 % des salaires sur l'indice des prix, le relèvement des rémunérations et le versement de primes sociales au cours de l'été ont permis de le faire, sans trop d'égard pour l'inflation, qui ne

Les efforts du régime communiste ces derniers mois pour laisser un peu plus de champ libre au secteur privé de l'économie ont été trop timides et insuffisamment appuyés auprès des administrations en place. Pourtant, Régine et Krzysztof M., trente-cinq et trente-six ans, qui ont ouvert une boucherie au début de l'année, ne se plaignent pas de la situation. Ils passent leur temps à courir entre la campagne, où ils vont acheter leurs animaux, et Varsovie où ils les détaillent en réalisant un confortable bénéfice. Le fisc, gêné, ne leur en prélève que 10 %. Ils ne mangent pas. En revanche, il leur faut compter avec les contrôles tatillons du ministère de la santé, des surveillants et vétérinaires ne font rien pour rien.

Dollars et privilèges

Cette semi-libéralisation n'a pratiquement pas touché le secteur productif. Les fréquents changements de législation et le maintien des vieilles habitudes bureaucratiques rendent les investissements encore trop hasardeux. En revanche, elle a accéléré le développement d'un commerce parallèle florissant, qui, pour se protéger de l'inflation, a adopté le dollar

comme monnaie. Pour qui veut rapidement une voiture, on s'achète une bonne vidéo, il faut des billets verts. Dans le bâtiment par exemple, les appartements se vendent actuellement à Varsovie sur la base de 250 à 400 dollars le mètre carré, indique un journaliste. Le marché est alimenté par les Polonais qui travaillent à l'étranger, commerçant avec l'étranger, y ont de la famille qui envoie quelques aides. On estime à environ 20 % le nombre de ceux qui disposent de dollars.

La dégradation de la situation économique a provoqué une flambée du cours de la monnaie américaine, qui atteint aujourd'hui 1 500 zlotys sur le marché libre des devises. Libre, car l'ancien marché noir a été officialisé, l'Etat n'en continuant pas moins de maintenir un taux officiel artificiel. Les touristes, astreints à un change obligatoire de 100 francs par jour, connaissent bien la situation. Les caisses des grands hôtels affichent sur leur tableau un taux environ six fois moins intéressant que celui inscrit, généralement à quelques mètres à peine, sur le guichet du changeur au marché libre.

L'envoie du dollar n'est pas sans poser à terme des risques graves. D'abord elle alimente l'inflation. Ensuite les possesseurs de devises fortes constituent de plus en plus une classe de privilégiés. Non seulement ils ont accès à tout, mais ils sont également à l'abri des hausses de prix et autres vicissitudes quotidiennes.

Privatiser mais comment ?

Les dérèglements actuels de l'économie ne se résoudront pas en un tournemain. Tout le monde est bien conscient de l'ampleur et de l'importance des réformes à entreprendre. Le secrétaire du comité central du Parti communiste, chargé de l'économie, M. Marcin Swierczicki, affirme lui-même que le modèle de planification centralisée d'offres doit être totalement révisé, que « ce ne peut plus être aujourd'hui le rôle de l'Etat d'allouer des ressources, de fixer les objectifs des entreprises ». Il estime qu'une partie du secteur public devra être privatisée, la plus vite possible. Mais tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Dans la situation actuelle, de nombreuses entreprises sont évidemment en difficulté. Certaines sont vouées à la disparition, et le pays manque également de moyens financiers pour pouvoir réaliser un programme massif de privatisation.

Les prochains mois seront particulièrement difficiles. Des experts de Solidarité eux-mêmes sont divisés sur l'opportunité de voir l'opposition prendre dans ces conditions la responsabilité du pouvoir. M. Bugaj préférait pour le moment un gouvernement d'experts, alors que le sénateur Pafuski estime que seule l'opposition serait en mesure de mettre en œuvre un plan d'urgence pour sauver l'économie de la catastrophe. Ce plan devrait, selon lui, prévoir immédiatement l'arrêt de tous les investissements publics, la réduction des dépenses militaires, la négociation d'un moratoire de la dette polonaise et la vente massive des biens d'Etat (appartements, terrains, commerces, etc.) pour stopper l'inflation et permettre de débloquer des fonds afin d'aider le développement du secteur privé.

HENRI DE BRESSON.

URSS : selon l'agence Tass

« Sérieuse aggravation » de la situation dans le Haut-Karabakh

Dans le Haut-Karabakh, « pratiquement en état de blocus », les communications sont « souvent coupées », « le nombre des victimes et des blessés augmente, aussi bien parmi les Arméniens et les Azeris que parmi les soldats », a indiqué, lundi 14 août, l'agence Tass, faisant état d'une « sérieuse aggravation de la situation dans le secteur ».

Les Arméniens, majoritaires au Karabakh, réclament depuis plus d'un an et demi le rattachement de cette région autonome à l'Arménie. La grève observée par la population arménienne y dure depuis quatre mois. Le « comité d'administration spéciale » mis en place par Moscou depuis le début de l'année, ainsi que des représentants du ministère de l'intérieur ont pris un certain nombre de « mesures supplémentaires » pour éviter « des désordres de masse et renforcer la sécurité de la population », ajoute Tass. Le général Chataline, commandant en chef des troupes du ministère de l'intérieur, est récemment arrivé à Stepanakert, le chef-lieu de la région autonome.

Fin de la grève à Bakou.

Au cours d'un important rassemblement qui s'est tenu lundi 14 août sur la place Lénine à Bakou, à l'appel du Front populaire d'Azerbaïdjan (le Monde du 15 août), il a été décidé de suspendre jusqu'à samedi le mouvement de grève engagé le jour même. La décision de mettre fin à cette grève, qui aurait touché une soixantaine d'entreprises à Bakou, fait suite à l'intervention du Parti communiste azerbaïdjanais proposant d'engager le dialogue avec des représentants du Front populaire, selon les organisateurs.

Appel au dialogue en Estonie.

Le premier secrétaire du Parti communiste estonien, M. Vajno Vajtas, a lancé, lundi 14 août, un appel au dialogue à la télévision estonienne, indique l'agence Tass, alors que le mouvement de grève des russophones de la république se poursuit depuis bientôt une semaine. Il a aussi annoncé la création d'une commission au Soviet suprême estonien, pour « examiner avec attention toutes les propositions de la minorité ». — (AFP.)

HONGRIE

Les « inquiétudes » du chef du PC

A Budapest, le président du PC hongrois (PSOH), M. Reszoe Nyers, a déclaré dans une interview diffusée lundi par la télévision autrichienne : « L'Union soviétique est inquiète de la situation en Hongrie et nous, Hongrois, nous le sommes aussi ». M. Nyers, qui a eu des entretiens fin juillet à Moscou avec les membres de la direction soviétique, a ajouté que cette dernière « est également inquiète de la situation dans son propre pays ». Cette inquiétude, a-t-il dit, est provoquée par la « rapidité » de changements qui interviennent sans plan préla-

ble, créant ainsi « une insécurité considérable ». M. Nyers estime qu'il est « imaginable » mais « improbable » que le PC hongrois se retrouve dans l'opposition à l'issue des prochaines élections législatives prévues en 1990. Il s'attend que le parti communiste recueille « un peu plus du tiers » des voix. « A l'avenir, a-t-il affirmé, notre parti doit prendre la responsabilité du pouvoir non sous la forme d'un gouvernement composé uniquement de membres du PSOH, mais dans un gouvernement commun avec d'autres partis. — (AFP.)

Le mystère Raoul Wallenberg

La famille du diplomate suédois disparu en 1945 est invitée à Moscou

Les autorités soviétiques ont convié des parents du diplomate suédois Raoul Wallenberg, disparu mystérieusement en Hongrie lors des dernières semaines de la seconde guerre mondiale, à des entretiens à ce sujet, a annoncé lundi 14 août à Stockholm la famille du diplomate.

L'ambassadeur d'URSS en Suède, M. Boris Pankin, a invité le demi-frère et la demi-sœur du disparu, M. Nils von Dardel et M^{me} Nina Lagergren, ainsi que le président de l'association suédoise Raoul Wallenberg, M. Per Anger, à se rendre en octobre à Moscou pour des discussions « avec des responsables soviétiques ». L'ambassadeur n'a pas voulu dévoiler l'identité des dirigeants que les Suédois rencontrent, mais il s'agit de « personnes haut placées », auxquelles les visiteurs pourront

« faire part de leurs points de vue », a affirmé M. Anger. En poste en Hongrie à la fin de la guerre, Raoul Wallenberg avait sauvé des dizaines de milliers de juifs des camps de concentration nazis en leur fournissant des passeports suédois. Il avait été porté disparu le 17 janvier 1945, alors qu'il se rendait en voiture au quartier général soviétique situé à Debrecen (nord-est de Budapest).

En 1957, le ministre soviétique des affaires étrangères, Andreï Gromyko, avait affirmé que le diplomate suédois était décédé d'une crise cardiaque, le 17 juillet 1947, dans une prison de Moscou.

Cette version a été mise en doute par des témoins qui ont affirmé avoir vu Raoul Wallenberg vivant dans différents camps soviétiques au cours des années 60 et 70. — (AFP.)

سکتا میں ایلو

Auschwitz aujourd'hui

carmel se déplace par respect pour Anshwitz, a déclaré ce dernier dans une interview au *Journal du dimanche*. Qu'il y ait avec la présence du carmel quelque chose qui blesse la conscience juive m'est intolérable. »

Saurons-nous «affirmer la foi en l'humanité en dépit de l'humanité» ? (Elié Wiesel).

N'oublions pas que c'est sur ce continent de monastères et de cathédrales, de processions et de sanctuaires, c'est dans ces vieux pays de chrétienté que s'est développée la

A Auschwitz la douleur est comme le vent. Elle ne peut pas être enfermée dans des murs. Elle ne peut être non plus « baptisée ». Et c'est à nous, chrétiens, de le dire. Car il ne peut y avoir d'autre forme de respect que celle qui consiste d'abord à ne pas blesser celui que l'on aime. Entourées des barbelés de jadis, les camérlites se mettent à la place des

A Auschwitz, nous — rescapés, — nous ne pouvons être que des ombres muettes. Tout simplement parce que nous sommes ensemble — juifs et chrétiens — les survivants de la plus grande faille morale d'une civilisation qui nous était commune et qui nous reste commune.

A Auschwitz, ce sur quoi l'on vient d'abord poser son regard, ce sur quoi il convient de se recueillir, c'est sur l'absence : l'absence définitive de

Saurons-nous garder entre nos
mains leur espérance ?

Saurons-nous «affirmer la foi en l'humanité en dépit de l'humanité» ? (Elié Wiesel).

Des gendarmes en colère mettent directement en cause MM. Chevènement et Renon

L'association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA) estime, quant à elle, que « la vague de contestation dans la gendarmerie prouve que le statut militaire [des gendarmes] est totalement anachronique ». Pour M. Gérard Alezard, secrétaire confédéral de la CGT, le malaise des gendarmes est « un signe des temps au diapason de ce qui s'exprime dans tout le service public ».

Les contestataires du Gard ont lancé lundi le premier numéro du *Képi enchaîné*, un pastiche du journal interne de la gendarmerie dont il détourne les articles. Ils ont égale-

L'association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA) estime, quant à elle, que « la vague de contestation dans la gendarmerie prouve que le statut militaire [des gendarmes] est totalement anachronique ». Pour M. Gérard Alezard, secrétaire confédéral de la CGT, le malaise des gendarmes est « un signe des temps au diapason de ce qui s'exprime dans tout le service public ».

Les préoccupations écologiques progressent chez les Britanniques

Le second sondage, effectué auprès de 1 986 adultes par l'Institut Mori, confirme ces indications. Ainsi 63 % des personnes interrogées ont déclaré que l'usage de l'artificialité contenant des aérosols aux CFC et 42 % donnent leur préférence aux produits dont l'emballage, la formule ou la publicité tient compte de l'environnement. Les Britanniques semblent même décidés à contribuer financièrement à la protection de la nature. 64 % des interviewés se disent prêts à payer 5 livres (£ 50 F) par an de plus pour leur électricité, si cette somme est affectée à la réduction des pluies acides et 52 % paieraient volontiers 2 pence (20 centimes) de plus par litre d'essence pour aider à la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau.

Un jeune Tunisien, Youssef Brakia, âgé de vingt-trois ans, tente de s'interposer. C'est lui qui prend le coup de couteau à l'abdomen donné par le fiancé en colère.

Le cours de la justice

Qui pourrait bien leur répondre ? Et quoi ? Ils brisent des vitres. En passant ils cassent aussi quelques vitrines de la rue. Celles d'un café, d'un magasin de jouets et de souvenirs dont on croit les propriétaires proches de Le Pen

Les esprits finirent par s'apaiser, cette nuit-là, à la vue des gendarmes appelés en renfort. La municipalité songe à supprimer d'autres bals prévus pour les jours suivants. Mais, de toute manière,

Cluses, pourtant, a découvert, le 14 juillet, un phénomène plus profond : sa ressemblance avec toutes ces villes sans histoires où l'exaspération naît de causes floues, où l'on finit toujours par désigner son étranger pour mieux conforter sa propre légitimité. Et comme la crise économique, cette fois n'y est pour rien, le racisme ordinaire a du mal à se fixer. Il y a la proposition sentencieuse des imbéciles : « Les premiers de devoir attendre que les Italiens fassent le travail à notre place » ; la fausse explication sociologique : les immigrés sont trop nombreux.

Les premiers Maghrébins sont pourtant arrivés à Chuses comme les autres : appelés, après la dernière guerre. Ils ont été plutôt mieux accueillis qu'ailleurs et mieux logés. Le Crozet, un quartier de Scienczior, que certains soupçonnent désormais d'être un ghetto de « invasion islamiste », déroule ses immeubles de quatre étages aux allures de chalets au milieu des terrains de sport et des courts de tennis. N'importe quel éduicateur, ici, éprouverait des difficultés à faire croire à une quelconque discrimination.

Il y a, bien sûr, deux ou trois patrons de café mauvais coucheurs qui rêvent d'une Savoie blanche et qui oublient qu'avant eux leurs pères, au même comptoir, avaient déjà eu du mal à avaler l'arrivée des Italiens. Mais ces ras-le-bol là sont marques de famille. On compte sur les doigts d'une main les incidents d'apérçus ces dix dernières années. Et si, à la rubrique consommation, on en veut aux « gris » — les Maghrébins, — c'est surtout de les savoir clients de leur pays.

Cluses aurait mauvaise foi à prétendre se faire voler son pain. Car Cluses manque de main-d'œuvre et, après les Italiens, après les Algériens, la vallée laisse désormais s'incriner des Lorrains dans ses entreprises de décolletage. Elle songe même à embaucher quelques-uns des réfugiés du sud-est asiatique échoués ces derniers mois sur les bords de l'Arve. Et, dans les communautés, il est de notoriété publique que les immigrés du Maghreb resteront les seuls à accepter « de faire le sale boulot de l'essorage au trichloro », comme le dit un ouvrier. Aux Savoyards, aux Lor-

raîns ou aux Vietnamiens la mécanique de précision. Aux autres la chimie qui intoxique.

Ces répartitions devraient faire longtemps l'affaire de la vallée. Et pourtant, tout autour de Chuses et jusqu'à Bonneville, l'état de toutes les craintes s'épanouit semaine après semaine, surtout à l'approche des week-ends et de leurs chapelets de bals populaires. Les Arabes vont faire des descentes ! Ils ont annoncé qu'ils allaient tout casser le 15 août à la kermesse du Mont-Saxonnex, même la buvette du Lac Bénit ! Dix fois, les gendarmes ont exécuté, détrompant les fausses rumeurs. « Les Calabrais - le meurtrier de Yousef est d'origine calabraise - vont venir à cent pour la reconstitution ! ».

Le droit à la reconnaissance

Tout y passe ainsi, du plus grotesque au plus désirable. Certains, dans Cinesud, voudraient redouter la fin d'un monde, et ce monde ne bouge pas, soudé à son harmonie monotone. « Les *premiers Arabes* se tenaient dans leur coin, *polits et travailleurs*, explique un petit entrepreneur. *Ce sont les nouveaux...* » Ce Savoyard oublie simplement de dire que ces « *nouveaux Arabes* », et c'est évident, ne sont pas des Arabes. Il peut-être cela qui lui échappe le 14 juillet. Français presque comme lui, en tout cas comme les Italiens dont plus personne, dans la vallée, ne conteste la citoyenneté. Ces « *nouveaux* » se réparaient en bandes dans les cinémas de la ville. Faux encore. Un gendarme confie qu'à Cinesud, les cinémas d'origine maghrébine séduisent les jeunes Savoyardes qui n'y vont pas. Elles y jouent au tennis, se baignent dans la piscine. Un plus, ils travaillent !

Leur faute, ce serait justement
 ce mode d'intégration, plus rapide
 qu'ailleurs, mais dont la culture
 catholique est le haut pays
 Maghrebins seront, tu vois, les
 chez eux car les montagnes sont
 plus biveillantes que la plaine
 du Rhône au loin. Mais ils ne
 savent pas savoirs, et c'est
 leur erreur, mais, l'avance, ne
 leur est pas possible, un
 type qui ne boit pas d'alcool
 ne mange pas de saucisson
 qu'on ne voit pas grimper vers les
 sommets ne sera jamais de chez
 nous - L'enseignant qui résume
 l'histoire le sentiment confus de ses
 connaissances, mais moi, immergé
 dans ce sont lances dans l'Alpi-
 magne. Trop peu encore pour ce
 droit à la reconnaissance.

PHILIPPE BOGGIO.

parties de chasse à la gr
très prisée des gourmets,
les landes écossaises
anglaises, et les restauran

Médecine

Des crèmes pour bébé dangereuses

Une analyse portant sur la composition de huit crèmes pour bébé, effectuée par un laboratoire à Berne à la demande de la Fondation pour la protection des consommateurs (FPC), a montré la présence, chez certaines d'entre elles, d'agents actifs susceptibles de déclencher des allergies, de porter atteinte au système nerveux et au foie, voire de générer des cancers.

Paru dans le magazine *Test*, le résultat de ces analyses indique en effet la présence d'agents de conservation nocifs, parmi lesquels le formaldéhyde, disséminé dans les crèmes Apomé da Nardé et Fissan de Beecham. Ce dernier est considéré comme un allergène, et des tests ont démontré son action cancérigène sur les animaux. Les PHB-ester, qui provoquent des réactions épileptiques, chez les adultes, et le catéon, substance ayant des propriétés sensibilisatrices, ont été également décou-

Enfin, une matière première indispensable à la fabrication de ces crèmes, le suint, posséderait des

REPÈRES

Médecine

Des crèmes pour bébé dangereuses

résidus de Lindane et de Dieldrine, des substances antiparasitaires interdites en Suisse qui peuvent porter atteinte au système nerveux et au foie. Informée du résultat de ces tests, l'entreprise Nestlé a indiqué qu'elle avait modifié la composition de ses produits et supprimé les résidus de pesticides. Sebamad, quant à elle, a mis en doute les résultats de la FPC. A noter que les produits de ces deux firmes ne portent aucune indication sur leur composition. — (A.F.P.)

devient très mince de voir Hipparcos regagner son orbite de travail. L'Agence spatiale européenne (ESA) a annoncé, lundi 14 août, qu'un « plan de rattrapage » de la mission — revue à la baisse — était d'ores et déjà en cours d'étude.

Sciences

Premières particules Z^0 produites par accélérateur péant

Les premières particules Z^0 ont été produites dans la soirée du 21 novembre 1983 soit, par l'accélérateur géant de 113 mètres à électrons-positons (LEP) du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) à Genève. Vecteurs de l'interaction faible entre éléments constitutifs de la matière, la détection de ces particules est l'aboutissement d'un projet qui a duré plus de dix ans. Le monde du Z^0 aïné. A terme, le LEP doit permettre aux physiciens de produire la particule Z^0 en quantités suffisantes (plusieurs milliers par jour) pour permettre l'étude détaillée de ses propriétés, notamment sa masse, sa largeur et ses produits de désintégration.

Espace

TVSAT-2 sur orbite

Le satellite ouest-allemand de télévision directe TVSAT-2 a atteint, lundi 14 août, son orbite géostationnaire à 38 000 kilomètres au-dessus de l'équateur. Attendu depuis deux ans par soixante millions de téléspectateurs ouest-allemands, TVSAT-2 avait été lancé, dans la nuit du 8 à 9 août, par la trente-troisième fusée Ariane, en même temps que le satellite astronomique européen Hipparcos. Ce dernier, dont le moteur d'apogée refuse toujours de s'allumer (le Monde du 15 août), fera l'objet dans les jours à venir de nouvelles tentatives. Mais l'espoir

Société

La reconstitution d'un bûcher funéraire

Comment les Gaulois brûlaient leurs morts

ACY-ROMANCE
de notre envoyée spéciale

Posées à même la terre, les jattes en céramique attendent comme autant d'offrandes. L'une est remplie de miel, l'autre de lait, une troisième de saumon. À leurs côtés, les cadavres d'un porc, d'un mouton, de quelques volailles. En cette fin d'après-midi ardennoise d'août, l'attraction du jour, à Acy-Romance, prend les allures d'une étrange cérémonie. Mûne par une équipe d'archéologues sous le patronage de la direction des antiquités historiques de Champagne-Ardenne, une expérience unique en son genre va se dérouler, que n'auraient pas refusée Assise et ses compagnons : la reconstitution d'un bûcher funéraire gaulois, afin de mieux comprendre comment nos ancêtres incinéraient leurs morts.

« Attention où vous mettez les pieds, ne bousculez rien ! » Les yeux très clairs derrière ses lunettes fumées, la casquette en bataille, Bernard Lambot est anxieux comme un soir d'une première. Aidé tous les deux par une poignée d'amateurs, le plus souvent bénévoles, c'est lui qui, depuis bientôt dix ans, dirige les fouilles menées sur le site archéologique d'Acy-Romance, à un trentaine de kilomètres au nord de Reims.

Découvert en 1979 par prospection aérienne, celui-ci a déjà livré une partie de son histoire : siècle après siècle. Là ont vécu autrefois des hommes du bronze final (1150-750 ans avant J.-C.), du premier âge du fer (750-480) et de la Tène (l'époque des Gaulois, soit de 480 à 70 avant J.-C.) comme en témoignent les vestiges de nécropoles à inhumations, de sanctuaires et de sépultures à incinérations qui, sur plus de trois cents hectares, y ont été retrouvés.

« A partir de cent cinquante ans avant J.-C., les Gaulois ont généralisé le rite d'incinération de leurs

morts », raconte Bernard Lambot, spécialiste de la question. Les corps étaient placés sur un bûcher, bien souvent accompagné de divers animaux qui étaient donc également carbonisés. Les restes osseux étaient ensuite placés dans une urne, ou déposés à même le sol de la fosse sépulcrale et enfouis sous terre.

De l'objet au geste

Tout un rituel présidait aux funérailles. Des vases, parfois en très grand nombre, étaient déposés sur le bûcher, contenant divers produits ou de petits animaux. Les accompagnant des objets métalliques, ainsi que des parures en verre, perles ou bracelets. Mais comment en savoir plus, lorsque seuls quelques fragments de matière sont exhumés, le plus souvent difficilement identifiables ? Comment les offrandes animales, les vases étaient-ils disposés ? Et jusqu'à quel point est-il possible, en étudiant les modifications engendrées par le feu sur les objets en métal ou en verre, de remonter des fragiles vestiges aux objets d'origine ? « Nous sommes de très grands ignorants », avoue Philippe Andrieux, « métallurgiste » au laboratoire départemental d'archéologie du Val-de-Marne. C'est là tout l'intérêt de cette reconstitution grandeur nature qui, « même si nous commettons des erreurs ou négligeons certains détails », devrait permettre, répète-t-il, de remonter « de l'objet au geste ».

Bardés de thermo-couples

Comme isolé par la nuit tombante, le bûcher se dresse maintenant à hauteur d'homme. Pas de chêne, mais du frêne et du hêtre, les espèces qui devaient prédominer, à l'époque, dans la région. Allongé au

sommet de l'édifice, le corps du gisant est bardé de thermo-couples — de même que les céramiques, autour desquels sont méticuleusement enroulés de petits fils métalliques. Reliés à un potentiomètre, ces derniers permettront, tout au long de la combustion, de mesurer en continu la température régnant à l'extérieur et à l'intérieur des objets. Cinq hommes, enfin, hissent le mouton, d'une taille impressionnante, au sommet du bûcher. Lui, exceptionnellement, échappe aux thermo-couples : seuls ses os calcinés intéressent les chercheurs, qui pourront les comparer aux divers ossements trouvés sur les sites de l'époque gauloise.

« Écartez-vous, ça va chauffer ! » Il fait nuit noire à présent, et la majeure partie du village est là, venue assister à l'événement rituel. Premières flammes, timides crépitements. Une heure plus tard, Acy-Romance contemple son feu de joie, le plus somptueux qu'il lui ait été donné de voir depuis longtemps. A 200 mètres de là, la caméra Casor entre en scène. Mise à la disposition des archéologues par la Direction générale pour l'armement (DGA), ce petit bijou technologique, dernière née des caméras thermiques à infra rouge, enregistre plusieurs heures durant, à travers la nuit et la fumée, les effondrements successifs du bûcher et les différentes phases de température régnant à l'intérieur du foyer.

Vers 1 heure du matin, Bernard Lambot se détend enfin. « Tout a marché comme sur des roulettes », jubile-t-il, en précisant que les premiers résultats de l'expérience seront communiqués en janvier prochain, lors de la réunion annuelle de l'Association française pour l'étude de l'âge de fer. Pour lui, ses compagnons de fouilles, le vrai travail, à présent, va pouvoir commencer.

CATHERINE VINCENT.

Ange gardien du Bicentenaire

Le dirigeable pourrait avoir de l'avenir

Il a disparu du ciel de la capitale laissant les Parisiens désemparés : sa silhouette de grosse baleine leur était devenue familière pendant les fêtes du Bicentenaire. Mais le dirigeable qui a volé sur leur sécurité pourrait bien revenir un jour.

Le Prince of Wales est l'un des quatorze dirigeables Skyship 500 ou 600, construits par la société britannique Airship Industries. Pendant une semaine, après les fêtes du Bicentenaire et le sommet des Sept, où il a joué le Saint-Père de la circulation et de la sécurité (le Monde du 12 juillet) pour le compte du ministère de l'Intérieur, le dirigeable exploité par une compagnie aérienne française, Airship Services, a multiplié les allers-retours entre Le Bourget et la verticale de Notre-Dame. Grâce à lui, membres de gouvernement et personnalités diverses ont découvert, émerveillés, Paris comme ils ne l'avaient jamais vu.

La perception totale et allègre d'un monde à la fois familier et inconnu. Une loupée posée sur la ville, sur ses rues, ses toits, ses terrasses et ses espaces, verts de fontaines ou bleus de bitume. La place des Vosges, carré parfait baigné d'émeraude, est encore plus belle qu'à hauteur d'homme. Le Génie de la Bastille, prêt à bondir sur le pavé. Le boulot des arbres qui s'écroule le long du boulevard Saint-Michel. Et ces insectes en jeans ou robes blanches atterrés sur le parvis de Beaubourg.

Le bourdonnement des deux moteurs à l'arrière de l'habitacle — les mêmes que ceux d'une Porsche 911 — ne change rien au spectacle de ces com-

portements silencieux, en train d'investir une cité multicolore et joyeuse. Peut-être à cause de la liberté que donne la cabine assez vaste pour huit personnes qui peuvent se déplacer sans contrainte. A cause aussi de l'absence de pressurisation qu'autorise un vol à 900 pieds (300 mètres) d'altitude et qui permet d'ouvrir les vitres et de respirer la tête au dehors.

La vision est excellente, car, à 100 kilomètres/heure ou en position stationnaire, l'appareil vibre peu. Les 8 500 mètres cubes d'hélium au-dessus, gaz inerte et ininflammable, se tiennent d'une panne éventuelle du moteur. L'enveloppe en fil de polyester enduite de polyuréthane est prête à tout : quand, après les Jeux olympiques de Los Angeles, le dirigeable qui avait assuré la sécurité a été révisé les techniciens ont découvert... seize impacts de balle sur la paroi !

Un homme heureux

L'absence de vibrations optimise l'efficacité des caméras et des systèmes d'observation conçus par Aerospace. Le Prince of Wales a pu réaliser tout un jeu de photographies de la capitale qui rendent un compte précis des flux de véhicules et de piétons. Pendant les cérémonies de la mi-juillet, il a aidé des ambulances à échapper aux zones embouteillées.

Cette capacité d'observateur précis et placide, formidablement moins coûteux et polluant que l'hélicoptère, est l'un des grands atouts du dirigeable. Un homme sourit aujourd'hui en détaillant, à travers la fenêtre

de l'habitacle, ce Paris dont il dit : Jean-Pierre Pierre-Bloch, adjoint au maire de Paris, avait proposé en 1986, alors qu'il était chargé de la circulation au cours de la précédente mandature, un plan totalement utopique.

Il proposait par exemple de « neutraliser la circulation dans le centre de Paris et d'interdire le stationnement sur certains grands axes ». C'est pourtant ce qui a été fait lors des fêtes du Bicentenaire. Il imaginait des bateaux-bus sur la Seine, les existant depuis le 1^{er} mai. Et, avant d'être brocardé par ses propres amis politiques, il avait, lui, le premier, pris contact avec Airship Services pour étudier le secours permanent du dirigeable comme PC de régulation du trafic routier. Ce que la France a réalisé à l'occasion du Bicentenaire et du sommet des Sept, et pour l'arrivée du Tour de France. Après le Japon pour les funérailles de Hiro-Hito et la Corée pour les Jeux de Séoul.

Jean-Pierre Pierre-Bloch, qui a eu le tort d'avoir raison trop tôt, est persuadé que l'ère des dirigeables est à ses débuts. Confié à l'hydrogène, le dirigeable a connu, à l'origine, une « fausse naissance » : il risquait tellement la catastrophe que la catastrophe l'a tué. Aujourd'hui le danger est écarté : il est prêt à surveiller les forêts, les côtes maritimes. Et à s'adresser aux automobiles des villes paralysées pour les guider par radio. Il en faudrait peu pour que le « Baron Bloch », comme le surnomme M. Razavi, président d'Airship Services, puisse enfin frapper. Le secrétaire d'Etat chargé des transports terrestres et fluviaux, M. Georges Sarre, ne dit pas non.

CHARLES VIAL.

SPORTS

ATHLÉTISME : championnats de France

Pascal Lefèvre, l'exception

Comme il était prévisible en année post-olympique, le niveau d'ensemble des championnats de France d'athlétisme, disputés du samedi 12 au lundi 14 août à Tours, a été moins bon qu'en 1988 alors qu'ils ont eu lieu

sur le même stade du Grandmont. La place comptait plus que la performance : vingt titres sur trente-six ont été acquis avec des résultats moindres que douze mois auparavant. Toutefois après le record de Laurence

Bily sur 100 m dimanche, un second record national a été amélioré lundi : Pascal Lefèvre a lancé le javelot de 800 g à 82,10 m, soit 62 cm plus loin que lors de son précédent record.

TOURS
de notre envoyée spéciale

Dans le sillage de Christian Plaziat, décathlonien vedette, les athlètes français se sont mis à l'heure du show. Il n'est donc plus le rôle de solliciter les encouragements de la foule avant une tentative ou à manifester librement sa joie de réussir.

Le stade Grandmont n'a d'ailleurs quasiment pas cessé de scandier et d'encourager, de rythme en fait pendant trois jours ces championnats de France d'athlétisme. La foule a été si nombreuse que la facture au dîner d'après le match, avoir reçu du ministère de l'Équipement l'assurance que les aménagements de l'autoroute étaient terminés et que les riverains en zone urbaine seraient examinés avec bienveillance.

Dans ce festival de démonstrations souvent un peu outrées, les lanceurs ont plutôt gardé un profil bas. Il n'y a pas eu plus de discours que Luc Vindey, qui a pourtant expédié le poids de 7,260 kg à 19,17 m, ou Frédéric Kuhn, qui a envoyé le marteau, tout aussi lourd, à 75,10 m, l'un et l'autre conservant ainsi le titre national de leur spécialité. Anstérité des disciplines ?

Manque d'intérêt du public pour ces bons géants qui détonnent dans un sport où le vitesse et la souplesse sont les qualités requises ? Poids, disque et marteau retiennent d'autant moins l'attention que les concours, longs et fastidieux, ont régulièrement lieu pendant les épreuves les plus spectaculaires.

En tout cas, si la discrétion des lanceurs est une règle, elle souffre au moins une exception avec Pascal Lefèvre. Avant-il compris tout le parti médiatique qu'il pouvait tirer en se mettant en valeur au cours de ces championnats de France relativement ternes ? Le Grenoblois a habilement « joué le coup », comme disent les rugbymen, car il lui fallait encore avoir une réussite conforme à son ambition.

Le voilà donc qualifié pour trois essais supplémentaires. Il est d'ores et déjà en tête du concours avec un jet de 79,12 m tout à fait honorable. Mais qui s'en est aperçu excepté les commissaires chargés de veiller au bon déroulement de l'épreuve ? A ce moment la foule n'a d'yeux que

pour son camarade de club, Philippe Collet, qui a beaucoup de mal à franchir 5,70 m à la perche.

Pascal Lefèvre pourrait rester dans son coin, c'est-à-dire près du

couloir d'élan où, à l'ombre des parasols, ses rivaux patientent. Au lieu de quoi il s'empare d'un javelot et se dirige lentement, l'œil menaçant, vers le petit drapeau rouge qui

Résultats

Podiums masculins

100 mètres. — 1. B. Marie-Rose, 10 s 16 ; 2. M. Morinère, 10 s 21 ; 3. D. Ségura, 10 s 24.

200 mètres. — 1. G. Quenec'hervé, 20 s 86 ; 2. J.-C. Troubal, 20 s 93 ; 3. R. Rosille, 21 s 14.

400 mètres. — 1. O. Noiret, 46 s 29 ; 2. J.-C. Laurent, 46 s 39 ; 3. J. Farradieu, 46 s 63.

800 mètres. — 1. C. Boye, 1 m 48 s 58 ; 2. B. Niang, 1 m 48 s 72 ; 3. J.-C. Vialatte, 1 m 48 s 87.

1 500 mètres. — 1. H. Philipppeau, 3 m 47 s 52 ; 2. A. Vellard, 3 m 48 s 48 ; 3. Y. Perru, 3 m 48 s 84.

5 000 mètres. — 1. P. Clouet, 13 m 51 s 59 ; 2. T. Pantel, 13 m 52 s 67 ; 3. B. Levant, 13 m 54 s 29.

10 000 mètres. — 1. D. Bernard, 28 m 39 s 81 ; 2. J.-L. Piron, 28 m 44 s 9 ; 3. T. Watrice, 28 m 55 s 79.

20 000 mètres. — 1. Ph. Tourret, 13 s 44 ; 2. Ph. Aubert, 13 s 80 ; 3. Ph. Darion, 13 s 81.

400 mètres haies. — 1. S. Aberkan, 50 s 66 ; 2. D. Niare, 50 s 69 ; 3. E. N'Bayo, 50 s 76.

800 mètres haies. — 1. J. Mahmond, 8 m 30 s 73 ; 2. R. Pannier, 8 m 30 s 84 ; 3. B. Le Stum, 8 m 31 s 9.

Hauteur. — 1. J. Vincent, 2,25 m ; 2. V. Gonzalez, 2,22 m ; 3. X. Robillard, 2,19 m.

Longueur. — 1. N. Brige, 8,04 m ; 2. J.-L. Rapin, 7,80 m ; 3. Y. Bertrand, 7,62 m.

Perche. — 1. Ph. Collet, 5,70 m ; 2. F. Sellet, 5,60 m ; 3. J.-M. Tallard, 5,50 m.

Triple saut. — 1. S. Hila, 16,78 m ; 2. A. René-Corail, 16,39 m ; 3. G. Sainte-Rose, 16,34 m.

Poids. — 1. L. Vindey, 19,17 m ; 2. F. Sellet, 17,33 m ; 3. G. Robin, 17,12 m.

Disque. — 1. P. Journaud, 60,42 m ; 2. F. Sellet, 59 m ; 3. J. Pons, 55,92 m.

Marteau. — 1. F. Kuhn, 75,10 m ; 2. R. Philant, 74,60 m ; 3. W. Clouet, 73,96 m.

Javelot. — 1. P. Lefèvre, 82,10 m (nouveau record de France) ; 2. J.-P. Lakafia, 79,90 m ; 3. Ph. Leduc, 76,84 m.

Décathlon. — 1. C. Plaziat, 8 375 pts ; 2. P. Gellens, 7 814 pts ; 3. H. Kochan, 7 540 pts.

Podiums féminins

100 mètres. — 1. L. Bily, 11 s 4 (nouveau record de France) ; 2. P. Girard, 11 s 33 ; 3. O. Singa, 11 s 46.

200 mètres. — 1. O. Singa, 23 s 36 ; 2. F. Leroux, 23 s 83 ; 3. M. Seguin, 24 s 14.

400 mètres. — 1. A. Tandian, 51 s 16 ; 2. F. Ficher, 52 s 32 ; 3. E. Lel, 52 s 86.

800 mètres. — 1. N. Thomas, 2 m 6 s 15 ; 2. B. Gourde, 2 m 6 s 52 ; 3. N. Riche, 2 m 7 s 68.

1 500 mètres. — 1. M.-P. Duros, 4 m 16 s 27 ; 2. F. Fates, 4 m 17 s 75 ; 3. C. Bostel, 4 m 18 s 1.

5 000 mètres. — 1. F. Fates, 9 m 11 s 24 ; 2. O. Olier, 9 m 12 s 58 ; 3. V. Chauvel, 9 m 16 s 1.

10 000 mètres. — 1. C. Loiseau, 33 m 31 s 18 ; 2. M.-H. Olier, 33 m 44 s 73 ; 3. C. Mihailovic, 33 m 48 s 71.

20 000 mètres. — 1. M. Ewanjo-Epée, 13 s 2 ; 2. A. Piquereau, 13 s 14 ; 3. F. Colle, 13 s 39.

400 mètres haies. — 1. M.-J. Pérec, 55 s 76 (nouveau record de France espoirs) ; 2. H. Hart, 56 s 42 ; 3. C. Péro-Josep, 56 s 86.

800 mètres haies. — 1. M. Beaugendre, 1,92 m ; 2. M. Ewanjo-Epée, 1,87 m ; 3. B. Landes, 1,87 m.

Longueur. — 1. F. Colle, 6,38 m ; 2. G. Bonnin, 6,14 m ; 3. C. Missoudan, 6,08 m.

Poids. — 1. L. Bertimon, 16,06 m ; 2. M. Jean-Michel, 16,05 m ; 3. I. Derneux, 15,53 m.

Disque. — 1. P. Katona, 57,52 m ; 2. A. Teppé, 54,36 m ; 3. C. Beauvais, 53,08 m.

Javelot. — 1. M. Bague, 57,78 m ; 2. N. Teppé, 55,50 m ; 3. E. Giardin, 54,56 m.

Heptathlon. — 1. O. Lesage, 6 019 pts ; 2. L. Meissier, 5 727 pts ; 3. M. Bocquet, 5 644 pts.

5 kilomètres marche. — 1. N. Marchand, 23 m 5 s 26 ; 2. S. Griesbach, 23 m 8 s 21 ; 3. A. Berthomaud, 23 m 56 s 4.

est fiché dans la pelouse au bout de l'aire de lancer.

Ce drapeau symbolise la plus grande distance à laquelle un Français, lui en l'occurrence l'an passé, ait jamais lancé l'engin de 800 g. Bref, il franchit les 81,48 m qui le séparent de cette marque fétide et se plante devant comme s'il l'injurait ou la maudissait. C'est un geste de défi qui n'a échappé à personne. Pascal Lefèvre a capté l'attention.

Et il la monopolise entièrement quelques minutes plus tard en poussant un formidable cri pour propulser son javelot. Tous les yeux se fixent alors sur ce pieux d'aluminium qui monte dans le ciel à une hauteur inhabituelle. On retomberait-il ? Avant qu'il ne se fiche dans le sol, derrière le petit drapeau fétide, tout le stade a compris que le record est battu : les commissaires mesurent d'abord 82,08 m puis arrondissent à 82,10 m. Pascal Lefèvre s'est fait un nom.

C'est un solide gaillard, le champion et recordman de France 1989 du lancer du javelot : 1,90 m pour 92 kg. Et il annonce des performances d'athlète complet : 2,10 m en hauteur, 4,88 m à la perche, 6 872 points au décathlon. Son jet record le place en douzième position sur la liste des meilleurs performances de l'année, pas trop loin des 87,60 m du Japonais Mizoguchi. Mais il se veut avant tout « athlète naturel ».

Reste à Pascal Lefèvre à se constituer un palmarès international. Dixième aux championnats du monde 1987 à Rome, il pensait entrer en finale aux Jeux de Séoul l'an dernier, mais il n'a pas dépassé les qualifications.

ALAIN GRAUDO.

FOOTBALL : l'équipe de France pour affronter la Suède. — Sans Manuel Amoros, mais avec Eric Cantona et Eric Di Meo, l'équipe de France sélectionnée par Michel Platini pour affronter, mercredi 16 août à Malmö, la Suède en match de préparation pour les éliminatoires de la Coupe du monde, a la composition suivante : 1. Bats, 2. Silvestre, 4. Le Roux, 5. Sauzès, 3. Di Meo, 10. Farret, 7. Deschamps, 6. Pardo, 8. Perez, 9. Papin, 11. Cantona.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite pourra utiliser un accès particulier à l'autoroute A 12

Le ministère de l'Équipement s'est prononcé pour la construction, le long de l'autoroute A 12, d'une bretelle de service à la hauteur de Fontenay-le-Fleury (Yvelines). Cet accès sera réservé aux équipes d'exploitation de l'autoroute ou aux services de secours, mais il pourra aussi être utilisé par le roi Fahd d'Arabie saoudite qui vient d'acquiescer, à proximité de la voie routière, un château du dix-huitième siècle, la Faisanderie, et qui avait demandé un accès direct entre sa propriété et l'A 12.

Cet accès direct entre sa propriété et l'A 12, le roi Fahd d'Arabie saoudite, selon lesquelles l'illustre acquiescerait avoir obtenu gain de cause, avait provoqué, au mois de juillet, une polémique entre le maire (UDF) de Fontenay-le-Fleury, M. Anne Le Pivain, et les responsables de l'équipement du département des Yvelines (le Monde du 29 juillet). Celle-ci s'était élevée contre le traitement de faveur dont pourrait bénéficier le roi, « qui obtiendrait d'un coup ce qu'il veut » alors qu'elle réclamait « depuis des mois des aménagements pour des centaines de riverains ».

La préfecture des Yvelines précise dans un communiqué que la construction de la bretelle, qui sera financée par l'Etat, sur le budget du ministère de l'Équipement, est justi-

fiée « par l'augmentation du trafic sur cet axe mis en service en 1950 (actuellement 90 000 véhicules par jour) ». La bretelle de service, utilisable dans les deux sens, se situera, précise la préfecture, sur un emplacement « qui est le seul possible dans ce secteur ». « Cet accès est conçu, ajoute la préfecture, pour la sécurité des usagers de l'autoroute. Si le roi Fahd veut l'utiliser, il le pourra, puisqu'il fallait résoudre le problème de desserte de sa propriété. A lui de se brancher sur cette voie de secours, si ça l'arrange. » Mais, selon le préfet, « il ne s'agit en aucun cas d'une bretelle d'accès privé, réservée au roi Fahd ».

Pour sa part, M. Le Pivain estime que cet aménagement « est certes un apport au confort des usagers de l'autoroute A 12, mais surtout un confort supplémentaire pour un riverain privé ». « Je m'étonne, a-t-elle déclaré, qu'une telle sorte technique soit aménagée aujourd'hui seulement, alors que l'autoroute est ouverte depuis plus de trente-cinq ans ». Le maire de Fontenay-le-Fleury a indiqué, enfin, avoir reçu du ministère de l'Équipement l'assurance que les aménagements de l'autoroute étaient terminés et que les riverains en zone urbaine seraient examinés avec bienveillance.

FAITS DIVERS

Equipée sauvage de Roubaix

Un vol de blouson serait à l'origine du meurtre

Poursuivi, traqué, puis volontairement écrasé par une voiture, jeudi 11 août, à Roubaix (le Monde du 15 août), Fernand Addouche, vingt-cinq ans, aurait été tué pour le vol d'un blouson. Le jour même du meurtre, le jeune homme avait été appréhendé par les policiers de Roubaix (Nord) pour un petit vol à la roulotte, puis remis en liberté. Dans la soirée, il recevait et tentait, en compagnie de deux de ses neveux, âgés d'une vingtaine d'années, de dérober un blouson dans une voiture garée à proximité du parc Ber-

biens, fréquenté par des homosexuels et des petits délinquants.

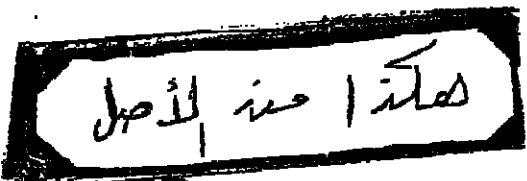
Fernand Addouche aurait été surpris par des habitants du lieu et pris en chasse par une voiture. Tandis que ses deux compagnons réussissaient à s'échapper, le jeune homme était cerné à plusieurs reprises par son poursuivant.

Lundi, le conducteur ainsi que les éventuels occupants de la voiture étaient toujours en fuite, et les policiers continuaient à rechercher une « petite voiture de couleur claire » aperçue par des témoins lors de l'agression.

Trois morts dans un accident de montagne en Australie. — Après une collision avec un autre ballon à air chaud, une montgolfière s'est écrasée dimanche 13 août près d'Alce-Springs dans le centre de l'Australie. Les treize occupants, douze touristes et le pilote — ont été tués. Le haut de la montgolfière s'est alors ballonné : la montgolfière s'est alors ballonnée et, son enveloppe s'étant mise en torche, elle a fait une chute de 600 mètres.

Un mort, six blessés dans une usine chimique de Haute-Garonne. — Une fuite d'hydrogène à l'usine chimique de Sidobre Sinoval de Bousens (Haute-Garonne) a entraîné, lundi 14 août, une explosion qui a tué un ouvrier et brûlé six autres, dont deux assez gravement.

Cette usine appartient au groupe ouest-allemand Henkel de Düsseldorf, et fabrique notamment des engrais chimiques et détergents.



ARTS

Bons baisers d'artistes, au Centre Georges-Pompidou

Des cartes postales détournées

La jeune fille est assise sur un dolmen. Les jambes croisées, la tête en l'air. Elle contemple le ciel, où volent quelques vaches placides perchées sur une grosse pierre. Du chapeau de la vieille paysanne ridée s'échappe une dentelle où sont suspendus cahiers d'écolier, livres de messe, bijoux, souvenirs. La première construction est née de l'imagination d'un artiste, Max de Larminat, la seconde de celle d'un enfant, lauréat d'un concours organisé par l'Atelier des enfants du Centre Georges-Pompidou et la revue *Atropos*. Le procédé est le même : à une image imprimée, on a rajouté en miniature cailloux, tissus, animaux en plomb, papier découpé.

Le support ? Un rectangle cartonné de 10 x 15 centimètres, comportant sur la première face une photographie tirée à plusieurs milliers d'exemplaires, souvent banale et sans grâce particulière, et, au verso, une mention anodine, par exemple : *Temps splendide, Bons baisers de...*

Dans nos archives personnelles de la carte postale, puisqu'il s'agit d'elle, l'Espagne côtoie l'abbaye du Mont-Saint-Michel ; la paysanne en costume breton, l'Acropole ; le petit chat roux, les

falaises de Bonifacio ; Avoriaz, Le Touquet-Paris-Plage.

L'Atelier des enfants du Centre Georges-Pompidou, en collaboration avec le Musée de la poste, a proposé à vingt-cinq artistes contemporains de jouer avec ces cartes, de les détourner de leur fonction avant d'en offrir quelques milliers en pâture aux jeunes de six à douze ans qui viennent ici observer de près ce qu'est la démarche de la création.

L'exposition *Bons baisers d'artistes* joue sur tous les registres. Symbolique d'abord, avec les chutes d'eau de Perejanne, qui, tête-bêche, coulent d'une enveloppe à l'autre comme des mots, des pensées transmises. Kitch ensuite, avec la série de chats angoras, abyssins ou européens de Gary Glaser, agrémentés de coquillages, de verroterie et de serifs de cadres en bois soigneusement peints par l'artiste. Kitch toujours les douceurs de Dorothée Selz, quand Léonie, brandissant un drapeau rouge vif, puis une reine olympique en maillot de bain sur fond de palmier acidulé, sont tous deux cernés d'une épaisse couche de sucre coloré.

Giljan Gelzer a bâti un chemin de trente-six cartes représentant des sphères ou des spirales, du Collège au stade de Maracana, des nébuleuses galactiques à la Géode. Pour James Durand, un artiste du copy art, c'est la fonction qui prime : une énorme pile de cartes postales posées sur la tranche, à côté d'un photocopieur, célèbre la naissance en série d'un produit de consommation courante.

Edmund Kappel, amoureux du temps, a déniché aux Pucies des vues d'Auvergne vieilles de quatre-vingts ans. Après avoir minutieusement cherché d'où les originaux avaient été pris et grâce

à un dispositif optique spécial, il a rephotographié la carte postale ancienne au milieu de son environnement actuel, au millimètre près. L'anachronisme joue à fond, les bergers du Cantal se retrouvent au beau milieu de parkings pour promeneurs du dimanche et les buvettes sur les étables.

Mais *Bons baisers d'artistes* reste surtout une exposition iconoclaste. Les vaches et les (vrais) cailloux de Max de Larminat décapent l'imagerie des alignements de Carnac. Les treize *Angélus* de Millet, finement travaillés au pinceau par Yves Yacou, sont autant de symboles où la paysanne est tout à tour encante (*L'Annonciation*), noire (*Negrospruit*), où le paysan porte un panneau de stationnement interdit (*Dépaysement*), un drapeau nippon ou français (1789), où tous deux deviennent acteurs (*Cirque*).

Les enfants adorent. Depuis le mois de mai, ils ont réalisé quelques milliers d'œuvres, remplacé la Seine par du papier d'aluminium, fait scintiller la mer avec des paillettes, gonflé la montagne au papier de soie et abondamment dessiné sur les cartes postales, et aussi derrière et à côté, avant de les découper, de les recoller tout comme leurs aînés, artistes confirmés. *Bons baisers d'artistes* partira en septembre à Liège, à la Fondation Calouste Gulbenkian, puis à Saint-Denis-de-la-Réunion avant de poursuivre une vie itinérante somme toute très naturelle.

VERONIQUE MORTAGNE.
★ *Bons baisers d'artistes*, jusqu'au 26 août, Centre Georges-Pompidou, Atelier des enfants, tous les jours de 14 heures à 18 heures, sauf dimanche et mardi. Animations pour les enfants de six à douze ans tous les jours de 15 heures à 16 h 30. Pour tout renseignement sur l'Atelier des enfants : (1) 42-77-12-33, poste 49-17, l'après-midi.

MUSIQUES

« Jardin dans tous ses états » à Assier

Jazz et jeux de piste

Une formidable nuit de jazz a redonné dimanche soir vie au château d'Assier. Quelques heures auparavant, les musiciens avaient fait l'école buissonnière dans les champs et les jardins du village.

Affalés dans l'herbe, agglutinés dans la bande d'embrassement, les arbres ont volé au soleil, trois cents personnes écoutant neuf chanteurs italiens.

En ce lumineux dimanche d'août, la Squadra Val Polcevera inaugure la quatrième journée « Jardin dans tous ses états » à Assier. Perdu au fond d'une vallée du Lot, ce petit village s'offre chaque année des brassées de musique, du jazz surtout, pour réveiller pendant quelques instants sa splendeur passée. C'était au début du siècle, quand Gaiot de Gervillat, vainqueur de la bataille de Marignac, seigneur des lieux et magnanime notaire, fit construire un somptueux château à sa gloire, une église pour en faire son tombeau, où l'on trouve une frise relatant ses exploits guerriers et, enfin, dans le parc, le plus grand pigeonnier de France.

Aujourd'hui, le domaine du seigneur a été sérieusement amputé, les murs peu à peu dépeçés au dix-huitième, fournissant une carrière de pierre idéale et pas chère pour construire dans le village. La frise de l'église, extraordinaire témoignage de l'art militaire au seizième siècle, est rongée par la maladie, et le pigeonnier ne doit sa survie qu'à deux corsets de fer qui l'empêchent de s'effondrer. Deux amis d'enfance assierois, Bernard

Bahut et Jean-François Freguin, n'ont pas voulu voir leur patrimoine tomber en ruine. C'est pour lui qu'ils ont créé cette grande fête.

D'abord le village n'a pas goûté à cette aventure. Mais la région, la direction des affaires culturelles et le conseil général s'y sont intéressés. Le regard brillant derrière ses lunettes cerclées de fer, Bernard Bahut recueille les subventions avec persévérance et règle les problèmes administratifs. Jean-François Freguin, chanteur, compositeur, ajoute son grain de folie et sa voix de haute-contre. Depuis les élections de mars 1989, un nouveau conseil municipal (radicaux de gauche et communistes, l'ancien était à majorité socialiste), apporte son entier soutien aux deux amis.

Saut-mouton dans la campagne

Tout commence par la gastro-nomie. La pique-nique inaugure cette journée de musique qui s'achève à l'aube. Puis le jeu de piste commence et le cortège s'ébranle pour découvrir pour découvrir les héros du soir, le Trio Henri Texier, Louis Scialoja Quartet, épuisé par le tromboniste Yves Robert, et les Tambours du Bronx, encore surchauffés de leur participation au défilé de Jean-Paul Gaudé. Sous un porche, alors que l'après-midi et la chaleur avancent, Bruno Chevillon joue les infirmiers. Sa contrebasse souffre, elle pleure et grince. Le musicien la soigne, en extrait d'étranges morceaux de plastique vert fluo. Elle va mieux, reprend son souffle et retrouve ses tons mélodieux.

Le saut-mouton dans la campagne continue. Escalade dans une ferme où la ritournelle d'un

groupe occitan marque une pause. Plus loin, le vieux tambour du village a ressorti ses baguettes. A quatre-vingt-six ans, il redonne encore une fois son « Avis à la population ». Puis le jazz poème le bout d'une trompette. Kenny Wheeler et Aldo Romano à la batterie se lancent dans un duo sur un tapis rapide jeté dans une cour de ferme.

Jean-François Prigent et Bernard Bahut mènent leur troupe qui grossit d'étape en étape, à la recherche de leurs terrains de jeux d'enfance. Un passage secret et, surprise ! entre les kilos de linges qui claquent dans les arbres, Jean-Marc Padovani déguisé en jardinier orange et son saxophone aident les tomates encore vertes à mûrir. Revoilà les Italiens, ils chantent à capella les airs traditionnels des paysans de Val Polcevera et des marins du port du Gènes.

Près du réservoir d'eau pour les locomotives à vapeur, les Tambours du Bronx tapent sur leurs bidons de tôle. Une locomotive imaginaire entre avec fracas près d'un petit canal, au grand désespoir des pêcheurs. Mais Assier, village peuplé d'anciens cheminots, est habitué au bruit du rail. Bernard Bahut se rappelle qu'il est né au PN 127, le passage à niveau qui tarait ses parents pendant son enfance.

Du haut d'un balcon, Louis Scialoja et son saxophone jouent à Rome et Juliette avec Jean-Marc Padovani. Les randonneurs de la gamme rejoignent enfin le château, où François Raulin égrene sur son piano les dernières notes de l'après-midi. Quelques heures plus tard, tous les personnages du jeu de piste se retrouvent dans la cour devant mille personnes, deux fois plus que l'année dernière.

BÉNÉDICTE MATHIEU.

L'Atelier des enfants

Pour la saison 88/89, l'Atelier des enfants avait choisi des expositions dont le support était proche de la vie quotidienne des six-douze ans : le sable (« Site et sable », de Guy Guiraud), le papier (« Kinopapier, papiers découpés », puis les cartes postales. Dans l'année à venir, les objets prendront une place plus importante.

En septembre, la Roumaine Wanda Mihulescu, qui travaille habituellement le marbre mélangé au papier, a conçu une exposition-animation : à partir de signes tracés sur le sol, les enfants devront construire des formes géométriques avec des briques de polystyrène spécialement taillées. Suivront « Invention 88 », consacré au dessin (11 octobre-6 décembre), puis « Dessine-moi un pixel », où les ordinateurs considérés comme un moyen de création graphique côtoieront les crayons de couleurs, les pots de colle et les pincesaux (octobre 1989-janvier 1990). Des animations ont lieu parallèlement aux expositions, et des cycles payants de cinq à six séances de découverte de l'art contemporain se déroulent chaque mercredi.

L'Atelier des enfants publie par ailleurs une excellente collection de livres destinés aux enfants, « L'art en jeu ». Chaque volume (68 F environ) est consacré à une œuvre d'art, le *Blau du ciel* de Kandinsky, l'Atelier au minois, de Bonnard ; la *Grande Femme*, de Giacometti... Les enfants sont amenés par des plures de pages, des détails agrandis, des réflexions sur les objets et les couleurs à voir le contenu et le cheminement de l'œuvre.

V. M.

FESTIVALS

Folklore à Confolens

En 1988, le Festival international de folklore de Confolens avait invité une troupe israélienne ; cette année, ce sont des Palestiniens, El Achikine, qui sont venus. Salameh Shobaki, conseiller culturel à la délégation palestinienne de Paris, les a accompagnés et c'est fait le porte-parole des revendications de l'O.L.P., bien que son hôte, Henri Coursaget, fondateur et président du Festival, ait déclaré ne pas vouloir entendre parler politique : l'amitié entre les peuples, la paix dans le monde, voilà le leitmotiv de ce « pape du folklore ».

Il avait également invité une troupe chinoise qui s'est vue refuser son visa de sortie. Le 32^e Festival de Confolens accueille jusqu'au 20 août l'Ukraine, les Etats-Unis, les Pays-Bas, la Yougoslavie, la Tchecoslovaquie, l'Argentine, le Mexique, la Corée du Nord, les Philippines, l'Algérie, la Suisse, la Turquie. Près de huit cents danseurs et musiciens, auxquels il faut ajouter cent soixante-dix chanteurs et danseurs bretons. — (Corresp.)

CINÉMA

(Suite de la première page.)

Car le monde entier s'est épris des débutants comme si la mort annoncée du cinéma, le vieillissement de nos sociétés, se trouvaient conjurés par des safaris réguliers à la recherche de jeunes réalisateurs. A Cannes, cette année, trente et un premiers films étaient présentés et le plus jeune président du Jury (« Wim Wenders ») a permis à Steven Soderbergh d'être le premier metteur en scène à recevoir une palme d'or pour son premier film, *Sexe, mensonges, et vidéo* !

Si l'on associe à la jeunesse l'impertinence, l'audace, l'affirmation d'un style personnel, force est de constater qu'elles ne sont pas toujours au rendez-vous. Les aînés du marché rendraient-ils les néophytes frileux ? Si le roman russe est sorti tout entier du *Manège* de Gogol, bien des cinéastes contemporains s'inspirent d'une seule phrase prononcée : « Il y a vingt-cinq ans — par Anna Karina dans *Pierrot le fou*, de Jean-Luc Godard : « Qu'est-ce que j'ai fait, j'ai pas quoi fait. » Mais ces épigones de la nouvelle vague n'ont pas le talent de leurs aînés. Patricia Plattner (*Plano Platter*) nous conte à la Rohmer les vacances portugaises de deux amies, une Suissesse et une enfant du pays, leurs rencontres, leurs chagrins d'amour et leurs malentendus. Giuseppe Bertolucci (*Amore in corso*, hors compétition) réunit, lui, dans une splendide maison de la région de Parme deux jeunes filles qui passent leur temps à converser dans l'attente d'un homme. Une troisième femme surviendra... L'ombre de Rivette plane encore sur ce fantasme de l'absent.

Non moins frappante est la tendance des jeunes réalisateurs à s'inscrire dans la tradition culturelle sans toutefois la renouveler alors que se manifeste par ailleurs une internationalisation de la production. Quoi de plus portugais que la *Septième Lettre* de Simão Reis, œuvre mélancolique, hyperlittéraire, où un homme va rechercher les traces de son aïni mort dans sa résidence familiale dans laquelle vivent encore sa mère et une domestique. Avec *Kornblumenblau*, Leszek Wosiewicz reprend non sans ambiguïté et complaisance un des thèmes de

Rétrospective Preston Sturges : Preston Sturges (à gauche) et Eddie Bracken sur le tournage de *Miracle au Village*.

prédilection du cinéma polonais : l'horreur des camps. Neil Hollander, de son côté avec *Riding the rails* nous propose une nouvelle version de l'errance américaine avec ses deux vagabonds en passagers clandestins de trains vers l'Ouest.

Parmi tant de conventions, un autre film américain, malgré son titre trompeur, *Prisonnier de l'inertie*, de Jeffrey Noyes Schar, apportait une note d'humour (trop absent de ce festival) dans un registre parfois proche de la comédie loufoque hollywoodienne. Un jeune couple qui n'arrive pas à s'entendre sur le choix d'un restaurant se trouve embarqué dans une nuit folle, long voyage cauchemardesque

mais drôle qui les conduira sur l'Hudson.

Même fantaisie, mais plus débridée, parfois érotique, dans le *Journal de l'ange*, film soviétique de Nikolai Makarov et Sergueï Selianov, tourné clandestinement il y a huit ans et livré par la glasnost, portrait d'une famille de Leningrad vue par les yeux d'un enfant atterré, l'éternel « idiot » porteur de vérité, cher à la littérature russe. Dans un court métrage suisse, *Ille d'amour*, Robert Bouverier tente lui aussi, non sans succès, d'échapper à l'emprise du réalisme qui domine le cinéma mondial. Il nous entraîne en dix-huit minutes enchantées — qui évoquent Jacques Demy — dans un lieu de divertissement où se retrouvent Ben Hur, la Tra-

viata, Fanfan la Tulipe et Casanova.

Mais David Streig, directeur du festival et plongeur de grands fonds, a aussi ramené quelques perles du plus bel « orient ». Car c'est l'Asie qui a illuminé Locarno, lui a donné, avec quatre films, ses grandes heures, ce que le jury a su reconnaître en attribuant ses trois léopards à la Corée du Sud, à l'Inde et à l'Iran avec une mention à *Chine ma douleur* de Dai Sijie, déjà sorti à Paris. Il n'est pas indifférent que trois de ces films aient un enfant au centre de leur récit comme si les réalisateurs, mettant l'œil pour la première fois dans l'objectif de leur caméra, s'identifiaient avec le regard de l'enfant et sa franchise dans sa découverte du monde. Ce n'est pas un hasard non plus si la nature est présente dans ces films avec une telle force alors que le cinéma occidental, comme nos sociétés, semblent trop souvent l'oublier.

Dans *Où est la maison de mon ami* (léopard de bronze), l'Iranien Abbas Kiarostami ignore les convulsions de son pays, la guerre avec l'Irak et l'intégrisme musulman pour raconter l'histoire d'un enfant qui cherche son camarade de classe pour lui rapporter dans un village voisin un cahier oublié à l'école. Périple de vingt-quatre heures, cette fable parfaitement bouclée est racontée avec une fluidité et une simplicité confondante, où l'humour et l'émotion se mêlent comme dans le meilleur cinéma géorgien qui se fait de l'autre côté de la frontière.

Piravi (la Naissance), de Shaki N. Karun, déjà présenté à Cannes (section « Un certain regard ») conte en images contemplatives l'attente par un vieillard du retour de son fils dans un paysage gorgé de pluie (léopard d'argent). C'est le mérite aussi des sélectionneurs de Cannes d'avoir découvert *Pourquoi Bodhi Dharma est-il parti vers l'Orient ?* dont Jacques Siclier a dit tout le bien qu'il fallait en penser (*Le Monde* du 19 mai). Mais il faut regretter que le festival français n'ait pas poussé plus avant son effort en inscrivant en compétition où il aurait pu aspirer aux plus hautes récompenses. En lui décernant

son léopard d'or, le jury de Locarno met en évidence ce film extraordinaire, véritable traité de mise-en-scène puisque forme et fond ici se confondent. Le spectateur, en effet, pendant deux heures et quart, entre dans une autre dimension, abandonne sa rationalité, son goût des intrigues structurées pour suivre l'initiation à la compréhension du monde d'un jeune garçon par un vieux maître. Huit ans de travail, trois ans de tournage pour cette réussite étonnante de Yong-Kyun Bae, cinéaste autodidacte qui a produit, écrit, photographié et réalisé son film comme un acte d'amour et d'orgueil. Lorsque huit mille personnes purent enfin voir sur l'écran de la Piazza, lors de la soirée de clôture, le film couronné, l'eau, le feu, la terre et l'air qui sont les vrais protagonistes de *Pourquoi Bodhi Dharma est-il parti vers l'Orient ?* prenaient une autre dimension sous le ciel, dans le vent rafraîchissant venu des Alpes. L'Asie cette année nous réapprenait à Locarno le sens d'un cinéma cosmique.

MICHEL CIMENT.

Une Décennie pour le développement culturel

L'UNESCO a approuvé deux cent trente-quatre projets émanant de tous les continents pour participer à la Décennie mondiale du développement culturel, lancée par les Nations unies pour 1988-1997. Le siège de l'Organisation a annoncé le jeudi 10 août que l'UNESCO apportera son concours financier à vingt-deux de ces projets, entre lesquels sera partagée une première enveloppe de 105 000 dollars (environ 672 000 francs).

Parmi les deux cent trente-quatre projets non subventionnés, mais qui portent le label « Décennie », trente-trois pourraient recevoir ultérieurement une subvention si la Conférence générale qui se réunit en octobre-novembre à Paris débloque les fonds.

La sélection réunit des activités aussi diverses que la collecte des éléments de la culture traditionnelle au Burkina-Faso, une exposition d'œuvres d'art conçue à l'intention des aveugles, ou une étude sur le développement rural en Union soviétique.

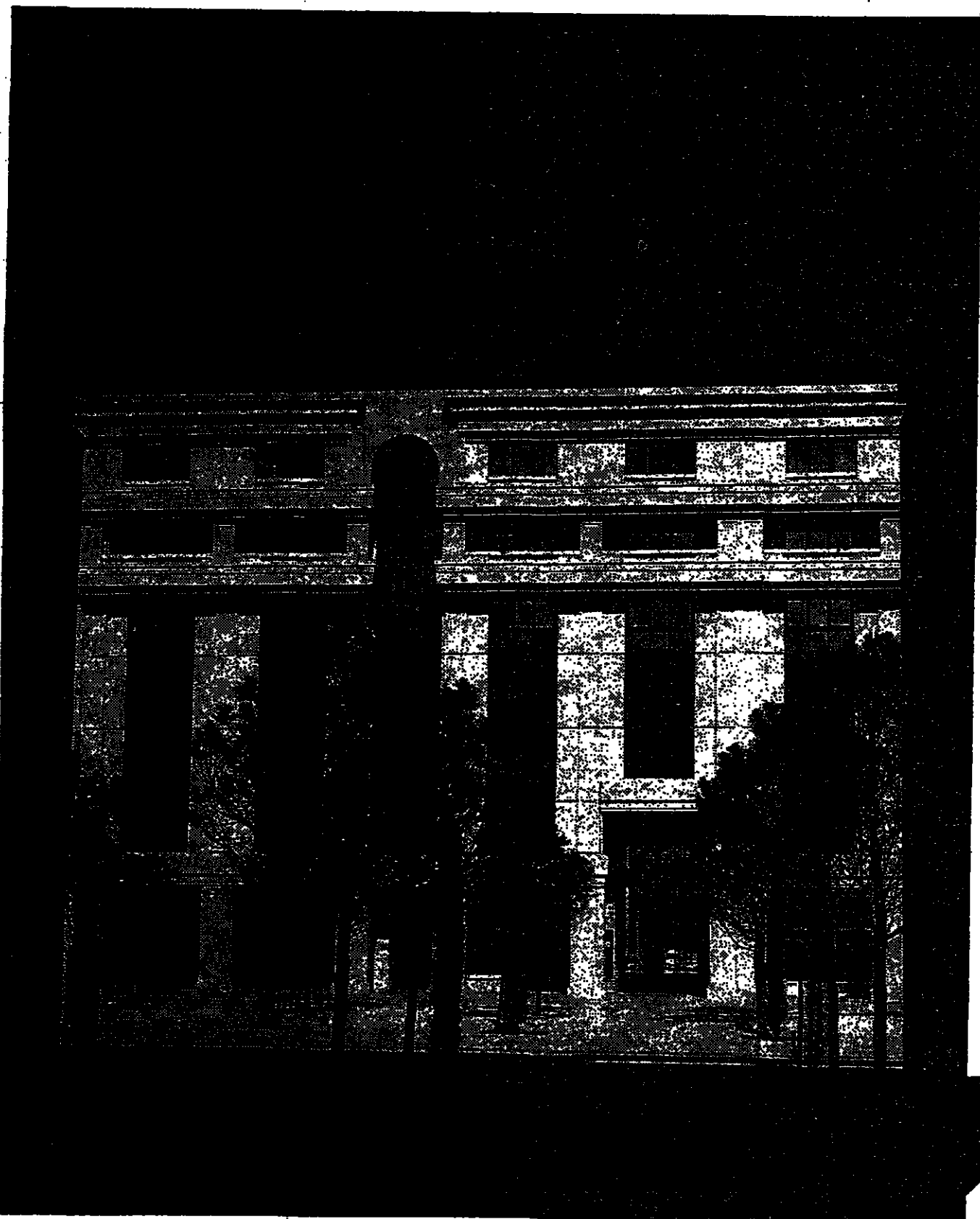
... ses états • à Assier
jeux de piste

Le monde des états • à Assier
jeux de piste

ARTIO

ARTIO

COPRA LA CREATIVITE



ILE-DE-FRANCE
13-15, RUE DES SABLONS
75116 PARIS
TEL. (1) 45 05 13 50

RHÔNE-ALPES
21, AVENUE DE SAXE
69006 LYON
TEL. (6) 72 74 00 67

PROVENCE
15, COURS GAMBETTA
13100 AIX-EN-PROVENCE
TEL. (6) 42 23 91 80

CÔTE D'AZUR
LA GRANDE OURSE
ALLÉE JULES-GREY
06400 ANTIBES
TEL. (6) 93 33 38 03

LANGUEDOC-PYRÉNÉES
115, RUE LÉON-BLUM
34000 MONTPELLIER
TEL. (6) 67 64 68 64

24, RUE ALSACE-LORRAINE
31000 TOULOUSE
TEL. (6) 61 21 96 96

A TEMPS NOUVEAUX, BESOINS NOUVEAUX. C'EST LA VOCATION DE L'ÉQUIPE COPRA, À TRAVERS L'ENSEMBLE DE SES PRODUITS, MAISONS INDIVIDUELLES, APPARTEMENTS, IMMOBILIER D'ENTREPRISE... DE SUSCITER, CRÉER, INNOVER. CONSTRUIRE EST UN ART : COPRA ENTEND Y APPORTER CETTE RECHERCHE, CE TRAVAIL, CETTE IMAGINATION, QU'UN MOT RÉSUME PLEINEMENT : LA CRÉATIVITÉ.

ANNONCE RECTIFICATIVE - JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER DU 23 JUIN 1989 (AFFAIRE COPRA CONTRE URBAT) : SEULE LA PHOTOGRAPHIE CI-DESSUS, QUI ANNULE ET REMPLACE CELLE PARUE LE 8 MARS 1988, REPRÉSENTE L'UN DES PROGRAMMES INITIÉS PAR COPRA SUR LE SITE D'ANTIGONE À MONTPELLIER. POUR COPIE CONFORME, OLIVIER MENDRAS, AVOCAT À LA COUR.

copra
L'ART DE CONSTRUIRE

1000 1000 1000

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

En direct de Neptune

Pendant huit jours, Voyager-2 va diffuser en direct les images de son reportage cosmique à 4,5 milliards de kilomètres de la Terre.

« C'EST comme si j'étais sur le gaillard d'avant de la caravelle de Christophe Colomb abordant les côtes de l'Amérique. » André Bréhic, astrophysicien à l'Observatoire de Paris, a conscience de vivre un moment historique. La sonde Voyager-2, dont il suit les péripéties interplanétaires depuis une dizaine d'années, va survoler Neptune le 25 août, à quelque 4,5 milliards de kilomètres de notre Terre. Elle « frôlera » à moins de 10 000 kilomètres de distance cette planète dont on ne sait pratiquement rien, la mitraillant avec ses caméras capables d'y distinguer des détails de moins de 1 kilomètre.

André Bréhic ne tient plus en place à l'idée des huit jours de folie qu'il va vivre, en compagnie de plusieurs centaines de ses collègues du monde entier, au Jet Propulsion Laboratory (JPL) de Pasadena, en Californie, devant les écrans diffusant en direct les images du reportage cosmique de Voyager-2. Quelques théories ont bien été élaborées, à partir de quelques observations aussi maigres qu'acrobatiques, sur la nature de la planète la plus lointaine du système solaire (Pluton, dont l'orbite est très elliptique, est actuellement plus près de nous). Mais impossible d'avoir des certitudes sur un objet invisible à l'œil nu, trente fois plus loin du Soleil que la Terre, et neuf cents fois moins éclairé qu'elle. Les télescopes les plus puissants ne distinguent Neptune que sous la forme d'un minuscule disque verdâtre. Depuis les premiers clichés pris — de loin — en juillet par Voyager-2, on y a découvert des bandes (comme sur Saturne), des taches, quatre satellites supplémentaires, s'ajoutant aux deux déjà connus, Triton et Néréide, et même, tout récemment, deux anneaux incomplets. Mais cela n'est rien à côté de la moisson scientifique qui attend les astronomes.

Billard dans l'espace

André Bréhic a pu, avant tout le monde, recueillir quelques indices lui permettant d'entrevoir, dès 1985, l'hypothèse que Neptune est entrecroisée d'anneaux fragmentés. Il est fier de perpétuer ainsi une tradition française (il inaugure par Urbain Le Verrier, qui calcula la position de Neptune dans son bureau de l'Observatoire de Paris (lire ci-dessous). Mais il craint d'être en cause par les images qu'il découvrira dans dix jours. « Nous allons découvrir

d'un seul coup tout un monde à partir de presque rien, lance-t-il. Nous serons un peu dans la situation d'un extraterrestre qui ne connaîtrait la Terre que sous la forme d'un point dans le ciel et à qui on apporterait brusquement un planisphère plus précis que les cartes des Grecs de l'Antiquité ! »

Cette rencontre est la quatrième, et la dernière, d'un périple com-

caméras Saturne (25 août 1981), Uranus (24 janvier 1986), et finira vers Neptune à 98 000 kilomètres par heure. Un tel voyage n'est possible que parce que la sonde utilise le champ de gravité des planètes qu'elle frôle, comme s'il s'agissait d'une sorte de fronde invisible, pour prendre à chaque fois un peu de vitesse, une nouvelle impulsion vers sa prochaine étape. Sans ce jeu de billard cosmique, le trajet direct vers Neptune aurait exigé trente ans. Il fallait évidemment que les planètes soient alignées sur la bonne trajectoire. Cela ne se produit que tous les cent soixante-seize ans, et c'était le cas entre 1976 et 1978. Au moment précis où les scientifiques de la NASA avaient acquis les connaissances technologiques néces-

saires pour pouvoir exploiter cette conjonction exceptionnelle. Un vrai miracle ! Qui fut suivi par un second prodige : l'énorme résistance du vaillant petit robot qui n'était conçu au départ que pour un périple de trois ans, limité à Jupiter et Saturne.

Sans roue de secours

Voyager n'a rien du vaisseau spatial profilé qui, dans les séries télévisées, emmène les astronautes et extraterrestres vers des étoiles lointaines. Evidemment inhabité, il ressemble plutôt à un bricolage d'un professeur Tournesol ou d'un Gaston Lagaffe génial. Accroché à une antenne parabolique de 3,4 mètres de diamètre, une boîte à dix facettes abrite l'électronique qui commande l'engin, ainsi que le réservoir

toujours été facile, et le périple avait même assez mal commencé : l'impulsion du lanceur Titan-Centaur fut légèrement trop faible, et la sonde avait démarré un peu lentement, obligeant ses « skippers » au sol à déployer tous leurs talents de navigateurs interplanétaires derrière leurs écrans d'ordinateurs du JPL.

Très vite, l'un des deux récepteurs radio a cessé de fonctionner, et l'autre, endommagé, est d'un maniement délicat. Après le passage derrière Saturne, un engrenage s'est grippé, risquant de compromettre le reste de la mission. Les ingénieurs de la NASA ont réussi à le débloquer et à rétablir la lubrification à 1,45 milliard de kilomètres de distance ! « En fait, dit André Bréhic, tous les équipements redondants (doublés) sont tombés en panne. Voyager-2 fonctionne donc sans roue de secours. » Et ce dans un milieu où le moindre caillou a une vitesse (relative à la sonde) supérieure à celle d'une balle de fusil et où les radiations sont extrêmement importantes : mille fois la dose mortelle pour l'homme lors du survol de Neptune.

Des prodiges

Tout cela n'empêche pas le robot cabossé de réaliser des prodiges dont il aurait été parfaitement incapable lors de son lancement. C'est que, en douze ans, les technologies ont progressé. Et, s'il est évidemment impossible d'aller améliorer la sonde là où elle se trouve, il n'en est pas de même des ordinateurs et, surtout, des logiciels (programmes informatiques) qui permettent de la commander depuis le sol. C'était d'ailleurs indispensable pour le prolongement — imprévu au départ — du voyage vers Uranus et Neptune. Aussi loin du Soleil, les niveaux de lumière sont très bas, et les temps de pause nécessaires parfois supérieurs à une minute.

La sonde risquait-elle d'envoyer des photos floues, bougées, en raison de la vitesse acquise, beaucoup plus grande que lors des survols de Jupiter et de Saturne ? Qu'à cela ne tienne. Les informaticiens ont mis au point un programme qui permet à l'engin de compenser le défilement

en se réorientant très doucement, en continu. Près de 3 milliards de kilomètres pour Uranus, 4,5 milliards pour Neptune, c'est vraiment très loin pour communiquer. Les ondes radio transmettent les ordres et les informations mettent plus de quatre heures à relier la banlieue septentrionale aux laboratoires du JPL. Là encore, les programmeurs ont fait des prodiges et, pour la transmission des images (800 lignes de 800 points pouvant avoir 256 niveaux de luminosité), le volume des données, « compressées » par un logiciel adéquat, a été divisé par quatre. Etant donné la distance, les émissions de Voyager-2 parviennent à la Terre avec une puissance très faible. Elles sont reçues par les gigantesques antennes (64 mètres de diamètre)

du réseau d'écoute spatiale de la NASA, complétées par celles, de même taille, de radiotélescopes australiens et japonais. Le tout a été doté d'amplificateurs spéciaux.

JEAN-PAUL DUFOUR.

(Lire la suite page 12.)

(1) Le programme Voyager est entièrement américain, mais plusieurs Européens y participent à la demande de la NASA, dont une nette majorité de Français, les équipes de : Jacques Blamont et Jean-Louis Bertaux, du CNES (expérience en ultraviolet), Daniel Gauthier (infrarouge), André Boischot, Yolande Leblanc et Chris Harvey (radio astronomie) et André Bréhic (imagerie), tous de l'Observatoire de Paris.

PARIS AMÉRICAINS

ENSEMBLE, Voyager-1 et Voyager-2 ont coûté 865 millions de dollars, frais de lancement et soutien au sol inclus. Une — relative — misère si on compare ce coût à celui de la navette américaine (plus de 10 milliards de dollars), ou au budget de la station spatiale Freedom devant entrer en service d'ici à la fin du siècle (22 milliards de dollars). Pour tant, cette mission restera l'une des grandes aventures spatiales du vingtième siècle.

Quand le programme fut approuvé, en 1972, les premiers pas de Neil Armstrong et d'Edwin Aldrin sur le sol lunaire ne dataient que de trois ans, et l'ambiance était à l'euphorie. Le « projet Mariner-Jupiter-Saturne 1977 », comme il fut alors baptisé, devait être un « nouveau départ ». Mais les choses ont bien changé. La dernière sonde spatiale lancée par les États-Unis, Pioneer Venus, est partie en 1978. La crise est venue, aggravée par l'explosion de la navette Challenger en janvier 1986. « Durant les quinze dernières années, moins de 3 % du budget de la NASA ont été investis dans la recherche et la technologie spatiale. Et pratiquement rien n'a été dépensé pour des missions à échéance de plus de cinq ans », écrivaient les auteurs d'un rapport de l'Académie des sciences et du Conseil national de la recherche américain publié en 1988. Pendant ce temps, les Soviétiques annonçaient haut et fort leur intention de lancer un ambitieux programme vers Mars.

Depuis, les choses ont un peu évolué. Les Soviétiques, qui avaient continué à lancer leurs sondes Venera et Vega vers Vénus jusqu'en 1984, se sont tournés eux aussi vers une exploitation de l'espace plus commerciale. Les engins

Phobos 1 et 2, lancés les 7 et 12 juillet 1988 vers le satellite martien Phobos — après quatre ans d'interruption dans l'exploration interplanétaire, — n'ont pas atteint leur but. Un échec d'autant plus cuisant que cette mission représentait pour l'URSS le début d'un programme ambitieux pour le prochain millénaire.

A Washington, le président George Bush a promis, le 20 juillet dernier, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'arrivée du premier homme sur la Lune, d'établir la prééminence des États-Unis en tant que nation spatiale. Objectif : un retour sur la Lune et une mission humaine vers Mars à l'horizon 2020, mais pas d'engagement financier précis. La sonde Galileo devrait être lancée vers Jupiter en octobre. A condition que les responsables de la NASA arrivent à convaincre le public que son générateur au plutonium ne représente aucun danger en cas d'accident. Le grand télescope spatial de Hubble, qui attend dans un hangar depuis que l'explosion de Challenger a retardé son lancement prévu fin 1986, pourrait être mis sur orbite en décembre. A moins que les scientifiques ne décident que l'intense activité solaire actuelle est trop dangereuse pour ce fragile géant de 11 tonnes.

La conquête américaine de l'espace est donc encore pleine d'incertitudes. Au moment où la mission du satellite astronomique européen Hipparcos semble compromise, le succès complet de la mission Voyager arriverait à point pour démontrer au monde que les États-Unis demeurent une très grande puissance spatiale.

J.-P. D.

LE VERRIER, INVENTEUR DE LA PLANÈTE

NÉ à Saint-Lô (Manche) en 1811, Urbain Le Verrier, après ses études à l'École polytechnique, travaille dans l'administration des tabacs, puis s'intéresse aux composés hydrogénés du phosphore et à la mécanique céleste. En 1845, Arago le pousse à étudier les problèmes posés par Uranus. Très vite Le Verrier définit par le calcul les caractéristiques d'une planète inconnue qui est la cause des perturbations des mouvements d'Uranus. Et, dès le 1^{er} juin 1846, il donne la position approximative de la planète inconnue, précisée devant l'Académie des sciences le 31 août 1846. Le Verrier envoie les données qu'il a calculées à Johann Gottfried Galle, astronome à l'Observatoire de Berlin : le 23 septembre 1846, Galle découvre à l'endroit prévu la nouvelle planète, qui sera baptisée Neptune. Félicité par Louis Philippe, élu à l'Académie des sciences, Le Verrier est nommé à la chaire d'astronomie physique créée pour lui à la Sorbonne.

En 1854, Le Verrier remplace Arago, décédé, à la direction de l'Observatoire de Paris, ce qui l'amène à se consacrer à la météorologie. La 14 novembre 1854, en effet, une violente tempête cause la perte de trois vaisseaux de guerre, de trente-huit navires de commerce et de quatre cents hommes de la flotte franco-anglaise réunie en mer Noire à l'occasion de la guerre de Crimée. Le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, demande à Le Verrier d'étudier si la catastrophe était prévisible. L'enquête montre que la tempête avait balayé l'Europe d'ouest en est dans les jours précédant le 14 novembre.

Le 18 février 1855, Le Verrier propose à Napoléon III la création d'un vaste réseau météorologique pour servir les marins de l'arrivée d'une tempête. Dès le 17 février, le directeur des lignes télégraphiques et Le Verrier sont chargés d'organiser le réseau. Le 19 février, Le Verrier présente à l'Académie des

sciences une carte météorologique de la France montrant la situation du jour même à 10 heures du matin. Très vite est créé un réseau européen, dont les stations échangent leurs informations.

Le Verrier, en mauvais termes avec son personnel et de nombreux scientifiques, développe les études et poursuit l'extension du réseau météorologique (cinquante-neuf stations réparties dans toute l'Europe en 1866). Mais l'ambiance ne cesse de se dégrader à l'Observatoire de Paris. Le Verrier interrompt violemment son ministère devant le Sénat à plusieurs reprises. Le 8 février 1870, c'est la révocation immédiate.

Son successeur, Delaunay, meurt noyé le 4 août 1872. Et Le Verrier est rappelé en 1873 à la direction de l'Observatoire de Paris. Malade, il continue à travailler avec acharnement et meurt le 23 septembre 1877, trente et un ans pour pour jour après la découverte de Neptune.

Y. R.

LE MONDE diplomatique

AOÛT 1989

COUP DE FROID ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET ISRAËL

Les temps sont révolus d'une alliance sans nuages entre les États-Unis et Israël. L'administration républicaine, bien décidée, comme l'URSS, à en finir avec les conflits régionaux, ne craint plus de déplaire aux autorités de Jérusalem, écrit Benny Morris. Et si — comme le montre Serge Halimi — le lobby pro-Israélien demeure très puissant à Washington, les juifs américains ne sont plus aussi soudés que naguère.

FAUT-IL DIRE ADIEU A LA SOUVERAINETÉ CULTURELLE ?

L'impérialisme culturel n'est plus ce qu'il était, explique Herbert I. Schiller. Il a cessé, par exemple, d'être exclusivement américain. Mais les méthodes mises au point naguère aux États-Unis par les géants des communications de masse se sont répandues partout. Désormais, les grandes firmes multimédias appliquent, en Europe et ailleurs, des procédés qui menacent, de l'intérieur, les cultures locales. Tout est soumis aux impératifs médiatiques : urbanisme et loisirs, histoire et politique.

En vente chez votre marchand de journaux

لدي من الكتب

سكنا من الامل

radio-tél

Fous de feu

La vague d'incendies du sud de la France fait resurgir de l'ombre incendiaires et pyromanes. Qui sont-ils ?

Il y a quelques jours, dans un camping proche d'Ajaccio, on arrêtait un homme de trente et un ans, directeur d'une entreprise de Chalon-sur-Saône, qui se promenait nu en public. Interrogé par les gendarmes, il avait répondu qu'il avait tenté par deux fois, les jours précédents, d'allumer des incendies dans la région de Tartavella, à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Ajaccio. Quelques indices laissent penser aux gendarmes qu'il pourrait aussi être impliqué dans d'autres incendies survenus dans les régions de Bastia et de Solenzara.

Ce cas ne manquera sans doute pas de conforter dans leurs convictions tous ceux, spécialistes des maladies mentales ou non, qui avec Bachelard croient en l'existence de liens très étroits entre le feu et la sexualité.

La toute récente vague d'incendies survenue dans le sud de la France aura, d'une manière plus générale, permis une nouvelle fois de mesurer l'importance accordée par l'opinion publique aux incendiaires et aux pyromanes pour expliquer l'origine des désastres. Incendiaires ou pyromanes ? Comme toujours ou presque en psychiatrie, la difficulté commence avec les mots. Pour n'évoquer que l'essentiel, on dira que l'incendiaire est celui qui allume « volontairement » les incendies, alors que les pyromanes sont, eux, les « maniaques » du feu.

« Les pyromanes ne représentent qu'un petit groupe, mais tout à fait original, explique le professeur Etienne-Charles Frogé, spécialiste de médecine légale (faculté de médecine de Tours). Ce sont des sujets qui obéissent à une impulsion obsédante, s'accompagnant d'un plaisir très vif à faire brûler ou à voir brûler. Cette obsession-impulsion n'est pas sans rappeler celle qui est

observée dans le vol pathologique des kleptomanes, eux aussi assez rares. Elle coexiste presque toujours avec d'autres éléments obsessionnels. La tentation a pu s'installer à l'occasion d'un incendie auquel le sujet a assisté. L'obsession, alors, se développe et, après une lutte angoissante, le sujet succombe, dans des circonstances favorables. Son geste accompli, à la lutte angoissante succède une détente nerveuse consécutive à la satisfaction d'une manifestation impulsive, à laquelle s'ajoute la jouissance spéciale produite par la vue des flammes. »

« Parmi les critères exigés pour porter le diagnostic de pyromanie, il y a l'incapacité à résister à l'impulsion d'allumer des feux de manière quasi littéraire, la sensation croissante de tension avant l'acte, la fascination éprouvée au moment de celui-ci avec un plaisir intense de gratification ou de soulagement », précise dans la Gazette médicale le docteur H. P. Denis (hôpital Sainte-Anne, Paris).

Vengeances et jalousies

Mais si la pyromanie est du ressort de la psychiatrie, il en va différemment des incendiaires. Dans ce cas, l'acte correspond à des motifs précis et extrêmement variés. Il peut s'agir d'intérêts financiers (escroquerie à l'assurance, incendie permettant à terme d'urbaniser des terrains au départ non constructibles, l'éco-buage des bergers corses), de maquiller un crime (faire disparaître le corps) ou « d'effacer » un délit (vol).

Il peut aussi s'agir de vengeance, de jalousie de voisinage, de querelles familiales ou de conséquences de l'effet désinhibi-



« Le Feu », d'Arcimboldo.

teur de l'alcool (incendies du samedi soir). La psychologie des incendiaires permet encore de mettre en lumière la volonté chez certains d'être à l'origine d'un drame grandiose, l'auteur — parfois un pompier — devenant au premier rang pour mieux en jouir. La chronique des incendies provoqués comporte quelques cas « aberrants », comme celui de cette jeune femme qui allumait des feux attirant toute la population du village mobilisée pour les combattre, ce qui lui permettait de rencontrer son amant en toute quiétude.

Dans la longue histoire des rapports entre l'homme et le feu, on

le drame de Belfort, où un incendie provoqué volontairement a, le 8 mars, causé la mort de quinze personnes (le Monde daté 12-13 mars). L'auteur, Xavier Curtet, vingt-trois ans, qui est poursuivi pour une quinzaine d'autres incendies, a été inculpé d'incendie volontaire et vient d'être déclaré responsable de ses actes. Les psychiatres qui l'ont examiné indiquent que s'il est « immature, d'une personnalité fragile, seul dans ses délires, instable », il n'est pas non plus « pyromane dans le sens psychiatrique du terme ». Il ne pourra ainsi bénéficier de l'article 64 du code pénal qui prévoit « qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ». Si la contre-expertise demandée par son avocat aboutit aux mêmes conclusions, il devra ainsi répondre de son geste devant la cour d'assises.

Pour le plaisir...

Le problème le plus complexe posé aux psychiatres est celui des incendiaires pervers qui cherchent à nuire « pour le plaisir » et qui trouvent là une possibilité de faire « le mal pour le mal » avec un minimum de moyens et des résultats maximums. La question est alors de savoir si l'incendiaire pervers peut bénéficier des dispositions de l'article 64 ou plus exactement si la stratégie du pervers ne peut lui permettre d'adopter un comportement qui le fera en définitive bénéficier des dispositions de cet article.

La littérature psychiatrique et médico-légale n'est guère prolifique sur les incendiaires et les pyromanes, et les travaux épidémiologiques sont quasi inexistantes.

« L'incendie est un crime, écrit le docteur Pierre Léo, il relève de la juridiction des assises. Cette sévérité témoigne du souci de protéger éventuellement la vie, mais elle renforce aussi les dispositions en matière civile pour la protection des biens immobiliers,

seule forme de richesse à l'époque où furent rédigés les codes.

« Les jurés ruraux sont particulièrement sévères en matière d'incendie. Les magistrats atténuent la rigueur par le biais d'une qualification différente. L'incendie, poursuivi par exemple sous l'inculpation de destruction de biens ou de récoltes appartenant à autrui, devient un délit et relève de la juridiction correctionnelle. » (1)

Les incendies mettent aussi en relief les paradoxes et les ambiguïtés qui surgissent dès lors que l'on s'intéresse au feu, élément mythique étroitement lié, depuis et avec Prométhée, à la vie de l'homme, « expression métaphorique, écrit le professeur Léo, de ses activités et de ses croyances, et de ses contradictions ». Pour le professeur Jean-Marc Alby (hôpital Saint-Antoine, Paris), les pyromanes sont sans doute loin d'être aussi nombreux qu'on le laisse entendre et le comportement des incendiaires ne correspond pas toujours, tant s'en faut, à des motivations d'ordre pathologique. Plusieurs voix se sont élevées ces dernières semaines pour mettre en cause, à propos des incendies du Midi, la responsabilité des bergers, certains projets d'urbanisation ou le mauvais entretien des sous-bois. Dans ce contexte, il est évidemment utile de pouvoir disposer du bon émissaire que constitue le pyromane. Mais, dans le même temps, on observe une tendance très nette à « décriminaliser » et à considérer comme pathologique le geste du bouc émissaire. On abandonne ainsi sans sans risque les définitions restrictives de la psychologie pour s'élargir au flou de la « responsabilité atténuée ». « Presque toujours, l'incendie dans les champs est la maladie du berger, écrit Bachelard. Comme des porteurs de sinistres flammes, les hommes de misère transmettent d'âge en âge la contagion de leurs rêves isolés. »

JEAN-YVES NAU.

(1) Responsabilité entière ? Contenu et limites de la responsabilité des délits, crimes et délits sexuels, de Pierre Léo (Masson).

En direct de Neptune

(Suite de la page 11.)

De la corde raide, on le voit. Et, jusqu'en 25 août, le suspense va être terrible pour les astronomes du monde entier. Mais, même si Voyager-2 n'atteignait pas Neptune, la mission n'en resterait pas moins un succès retentissant. Ce petit engin fragile nous en a appris beaucoup plus sur le système solaire que tous les astronomes réunis depuis Ptolémée. Il a découvert vingt et une lunes inconnues jusqu'alors : trois autour de Jupiter, quatre près de Saturne, dix dans la banlieue d'Uranus, et les quatre nouvelles — qui seront sans doute suivies d'autres — de Neptune.

On sait, grâce à lui, que Jupiter, la plus grosse planète du système solaire (70 850 kilomètres de rayon contre 6 378 pour la Terre) formée il y a quatre milliards et demi d'années, n'est pas encore refroidie, contrairement aux autres.

Une montagne de données

Que Saturne est le siège de phénomènes « volcaniques » étonnants : de l'hydrogène qui percole à travers l'hydrogène gelé du « sol ». Que l'axe magnétique des planètes n'est jamais aligné avec l'axe de rotation (exception faite pour Saturne), mais incliné de quelques degrés à 55 degrés. On a vu des volcans et des glaciers (de méthane) sur Io (satellite de Jupiter) et sur des lunes de Saturne et d'Uranus, des montagnes, des failles et des falaises sur Miranda, qui gravite autour d'Uranus. Tout cela émeut les astronomes de perplexité, les amène à réviser certaines de leurs théories. « La grande leçon de Voyager, c'est la diversité, explique André Brahic. La nature est plus inventive que le plus imaginatif des théoriciens. »

Voyager-1 et 2 ont envoyé au total sur Terre cinq mille milliards de bits d'informations — correspondant au codage binaire des images, — mesures et données diverses recueillies par les deux

sondes sur les quelque quarante corps célestes qu'elles ont rencontrés. L'ensemble, qui remplirait l'équivalent de six mille Encyclopædia Britannica, est en cours de transcription sur des disques optiques numériques, facilement maniables pour les astrophysiciens, qui peuvent ainsi les charger sur leurs ordinateurs. Des dizaines d'années de travail en perspective. Un exemple : l'une des meilleures études sur les anneaux de Saturne, publiée l'an dernier par une équipe américaine, est le résultat de trois ans de recherches menées avec les moyens informatiques les plus performants de la NASA sur quatre images seulement de Jupiter — les meilleures choisies parmi les trente-quatre mille prises par les deux sondes. « Je suis persuadé qu'en 2 050 mes futurs collègues travailleront encore sur cette montagne de données », estime André Brahic.

Après les sondes américaines et soviétiques qui ont exploré les planètes proches (Mercure, Vénus et Mars), cette mission vers les planètes extérieures a complété nos connaissances sur le système solaire. Seul Pluton n'a pas été survolé, et ne le sera sans doute pas avant longtemps. Et pour refaire un tel périple avec des engins plus performants, il faudra probablement attendre le prochain alignement favorable, dans cent soixante-seize ans ! Après le survol de Neptune, Voyager-2 sortira du système solaire. Il n'a aucune chance de rencontrer une hypothétique dixième planète, dont certains soupçonnent l'existence, mais que personne n'a jamais pu localiser, même approximativement, et la sonde tombera à court de carburant vers 2017. Le 25 août marquera donc, sans doute, la fin de la première phase de l'exploration spatiale. Et, plaisante André Brahic : « Les historiens du vingt-troisième siècle qui relateront la colonisation du système solaire écriront : Tout a commencé à la fin du vingtième siècle ! »

JEAN-PAUL DUFOUR.

Point de vue

MÉDECINE KHMÈRE ET FRANCOPHONIE Être présent au Cambodge

par PATRICE DEBRÉ (*)

Il y a quinze ans, la faculté de médecine de Phnom-Penh coopérait étroitement avec de nombreuses facultés de France. De nombreux médecins civils ou militaires exerçaient au Cambodge. L'arrivée des Khmers rouges mit un frein brutal à cette coopération. En mars dernier, une délégation de la faculté de médecine de Paris (Pitié-Salpêtrière) s'est rendue au Cambodge pour élaborer des accords de coopération universitaire. En amont de l'aide médicale, apportée essentiellement par des organisations non gouvernementales internationales, l'aide universitaire doit prendre en compte une réalité : l'enseignement de la médecine dans ce pays du monde représente une continuité, un exemple et un devoir pour la francophonie, faisant de la faculté de médecine de Phnom-Penh un des principaux foyers de la langue française en Asie du Sud-Est.

Le 7 janvier 1979, à la chute des Khmers rouges, l'infrastructure sanitaire était en majeure partie détruite. La faculté de médecine, fermée depuis 1975, n'existait plus. Pour la plupart, les médecins et pharmaciens avaient émigré avant l'arrivée des Khmers rouges, ou, depuis lors, avaient été exécutés ; d'autres étaient décédés d'infections (paludisme, tuberculose), de famine, ou d'épuisement par les travaux forcés. On ne dénombrait plus, pour l'ensemble du pays, que quarante-cinq médecins. Libérés des camps, sept cent vingt-huit des trois mille quatre cents étudiants en médecine inscrits avant 1975 demandaient à reprendre leurs études. Pour leur instruction, il n'y avait plus un seul professeur cambodgien (la plupart agrégés, à titre étranger, des facultés de médecine fran-

çaises.) Surmontant ces difficultés, le 10 janvier 1980, la faculté rouvrait ses portes sous le titre de faculté mixte de médecine, pharmacie et odontostomatologie. Le programme de formation, compte tenu d'une situation sanitaire critique, fut calqué sur l'année 1973, et les étudiants répartis selon leur niveau d'études. A partir de 1981, le comité directeur de la faculté, pour faire face à l'urgence des problèmes de santé, instaura un système de formation de médecins auxiliaires par un cycle court : quatre ans seulement. Parallèlement furent maintenus des cycles d'études de six ans qui permirent de 1980 à 1989 la nomination de 412 docteurs en médecine.

Pendant les trois ans qui suivirent l'ouverture de la faculté, la seule langue d'enseignement médical fut le français. La plupart des étudiants d'alors en avaient une maîtrise suffisante pour suivre les cours et utiliser les documents de la bibliothèque de la faculté, tous en français et pour la plupart intacts. A partir de 1982, les jeunes étudiants inscrits en première année, ayant une moins bonne connaissance de la langue française, le comité directeur tenta une khmérisation du vocabulaire technique médical, mais reconnu vite qu'une langue internationale restait indispensable pour l'utilisation des documents pédagogiques, des termes sémiologiques, pour l'accueil et l'envoi de missions médicales.

Seul le français, langue traditionnelle de l'enseignement, pouvait remplir ce rôle. Son maintien fut aussi une décision politique. Ainsi, ne furent acceptés de

l'étranger que des enseignants vietnamiens ou membres des pays de l'Est francophones. Leur retrait progressif nécessita bientôt d'autres mesures et, fait remarquable, en octobre 1985, la faculté décidait d'engager sur des fonds universitaires deux professeurs chargés d'enseigner la langue française aux étudiants. Ainsi, s'est perpétué l'usage du français à la faculté de médecine de Phnom-Penh, sans l'aide officielle de la France.

Un devoir

Les notes de cours remplies de termes techniques français. En français également sont les affiches qui sur les murs annoncent les programmes de cours et de travaux pratiques à l'image de notre organisation universitaire française. L'hôpital de la Révolution — ancien hôpital Calmette, où travaillaient les médecins militaires de la coopération française jusqu'en 1974 — est aujourd'hui réservé aux membres du parti et employé des médecins bulgares. Mais c'est en français qu'ils communiquent avec les malades et leurs interprètes, ou avec leurs collègues khmers. C'est principalement en français que sont prises les observations médicales par les jeunes externes.

Malgré la guerre et l'absence de représentation officielle française depuis quinze ans au Cambodge, la francophonie est donc présente au cœur de la médecine khmère.

L'aide médicale française est aujourd'hui un devoir envers

cette faculté francophone. Une des premières et grandes difficultés de la médecine khmère vient des carences de son enseignement. Beaucoup de médecins restent peu expérimentés et manquent grandement de formation théorique et pratique. Leur remise à niveau est indispensable. Leur souhait principal est que la France assure le recyclage et la formation post-universitaire des enseignants et que cela soit ratifié par l'attribution d'un diplôme universitaire français. Ce label de niveau scientifique, délivré par une faculté française serait un des critères retenus pour que les enseignants soient confirmés dans leurs fonctions de professeur et de chef de file médical. A cette urgence, s'ajoutent des demandes de formation de jeunes spécialistes dans les hôpitaux français, l'envoi à Phnom-Penh de missions françaises d'enseignement, la direction française de thèses cambodgiennes et l'envoi d'ouvrages pédagogiques.

A côté des offres de coopération, des pays communistes alliés, en particulier du Vietnam et de l'URSS, et malgré l'influence grandissante des pays anglophones en Asie du Sud-Est, au premier rang desquels l'Australie, la faculté de Phnom-Penh émet globalement un espoir et une volonté : le français, qui a toujours été la langue de la technique médicale au Cambodge, doit le rester. Mais l'espoir est aussi qu'en France l'Université et, en particulier, la Faculté de médecine assurent leurs responsabilités. Aujourd'hui où il est encore temps pour une coopération française souhaitée en Asie du Sud-Est, nous nous devons d'être présents au Cambodge.

(*) Professeur d'immunologie, membre de la mission universitaire Pitié-Salpêtrière 1989 à Phnom-Penh.

Économie

SOCIAL

« On n'est pas là pour mettre des bâtons dans les roues »

Une CGT à la mode Hewlett Packard

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Solide comme un roc, l'air déterminé, Michel Roguin, délégué syndical CGT à l'usine de Grenoble de Hewlett Packard - « HP », comme il dit lui-même depuis quinze ans qu'il y travaille - qui produit des ordinateurs personnels et terminaux, n'y va pas par quatre chemins : « C'est vrai, reconnaît-il sans gêne apparente, on a de bonnes conditions de travail. » De fait, le bilan social n'a rien d'un inventaire à la Zola. Mille quatre cents personnes y travaillent, dont plus de six cents ingénieurs et cadres. Deux cents emplois ont été créés en 1988. L'âge moyen est de trente-deux ans et le salaire mensuel moyen approche les 14 000 F. Le nombre de licenciements est proche de zéro. L'absentéisme est très faible (avec un taux global de 2,18 % en 1987). Et le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation continue était, en 1987, de 7,79 % (contre 6,5 % en 1986). Innovation technologique permanente oblige.

Dans cet univers, « particulier », selon la formule de Michel Roguin, la CGT ne correspond pas tout à fait à l'image qu'on s'en fait habituellement. Elle est « HP ». Brun, l'air juvénile et passionné, Christian Barsotti, trente ans, travaille depuis huit ans chez « HP ». Agent de maîtrise, il vient d'épouser une femme ingénieur de « HP ». « Je gagne 9 000 F brut par mois. Avant, j'étais OP 1 dans le bâtiment. C'est du bol ! » Christian Barsotti est aussi délégué du personnel CGT. Mais ne lui parlez pas des orientations de sa confédération ou de sa fédération. Ce n'est pas son problème. Il est chez « HP » où la direction considère (théoriquement) qu'il est flu du personnel apporte « un plus » pour la qualification...

« Faire avancer les choses »

« C'est une CGT qui est comme partout ailleurs », affirme d'abord Christian Barsotti. Mais il ajoute : « On ne va pas, parce qu'on est la CGT, foutre le bordel dans la société. On fait remonter les revendications. Mais on n'est pas là pour que la boîte se casse la figure, pour mettre des bâtons dans les roues. On est là pour faire avancer les choses. » Comme pour justifier ce langage, à première vue conciliant, il précise : « On est dans une entreprise qui s'autofinance. On peut difficilement dire que, dans une société capitaliste, ils s'en sortent mal. On est dans le système. Nous avons une conscience politique et syndicale, mais on ne va pas violer les gens en leur disant « suivez-nous, rien ne va plus. »

Engagé politiquement, Christian Barsotti ne veut pas confondre carte syndicale et carte politique : « Je refuse de distribuer des tracts politiques. Chez « HP », je suis dans le système capitaliste. À l'extérieur, j'aspire à autre chose qu'au système capitaliste. » A Grenoble, dans cette usine « à l'américaine » où tout est usage et usage du prénom sont de rigueur, il n'y a jamais eu de grève. « On a des problèmes individuels et collectifs, assure Christian Barsotti, mais cela ne nécessite pas un arrêt de travail. Ce n'est pas à nous de dire aux gens de se mettre en grève. C'est à eux de décider et on les appuiera. »

« Cela dysfonctionne »

Pourtant, ce n'était pas évident d'implanter la CGT chez « HP » à Grenoble. « On a eu peur au départ, reconnaît Michel Roguin. Et on a toujours peur. Si on sort des revendications collectives, c'est le refus total. Chez HP, c'est la religion de l'individu. » Tant qu'on fait remonter les problèmes individuels, ils ne nous disent rien, ajoute Christian Barsotti. On est là pour récupérer les dérapages. Lors des dernières élections de délégués du personnel, en juin, la CFDT, qui détiendait le secrétariat du comité d'établissement, a pris l'avantage. Mais, surtout, le quorum n'est jamais atteint au premier tour, et la participation électorale est faible. Le nombre de syndiqués CGT ? « Comptez les chaises », répond Christian Barsotti. Dans le local syndical où il tient ce propos, il doit y avoir une petite quinzaine de chaises...

Une CGT pas comme les autres ? Ancien directeur du personnel, Didier Breton, aujourd'hui directeur industriel des ordinateurs personnels et terminaux pour l'Europe, n'en est guère convaincu. En juin, en chemin Lacoste, il affiche son scepticisme avec décontraction : « Je n'ai aucune confiance dans la section syndicale CGT. Ils ont une approche dogmatique sur les questions salariales. Ils nous ont mis des bâtons dans les roues sur le travail du samedi. On ne peut jamais revenir sur un avantage acquis. La CGT ne signe des accords qu'au compte-gouttes, quand il y a un plus et non quand il y a une balance entre le plus et les moins. » Pourtant, la CGT sort plus souvent son stylo qu'il-leurs. Elle a signé l'accord salarial en 1988, mais pas en 1989, et a aussi paraphé un accord sur le droit syndical.

Pour Didier Breton, quand un « directeur du personnel » et des « délégués syndicaux » sont autour de la même table de négociation, « cela dysfonctionne ». « Il faut

retirer les casquettes, souligne-t-il. On a besoin de pouvoir négocier des accords d'entreprise. La législation française a voulu que ce soit avec les sections syndicales. Mais une section syndicale est une émanation de notre environnement social et non une émanation de l'entreprise. »

« Ils sont forts, répond en écho Christian Barsotti. Mais ils ne nous font pas assez confiance. On les prévient que cela risque de casser et qu'on sera avec les salariés. » Pour lui, la direction pratique plus « le monologue » qu'elle ne dialogue, même si elle donne des informations (à l'ensemble du personnel). Mais, de fait, les problèmes ne manquent pas. Il y a d'abord l'épineuse question des salaires. Chez « HP », les rémunérations sont très individualisées (et, de surcroît, plus de 70 % des salariés participent au plan d'achat d'actions sur la base d'un prix préférentiel égal à 70 % ou 75 % du dernier cours...).

Chez « HP », on fonctionne avec ce que Didier Breton nomme des « boîtes de salaires » : il y en a huit pour les non-cadres - qui, selon la CGT, se situent 23 % au-dessus du minimum de la convention collective - et six pour les cadres. L'augmentation salariale de chaque « boîte » est basée sur le marché de l'emploi et non sur l'inflation, à partir d'un panel établi avec IBM et Digital Equipment. En 1988, où le marché était « très tendu », la masse salariale des non-cadres a augmenté de 7 %. Mais ce système, qui bénéficie théoriquement à tous, repose aussi sur une évaluation individuelle des performances à partir des objectifs que chaque superviseur, responsable d'une équipe de quinze personnes, fixe chaque année. « On veille au respect de l'équité », souligne Didier Breton. Mais il peut arriver une année que quelques salariés, dont les performances ont baissé, n'aient aucune augmentation...

« L'individualisation des performances », affirme Christian Barsotti, c'est très bien fait. Mais c'est aussi un formidable système à brayer. Avec la compétition, il y a un emballement des cadres, et ils en ont ras la casquette. Toute personne qui n'est pas au maximum de la performance est laminée. La CGT revendique donc l'arrêt de l'individualisation des salaires, ce qui la place en confrontation avec les orientations confédérales. Mais sans trop d'illusions : « Ils savent qu'on ne pourra pas mobiliser les employés là-dessus. »

L'autre cheval de bataille de la CGT, ce sont les horaires. En principe, chez « HP », on est présent 37 heures 30 par semaine. En 1987, les horaires étaient individualisés pour tous, sauf pour 14 opérateurs informatiques. En mai 1987, la CFDT a signé un accord avec la

direction ramenant 200 ouvriers en production en horaires « semi-fixes » (« fixes », dit la CGT). Cet accord a entraîné la rupture de « l'entente » CGT-CFDT, les deux centrales, faisaient jusqu'alors liste commune aux élections. « Comme les gens sont payés sur ce qu'ils font, explique Michel Roguin, ils bossent 43 heures et plus par semaine. » La nuit, vous trouvez toujours des gens qui bossent, ajoute Christian Barsotti. Le 1^{er} mai, cette année, il y a eu 52 entrées. En salle informatique, des salariés travaillent le samedi et un système « VSD » (vendredi, samedi, dimanche) a été institué sur la base de 27 heures payées 37 h 30. « Les gens aiment leur métier, assure Didier Breton, et ils ont envie de s'investir à fond. Certains viennent travailler le samedi et le dimanche. » Même Christian Barsotti reconnaît qu'il fait « beaucoup plus » que 37 h 30. « Il faut être crédible... »

Problèmes de transfert

Autre problème en suspens : « HP » a ouvert un nouveau site à L'Isle-d'Abeau, à 80 kilomètres de Grenoble, où va être transférée, en 1990, l'activité industrielle des terminaux. Déjà, 130 personnes y travaillent et toutes les dernières créations d'emplois ont été faites sur ce nouveau site. Mais Didier Breton reconnaît qu'il n'est pas facile de faire bouger les salariés, même quand ils sont ingénieurs. « Ils veulent transférer, d'ici à trois mois, 70 ouvriers sur les lignes de production de L'Isle-d'Abeau », affirme Christian Barsotti, qui met en avant les problèmes posés par le reclassement des salariés, dont les problèmes de qualification, et l'acquisition d'un nouveau logement. « Ce nous fait peur, commente-t-il, car cela touche des gens qui ont des difficultés financières. Ils vont être obligés de tordre le bras pour les faire bouger. »

Alors, une CGT classique ou « particulière » ? « On ne signe que quand il y a un plus, fait remarquer Christian Barsotti. Il ne faut jamais faire marche arrière. Ce n'est pas humain. Il ne faut pas que l'avancée technologique bénéficie toujours aux mêmes personnes. » Dans l'immédiat, la CGT va tenter de faire la clarté sur les horaires et d'obtenir des avantages supérieurs à ceux qui sont déjà proposés - démenagement payé et aide à la recherche du logement - pour le transfert à L'Isle-d'Abeau. « La vie est courte. Il faut que les gens arrivent à vivre correctement », explique Christian Barsotti. « HP » et CGT, certes, mais un brin romantique.

MICHEL NOBLECOURT.

Au Conseil économique et social

M. Mattéoli confirme sa candidature

M. Jean Mattéoli a de plus en plus de chances de se succéder à lui-même, le 10 octobre prochain à la présidence du Conseil économique et social (CES) (le Monde du 5 août). M. René Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), a en effet laissé entendre qu'il se présenterait pas. Dans un communiqué, M. Mattéoli a rendu « hommage à l'élégance » de M. Teulade et a confirmé de fait sa candidature. A la mi-juillet, M. Mattéoli n'avait pas été reconduit comme membre du CES au titre du groupe des entreprises publiques.

EN BREF

● Audit : fusion confirmée de Deloitte Haskins et Touche Ross. — Lors de l'annonce de leur fusion définitive dimanche 13 août, les deux firmes d'audit Deloitte Haskins et Touche Ross ont indiqué que le chiffre d'affaires de la nouvelle société dépasserait 4 milliards de dollars. Elle se classerait au quatrième rang d'un domaine où la concentration s'est accélérée en raison de la mondialisation des procédures de gestion et des grandes firmes. En mai dernier, Ernst and Whinney et Arthur Young avaient fusionné leurs opérations, déclenchant le mouvement. Depuis, des négociations ont également été ouvertes entre Arthur Andersen et Price Waterhouse pour un rapprochement qui permettrait la création d'un monde avec

AFFAIRES

L'avenir du chantier naval de La Ciotat

Le ministre de l'aménagement du territoire repousse l'offre du groupe Lexmar

En faisant opposition, le vendredi 11 août, devant le tribunal de commerce de Paris, de l'ordonnance attribuant l'ensemble des actifs des chantiers navals de la Normandie à la Banque Worms, le groupe américain Lexmar menaçait-il le plan de reconversion du site de La Ciotat, dans les Bouches-du-Rhône (le Monde du 13-14 août) ? Oui, répond M. Jacques Chérèque, le ministre de l'aménagement du territoire en charge du dossier.

Dans un communiqué publié lundi, il note que « le contenu du plan de reprise de Lexmar reste toujours largement indéterminé et

concrètement inconnu ». Bien que la CGT soutienne l'initiative américaine, le ministre note que « cette intervention fait évidemment peser une hypothèque sur le bon déroulement du processus de redéveloppement collectif accepté le 2 juin. Outre les illusions que peut créer une hypothèque relance de la construction navale de La Ciotat — pour laquelle, dans le contexte actuel, l'Etat ne s'engagera pas — l'avenir de La Ciotat redevenait incertain, si la proposition américaine faisait éclater la fédération des acteurs pour un projet global, cohérent et solidaire ».

Contre-OPA sur le groupe minier canadien Falconbridge

Les groupes canadiens Noranda et suédois Trelleborg ont annoncé lundi 14 août s'être associés pour lancer une contre-OPA sur la firme canadienne Falconbridge, second producteur mondial de nickel. Ils offrent 37 dollars canadiens par action (200 F), soit 2,2 milliards de dollars canadiens au total. L'américain Amx, premier groupe métallurgique aux Etats-Unis, avait déposé le 1^{er} août une OPA à 36,13 dollars l'action (le Monde du 4 août). Noranda, présent dans l'énergie, les pâtes à papier, les

mines et Trelleborg, contrôle 31,2 % du capital de Falconbridge. Cette société, craignant justement une attaque de Noranda et un démantèlement (Noranda serait intéressé par les mines de cuivre, de zinc et d'argent de Kidd Creek possédées par Falconbridge dans le nord de l'Ontario), avait accueilli favorablement l'offre d'Amx, concentré sur le polyéthylène, l'énergie, l'or et l'aluminium. Trelleborg est un conglomérat suédois engagé dans les mines mais aussi dans la chimie et le caoutchouc.

TRANSPORTS

Voyagez en bon français

Ne dites pas « ferry boat », mais « navire transbordeur » ni « shuttle », mais « navette ». En bon français. Pour que nul n'ignore et n'utilise plus de vilains mots, les passagers des hélicoptères, ou l'aubette », jolis appellations pour un « aérié aménagé aux points de départ ou d'arrêt d'un moyen de transport en commun. »

Surtout, abandonnez le mot bête « autobus », que les anglophones utilisent sous la forme « overbooking ». Pour désigner la manie des compagnies aériennes de vendre plus de places que n'en contiennent leurs avions, on est prié d'écrire aux services de réservations que l'on est resté en route pour cause de « surréservation ».

Ne dites pas « ferry boat », mais « navire transbordeur » ni « shuttle », mais « navette ». En bon français. Pour que nul n'ignore et n'utilise plus de vilains mots, les passagers des hélicoptères, ou l'aubette », jolis appellations pour un « aérié aménagé aux points de départ ou d'arrêt d'un moyen de transport en commun. »

Surtout, abandonnez le mot bête « autobus », que les anglophones utilisent sous la forme « overbooking ». Pour désigner la manie des compagnies aériennes de vendre plus de places que n'en contiennent leurs avions, on est prié d'écrire aux services de réservations que l'on est resté en route pour cause de « surréservation ».

REPÈRES

Espagne

Vive hausse des prix

L'indice des prix à la consommation en Espagne a augmenté de 1,6 % en juillet dernier, portant l'inflation à 4,5 % sur les sept premiers mois de l'année et à 7,4 % en glissement annuel. Ce chiffre — particulièrement mauvais — dépasse les prévisions les plus pessimistes, notamment celles formulées par la Banque d'Espagne dans un rapport publié récemment. Tablant sur une inflation légèrement supérieure à 6 % cette année, l'institut d'émission encourageait le gouvernement à mettre en place une politique budgétaire plus austère. Le mauvais résultat de juillet est en grande partie imputable au dérapage des prix alimentaires (en hausse de 3,3 % sur un mois). L'augmentation du prix des carburants décidée en juin n'est en effet responsable qu'à hauteur de 0,2 % de la

hausse de l'indice des prix à la consommation.

Etats-Unis

Augmentation des stocks des entreprises en juin

Les stocks des entreprises américaines, qui s'étaient accrus de 0,9 % en mai et de 0,8 % en avril, ont progressé de 0,4 % en juin. En revanche, les ventes des entreprises avaient progressé de 0,1 % en mai et de 2 % en avril, ont reculé de 0,3 % en juin. Les stocks des entreprises manufacturières (47 % du total) ont progressé de 0,3 % en juin, ceux des détaillants de 0,6 % et ceux des grossistes de 0,1 %. Au total, les stocks des entreprises américaines se situent en juin à 8,2 % au-dessus de leur niveau de juin 1988.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Régistrement au code de la presse
et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Le Monde

TELEMAQUE
Composé 36-15 - TAPAZ LEMONDE
ou 36-15 - TAPAZ LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYE : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

921 MONDO

Le Monde

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimé de « Monde »
7, rue de la Harpe
PARIS-13

Économie

ÉTRANGER

En raison de son différend avec l'Inde

Le Népal menacé d'asphyxie économique

La nouvelle année fiscale, qui a débuté à la fin juillet, a plutôt mal commencé pour le Népal : renforcement du contrôle des prix, hausses des produits pétroliers allant jusqu'à 50 %, rationnement des fournitures en énergie, augmentation brutale du chômage, en raison de la fermeture de dizaines de fabriques et de la suspension de nombreux projets de développement : le royaume himalayen n'en finit pas de subir les contrecoups du différend commercial qui l'oppose à l'Inde voisine depuis plusieurs mois, et qui a pris l'allure d'un blocus de fait depuis le 31 mars.

A plusieurs reprises déjà, New-Delhi avait marqué son irritation en montrant en épiques ce qu'il considérait comme des coupes de canif au traité d'amitié liant les deux pays depuis trente-neuf ans. Quand Katmandou a acheté à la Chine des armes l'an dernier, ce fut la goutte qui a fait déborder le vase. Lors du renouvellement des accords de commerce et de transit entre les deux pays, signés en 1978, l'Inde a manifesté sa mauvaise humeur. Il n'y a pas eu de négociations et les accords sont devenus officiellement caducs. New-Delhi a aussitôt décidé de fermer dix-neuf de ses vingt et un points de passage frontaliers avec son voisin septentrional, mettant du même coup abruptement fin à la clause de la nation la plus favorisée dont jouissait le royaume népalais dans ses relations économiques, financières et commerciales avec l'Inde.

D'abord, ce fut la ruée sur le carburant et le sel, puis il a fallu apprendre à gérer les pénuries. Certes, les dix-huit millions de Népalais sont loin d'être tous touchés au même titre par les restrictions. Le blocus affecte d'abord les secteurs les plus développés ou en cours de développement d'une économie qui dépend, pour quelque 56 %, de l'agriculture. Mais le coup d'arrêt aux projets engagés a été rude, et le ralentissement des travaux d'infrastructures entrepris dans l'ensemble du pays pour le moderniser fait peser de sérieuses menaces sur l'emploi de milliers de personnes. Selon les estimations officielles, alors que le PIB aurait dû augmenter de 5,3 % au cours de l'année fiscale achevée au 15 juillet, la croissance aurait péniblement atteint 1,6 %. Pour l'année fiscale qui vient de débuter, le déficit est estimé à 47 % du projet de budget présenté au Parlement, et le taux d'inflation devrait doubler, à 12 %.

Diversification des fournisseurs

En attendant, Katmandou a décidé de mettre un terme à la libre convertibilité entre les roupies népalaises et les roupies indiennes. Les premiers à faire les frais du contrôle

des changes seront, vraisemblablement, les touristes indiens, riches consommateurs et hommes d'affaires de Calcutta ou même de Delhi qui avaient coutume de s'offrir des fins de semaine au casino de Katmandou, alors que les jeux d'argent sont officiellement interdits en Inde.

A terme, ce sont les travailleurs immigrés qui vont en pâtir. Il y a quelque trois millions et demi de Népalais employés en Inde et environ cent cinquante mille Indiens qui travaillent au Népal. C'est aussi parce que Katmandou avait tenté d'imposer un permis de travail à ces derniers que New-Delhi a pris la mouche, en ajoutant perfidement que nombre de citoyens népalais aident des industriels de biens en Inde, ce qui est interdit par la loi du royaume himalayen. L'Inde n'avait pas non plus apprécié les velléités de Katmandou de remplacer progressivement, à partir de 1990, les enseignants indiens au Népal par des nouveaux promus locaux.

Cette brusque tension a encouragé le Népal dans sa volonté de diversifier ses marchés et ses fournisseurs. Des mesures d'allègement des droits de douane, allant de 10 à 60 % pour les importations en provenance de la CEE, du Canada, des États-Unis, de la Chine et des pays d'Asie du Sud-Est, ont été annoncées. On s'attend à ce que ces mesures, notamment le lait en poudre, les aliments pour bébés, le café, les

camions et les produits chimiques. En revanche, les droits de douane ont été sensiblement relevés pour les produits indiens.

La grogne du voisin

La situation géographique du Népal demeure néanmoins un handicap de taille : Singapour et le Bangladesh ont pris en charge une partie des livraisons pétrolières, navigant assurées par l'Inde, mais celles-ci devront traverser le territoire indien. L'Union soviétique avait, elle aussi, offert son concours, mais le problème de transport demeure entier. Enfin, la route Katmandou-Lhasse et le pipeline chinois installé le long de la frontière sont trop peu sûrs, en raison des aléas géographiques et climatiques, pour constituer une véritable solution de rechange. Et l'aspect politique de cette collaboration économique est précisément ce qui inquiète le plus l'Inde.

Dans ce bras de fer, le Népal ne fait pas le poids face aux huit cents millions d'Indiens qui donnent l'impression de vouloir jouer les gardarmes du sous-continent.

Le Népal cherche à attirer l'attention d'autres pays, allant jusqu'à envisager de porter le différend aux Nations unies, mais il paraît bien isolé.

CLAUDE LEVENSON.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 14 août ↓

Baisse dans le calme

La Bourse de New-York a clôturé en baisse le lundi 14 août, dans un marché calme. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu 6,07 points, à 2571,92. Le volume des échanges a été limité à 142,01 millions de titres, contre 197,55 millions le vendredi 11 août. Le marché a d'ailleurs évolué autour des cours de clôture de vendredi, et la faiblesse du marché obligataire a pesé sur la tendance. Parmi les valeurs les plus actives, on retrouvait Hewlett-Packard (en baisse de 2 1/4 à 52 3/4), et Parson Corporation (+1 1/4 à 59 7/8). Plusieurs blue chips ont enregistré des gains importants, dont IBM (+1 1/2 à 116 1/8), Eastman Kodak (+3/8 à 50 3/8) et Exxon (+1/2 à 44 1/4). La compagnie aérienne UAL, victime la semaine dernière d'une OPA de la part de l'investisseur Marvin Davis, a encore gagné 2 1/8 à 258 3/8.

VALEURS	Cours du 11 août	Cours du 14 août
Alcoa	71 5/8	71 1/4
A.T.T.	39 1/4	38 1/2
Bearing	38 1/4	38 1/2
Cable News	36 1/2	36 1/2
Du Pont de Nemours	116	117 3/8
Eastman Kodak	50 3/8	50 3/8
Exxon	44 1/4	44 1/4
Ford	50	50 1/8
General Electric	41 3/8	41 3/8
General Motors	44 3/8	44 3/8
IBM	116 1/8	116 1/8
ITT	61 1/2	61 1/2
Johnson & Johnson	61 1/2	61 1/2
Kimberly-Clark	42 3/4	42 3/4
Pfizer	42 3/4	42 3/4
Schering	42 3/4	42 3/4
Texas Instruments	62 3/4	62 3/4
U.S. Steel	25 1/2	25 1/2
Westinghouse	67 7/8	67 7/8
Weyerhaeuser	57	57 1/2

LONDRES, 14 août ↓

Net repli

A l'annonce d'une forte baisse des ventes au détail en juillet, la Bourse de Londres a subi le lundi 14 août sa plus forte baisse depuis le 30 juin dernier.

L'indice Footsie des cent valeurs a diminué de 28,3 points, pour clôturer à 2325,9. Plus qu'un fort courant de ventes, c'est un retournement d'opinion qui a provoqué la baisse de l'indice : de nombreux analystes estiment qu'après les très bonnes performances de la Bourse de Londres depuis juillet une correction s'impose.

Parmi les valeurs en forte baisse, BAT a perdu 29 pence, à 807 pence. Parmi les quelques valeurs en hausse, on retrouve BTR, victime d'une offre d'achat de la part de la firme d'investissement américaine Kohlberg Kravis Roberts (KKR) (+11 pence à 454 pence).

Hanson - la valeur la plus activement échangée - a gagné 1/2 pence à 241 pence, en raison de l'annonce de la cession des activités sud-africaines de Consolidated Gold Fields, et de résultats en hausse au cours des neuf premiers mois de son exercice fiscal.

TOKYO, 15 août ↑

Légère hausse

Dans un marché qualifié de léthargique, la Bourse de Tokyo a clôturé en légère hausse le mardi 15 août. L'indice Nikkei a terminé la séance en hausse de 139,07 points, à 34 810,69 points. Les titres des secteurs de la pharmacie, de la finance, de l'alimentation, et des compagnies aériennes se sont dans leur ensemble inscrits en baisse, alors que ceux des secteurs de l'électricité et de l'électronique ont généralement clôturé en hausse.

VALEURS	Cours du 14 août	Cours du 15 août
Alstom	747	750
Bridgstone	1770	1750
Cannon	1880	1880
Fuji Bank	2880	2880
Honda Motor	2580	2580
Marubeni Electric	2510	2540
Marubeni Heavy	1200	1220
Sany Corp.	880	880
Toyota Motor	2830	2880

Taux d'intérêt et politique monétaire aux États-Unis

La Maison Blanche tempère les propos du directeur du budget

Le président américain George Bush a tenu à apporter son soutien à l'action menée par la Réserve Fédérale, après que son directeur du budget, M. Richard Darman, en avait, le dimanche 13 juillet, critiqué la politique trop restrictive. « Notre politique vise à la poursuite de la croissance accompagnée d'une inflation faible. Nous pensons que l'économie suit généralement cette voie et la Réserve Fédérale fait un bon travail », a-t-il fait savoir le mardi 15 août par l'intermédiaire de son porte-parole, M. Martin Fitzwater.

« Nous partageons ses vues comme il partage les nôtres, précisait cependant le communiqué, à

propos de M. Darman. Alors que la Réserve Fédérale a abaissé à plusieurs reprises les taux d'intérêt à court terme au cours des dernières semaines, M. Darman a affirmé que si les États-Unis subissent une récession économique, la faute sera imputable à la Fed, responsable d'une politique monétaire trop stricte.

Il n'est pas rare que l'Institut d'émission américain et l'administration, dont les rapports sont complexes, fassent état de divergences d'opinion. L'orientation à donner aux taux d'intérêt est un sujet particulièrement délicat à l'heure actuelle, en raison de l'incertitude de la conjoncture économique aux États-Unis.

M. Bush a nommé un nouveau président de la Commission des opérations boursières

Le président George Bush a choisi le 14 août M. Richard Breeden, un de ses conseillers, comme nouveau président de la Commission des opérations boursières américaines (Securities and Exchange Commission - SEC). Cette nomination doit être approuvée par le Sénat, sans difficulté, selon les observateurs.

Agé de trente-neuf ans, M. Breeden est un avocat spécialisé dans les problèmes bancaires. De 1982 à 1985 il a été conseiller de M. Bush, vice-président des États-Unis. Il a suivi M. Bush à la Maison Blanche, où il a été chargé successivement des problèmes de la marée noire en Alaska et surtout du gigantesque sauvetage des caisses d'épargne américaines, le plan sectoriel le plus important jamais arrêté par Washington. Ce dossier, après de longues négociations avec le Congrès, a reçu la signature finale de M. Bush la semaine passée et il est maintenant sur les rails. M. Breeden succédera - avant le 30 septembre - à M. David Ruder, qui avait été nommé en août 1987 par M. Reagan, et qui avait fait connaître son désir de reprendre sa carrière universitaire. Le conseil de la direction de la SEC comprend cinq membres. Elle est chargée de veiller au bon fonctionnement de la Bourse des valeurs, actions et obligations.

CHANGES

Dollar : 6,55 F ↑

Le dollar restait très ferme le mardi 15 août au matin où il s'échangeait, malgré la fermeture du marché parisien, à 6,55 F environ contre 6,5190 F vendredi à la cotation officielle. Lundi, la Bundesbank est intervenue et a vendu du dollar au fixing de Francfort pour contenir sa hausse. Celle-ci est liée à la conviction des opérateurs que l'économie américaine est encore dynamique, et que les taux d'intérêt ne devraient pas baisser dans un avenir proche.

FRANCFORT	14 août	15 août
Dollar (en DM)	1,9378	1,9408
TOKYO	148	150
Dollar (en yen)	141,95	142,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cotes privées)

Paris (14 août) : 91/64 91/64
New-York (14 août) : 91/65

POINT DE VUE

Maccarthysme de gauche

par Maurice Séveno
Journaliste,
président de l'association
La télé est à nous

Le génial Albert Einstein revient sur terre ; mais il est les des pures spéculations intellectuelles et des nombres sans fin. Tiens ! La présidence confondue, Antenne 2-FR 3 est à prendre. Il pense qu'il a aussi un bon sens de la communication. Amusé, il pose sa candidature. Il n'imagine pas que la vague réputation d'homme de gauche, ou plutôt de progrès, qui l'accompagne sera un handicap. Et pourtant il est réel. Que s'est-il passé ? Il a été la victime du système le plus pervers, le plus absurde que l'on puisse imaginer. Mis en place par le gouvernement de la République en 1982, modifié 1988, modifié 1989.

Au départ, comme souvent dans ces sortes de choses, l'idée générale, voire progressiste, est bien là. Il s'agit de créer de toutes pièces un organe de régulation de l'audiovisuel, secteur on ne peut plus sensible et qui touche, en effet, aux libertés publiques - et à la première d'entre elles surtout : la liberté d'expression, le pluralisme.

Il convient donc d'établir un barage - une ligne Maginot ? - éditorial définitivement l'audiovisuel public du pouvoir politique en empêchant le fameux cordon ombilical dont on a tant parlé dans un désir quel que peu normatif.

Comment constituer à partir de rien cette institution qui devra rapidement acquiescer ses lettres de noblesse, d'indépendance et de respectabilité ? On pense, en hauts lieux, tenir un bon modèle avec le Conseil constitutionnel. Celui-ci est

composé de neuf membres désignés de manière tripartite par les présidents de la République, de l'Assemblée nationale et du Sénat. C'est-à-dire selon un processus purement politique. Et, après tout, pour dire le droit en dernier ressort, pourquoi pas ?

Il aura du mal, le Conseil constitutionnel, à imposer une image d'impartialité. Enfin, cachin-cachin, il y parvient tout en suscitant de grandes réserves sur les pouvoirs léonins accordés à ce gouvernement des juges surpassant ceux de la représentation nationale. Mais enfin il ne nomme personne, ne distribue aucune autorisation à tel groupe financier plutôt qu'à tel autre pour émettre vingt-quatre heures des émissions destinées à tous les citoyens.

On s'aperçoit déjà le dérapage. En calculant la désignation des sages de l'audiovisuel sur ceux du Conseil constitutionnel, on voit l'organe de régulation - Haute Autorité, CNCL ou CSA - à la suspicion permanente d'être inféodé au pouvoir politique en place. C'est là qu'intervient dans toute sa splendeur l'effet pervers dont notre Einstein est victime : comment échapper à cette pression lancinante de l'opinion relayée par les médias et la classe politique ?

C'est tout simple : lorsqu'il s'agit de nommer les responsables d'organes publics de radio ou de télévision, on désigne systématiquement des personnalités de bord opposé au pouvoir en place pour échapper à l'accusation tant redoutée. Dès lors, on ne choisit pas le meilleur en toute indépendance mais celui qui constituera une simple caution.

Ce schéma n'a pas été vérifié entre 1986 et 1988. Le gouvernement de cohabitation, qui possédait dans ce domaine une sérieuse culture d'appropriation des médias, a nommé ses propres petits soldats avec le succès que l'on connaît. Mais aujourd'hui, le président de CSA annonçant le vainqueur du combat bialisé pour la présidence commune A 2 FR 3, ne décline pas les qualités variées et nombreuses du lauréat mais se contente d'annoncer avec une certaine ingénuité : « Le CSA vient de montrer son indépendance. »

Ainsi sont écartés depuis plusieurs années des professionnels reconnus à tous les échelons de l'institution audiovisuelle, au prétexte que leurs opinions, toujours de gauche et seulement de gauche, les empêchent de briser les postes auxquels ils pourrissent légitimement prétendre.

A cet égard, il n'est pas outré d'évoquer un maccarthysme de gauche qui naturellement n'ose pas dire son nom. Lors de l'élaboration de la nouvelle loi de 1988, de nombreuses voix se sont fait entendre pour proposer d'autres modes de désignation des sages de l'audiovisuel. Il est possible que le moins mauvais des systèmes - il a déjà fait ses preuves - soit le suffrage universel, respecté lui par l'immense majorité, des citoyens.

Tant que cette réforme du mode de désignation ne sera pas entreprise, aucun organe de régulation, pas plus le CSA qu'un autre, ne sera assuré de sa pérennité. Et le service public connaîtra de nouveaux soubresauts d'agonie. Malgré ça l'élite procède de débauchage par nomination usurpée, aussi scandaleux et dérisoire que la soumission au pouvoir.

Pour contrer le gouvernement néerlandais

TV 10 s'installe au Luxembourg

La bataille que se livrent, depuis le début de cette année, le gouvernement des Pays-Bas et les deux futures télévisions privées néerlandaises, Radio-Télévision-Véronique (RTV) et TV 10 (*Le Monde* du 30 juillet), a connu, le jeudi 10 août, une nouvelle péripétie.

La chaîne TV 10, dont les studios étaient implantés jusqu'à présent à Aalsmeer, à l'entrée d'Amsterdam, a en effet décidé de s'installer au Luxembourg - comme l'avait déjà fait son concurrent RTV - afin de contourner la législation des Pays-Bas interdisant la création de chaînes commerciales. TV 10 et Radio-Télévision-Véronique, qui prévoient un financement entièrement publicitaire, espèrent commencer à émettre, via le satellite, dès l'automne prochain. Le contrat-type de distribution qu'elles viennent d'ailleurs de signer avec le réseau des exploitants du câble néerlandais leur permettrait d'atteindre les 4,5 millions de foyers néerlandais desservis par le câble.

La chaîne du producteur Joop Van Den Ende, TV 10, qui déclare avoir déjà conclu, pour les mois de novembre et décembre, des contrats publicitaires d'un montant total de 40 millions de florins (120 millions de francs), serait donc prête pour proposer au public ses programmes de divertissement. Mais le gouvernement des Pays-Bas ne l'entend pas ainsi. Ce dernier estime en effet que TV 10 et RTV doivent se plier à la loi nationale néerlandaise sur les médias au marché néerlandais.

Les autorités des Pays-Bas en appellent aussi à la Commission européenne. Elles l'invitent en effet à clarifier dans la directive « Télévision sans frontière », qui doit fixer les principes de la libéralisation de la circulation des programmes dans la CEE, la notion de « télévision étrangère ».

● Prochain lancement de Québec-Match. - Responsable du projet aux éditions Télémedia, M. Jean-Denis Lamoureux a annoncé à Montréal le lancement pour l'automne prochain d'un numéro spécial de Québec-Match, un magazine qui, tiré à soixante-cinq mille exemplaires, et selon une formule trimespicienne, pourrait ultérieurement devenir hebdomadaire. Québec-Match sera édité par Télémedia-Filipacchi, une filiale commune des deux éditeurs, déjà associés dans Elle-Québec.

● La Paris-Match français restera disponible au Québec. Une version québécoise, avec un supplément et une couverture spécifique, avait déjà permis d'enregistrer une augmentation des ventes lors d'une diffusion expérimentale de cinq mois.

Carnet

Décès
- Frédéric, Daniel, Patricia, Caroline, Priscille, ses enfants, Akam, Djibril, Julien, Fabrice, Ginia, Rafael, ses petits-enfants, Et toute sa famille, Vitorio d'Angelo, son compagnon, ont le douleur de faire part du décès de
Mary DROULERS,
née Bredas,
survécant à Potenza (Italie), le 13 août 1989.
L'inhumation se fera à La Gerde-Freinet (Var), le jeudi 17 août, à 11 h 30.
Ginosa (TA), Italie.
Carnet postale.
Tél. : (39) 99-82-14-36.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-86-03.
•
Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
à 10 heures précédant avant 8 h 30 au siège du journal.
7, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 08.
Tél. MONPAR 650 572 F.
Télécopier : 45-23-06-81.
Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques : 83 F
Abonnés et actionnaires : 73 F
Communications diverses : 86 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

لکڑی کے لکڑی

ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	CULTURE	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Liban : la bataille s'étend à tous les fronts du « pays chrétien ».	6 Point de vue : « Auschwitz aujourd'hui », par François Léotard.	8 Arts : « Bons baisers d'artistes » au Centre Georges-Pompidou.	15 Point de vue : « Maccarthysme de gauche », par Maurice Séveno.	14 Une CGT à la mode Hewlett-Packard.	Abonnements 14 Carnet 13 Météorologie 13 Mots croisés 13 Radio-Télévision 13 Spectacles 10	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tazes LM
4 Afrique du Sud : M. De Klerk devient le chef de l'Etat en exercice.	7 La bretelle autoroutière du roi Fahd.	9 Jazz : festival à Assier.		— L'avenir du chantier naval de La Ciotat.		
5 Pologne : le général Kiszczak renonce à former le gouvernement.	— Les gendarmes en colère.			— Le Népél menacé d'asphyxie économique.		
	— Sports : championnats de France d'athlétisme.			— Marchés financiers.		

IRLANDE DU NORD : le vingtième anniversaire de l'intervention britannique

Le spectacle ordinaire d'une guérilla menée par des enfants

Environ deux mille sympathisants de l'armée républicaine irlandaise (IRA) ont défilé, lundi soir 14 août, dans les rues de Londonderry à l'occasion du vingtième anniversaire du déploiement des troupes britanniques en Ulster. Un très important dispositif policier était en place, mais aucun incident n'a donné lieu à aucun incident. Peu avant l'aube, mardi matin, en revanche, les forces de l'ordre ont utilisé des balles en plastique pour disperser des jeunes gens qui lançaient des bombes incendiaires contre des véhicules de la police. Deux manifestants ont été blessés.

BELFAST
de notre envoyé spécial

Les policiers sont furieux. Sur les hauteurs de Belfast, deux autobus flambant au milieu d'une rue et des gosses confectionnant méthodiquement des cocktails Molotov en siphonnant le réservoir d'une voiture. Les télévisions tiennent la scène, un « classique » du genre. Des scènes de quatorze ans lancent leurs cocktails, les fonctionnaires de la police locale ajustent leur fusil à canon court et tirent des balles en plastique. Le grade râlait. Il est parvenu que l'incident serait terminé depuis longtemps s'il y avait moins de journalistes. Il avait simplement qu'à Belfast les bus brûlent à longueur d'année.

Depuis 1989, l'Irlande du Nord vit dans un climat étrange de ni guerre ni paix. Les quartiers catholiques et londoniens sont en ébullition permanente. Une rébellion entreprenue, affichée. Les voitures évitent soigneusement les pneus et les cartons en train de se consumer sur la chaussée, et des colonnes de

fumée signalent régulièrement à toute la ville qu'il se passe quelque chose « à l'heure ».

C'est le spectacle ordinaire d'une guérilla menée par les enfants, une sorte de jeu triste et amusé, d'entraînement au combat, au refus et à la haine. Des pierres et des cocktails Molotov : voilà leurs armes. Cela dure depuis bientôt vingt ans comme une intimité livrée à deux pas de chez nous, sur une vieille terre d'Europe.

Il arrive que les balles en plastique tuent. La semaine dernière, Seamus Duffy, quinze ans, est mort après avoir été touché à la tête. C'était la nuit, il marchait avec un camarade dans le ghetto de New-Lodge. Ses proches affirment qu'il se dirigeait vers un brasier allumé par d'autres. La police a tiré et tué le huitième adolescent depuis la quinzaine d'années qu'elle utilise ce type de munitions.

Sophistication

La véritable préoccupation des pouvoirs publics est plus immédiate : il s'agit pour eux de lutter contre l'IRA provisoire qui prépare des attentats souvent très meurtriers et abandonne volontiers les rues aux adolescents. Le nombre de militaires présents en Irlande du Nord tourne autour de 10 000. Encore faut-il ajouter les 13 000 policiers du Royal Ulster Constabulary et les 6 000 mem-

bres de l'Ulster Defence Regiment. Mais ces chiffres ne signifient pas grand chose si l'on ignore le degré de sophistication auquel est parvenue l'armée.

« On trouve toujours de l'argent lorsqu'il s'agit d'équiper les troupes en Ulster », explique un officier. A l'entraînement intensif s'ajoutent des moyens vidéo et informatiques considérables et des armes ultra-modernes comme les fusils anti-émeute dotés de sys-



The Independent du 15 août

tème infrarouge SA 80. Rien n'est épargné pour que l'Irlande du Nord serve au moins de terrain d'exercice à une armée privée de guerres lointaines. Évoquant le conflit des Malouines, le Times a pu écrire tout récemment que « les batailles de Port-Stanley et Goose-Green ont été gagnées en partie à Belfast et à Londonderry ».

La puissance et l'efficacité des forces de l'armée ajoutées à celles des services de renseignement ont

finalment permis de réduire le nombre des victimes des affrontements entre protestants et catholiques et entre l'IRA et l'armée. Désormais attentats, règlements de comptes et « bavures » tuent en moyenne moins d'une centaine de personnes par an. Et ce chiffre, si on le compare aux statistiques de la collectivité, semble « supportable » à la collectivité. A défaut de solution politique, les pouvoirs publics ont choisi de contenir dans les limites les plus étroites possibles le terrorisme.

Il en coûte à la Grande-Bretagne environ 10 millions de francs par jour pour la seule sécurité. Mais, parallèlement, d'énormes crédits ont été débloqués pour favoriser la construction de logements sociaux. Pour qui n'est pas revenu à Belfast depuis plusieurs années, cette politique est relativement spectaculaire. Des lotissements de maisons neuves remplacent progressivement des quartiers aux habitations ébranlées ou aux murs noirs par les incendies.

Peut-être n'est-ce qu'une « façade », comme l'affirment certains catholiques, mais force est d'admettre que cet effort social, conjugué aux nouvelles techniques de contrôles policiers, rendent la vie moins difficile. Il y a encore quelques années, il était impossible de pénétrer dans le centre-ville sans être fouillé à plusieurs reprises. Belfast ressemble à une cage.

La décor est resté mais les lourdes grilles de fer du centre des affaires et du centre commercial sont à présent largement ouvertes durant la journée. Il est même possible, depuis peu, de rallier Londonderry à partir de Belfast sans être arrêté par un barrage de police et sans que l'on inspecte votre voiture. En cas de doute, les forces de l'ordre peuvent filmer à votre insu l'immatriculation de votre véhicule et se renseigner sans vous déranger.

LAURENT GRELSAMER.

Un rapport de la Commission internationale de juristes

Des juges et des avocats persécutés

GENÈVE
de notre correspondant

Au cours des dix-huit derniers mois, cent quarante-quatre juges et avocats ont été victimes de persécutions dans trente et un pays, selon un rapport du Centre pour l'indépendance des magistrats et des avocats, mis sur pied par la Commission internationale de juristes (CIJ). Sur ce total, trente-quatre ont été tués, trente-sept sont détenus, trente-huit ont fait l'objet d'agressions ou de menaces graves, et quinze ont été sanctionnés dans leur vie professionnelle. Vingt-deux cas, enfin, concernent des juristes subissant encore l'effet de sanctions pénales ou administratives antérieures.

Le rapport donne le nom de chacune des victimes et les assurent d'avocats, souvent dévoués. A l'exception de l'Afrique du Sud (cinq cas d'agressions diverses), de l'Irlande du Nord (un meurtre), des territoires occupés par Israël (huit détentions), de la Pologne (trois interdictions d'exercer) et de la Yougoslavie (une révocation), tous les cas de persécution se sont produits dans des pays du tiers-monde. Ceux où ont été relevés le plus grand nombre de cas de persécution sont les Philippines (vingt-huit, dont six meurtres), la Colombie (vingt-deux, dont vingt meurtres) et le Pérou (quinze, dont deux meurtres).

Aux Philippines s'était cependant tenu, en juillet 1988, un forum international de juristes, qui avait recommandé au gouvernement de M^{re} Cory Aquino de prendre des

mesures concrètes. Le Centre estime que les autorités philippines « n'ont pas réagi comme il aurait fallu » à ces recommandations, ni marqué suffisamment de vigueur dans leurs enquêtes sur « le rôle éventuel des forces militaires » dans les exactions perpétrées.

Le rapport souligne qu'en Colombie « presque tous » les assassins d'avocats et de juges font partie d'escadrons de la mort paramilitaires, mais, ajoute-t-il, « il est clair que l'Etat n'a pas fait de réels efforts » pour contrecarrer leur action.

Au Pérou, c'est le commando Rodrigo Franco qui, sous prétexte de lutter contre le Sendero lumineux, serait responsable de toutes les agressions, parfois mortelles. Des avocats s'efforcent de faire respecter les droits de la personne seraient entrés dans une « semi-clandestinité », de peur d'être assassinés comme l'ont déjà été six de leurs confrères. Le rapport souligne que le Commando « a été jusqu'à présent en mesure d'agir impunément ».

Le rapport insiste encore sur la « protection insuffisante de la part du gouvernement » au Brésil, où les défenseurs de paysans chassés de leurs terres ou durement exploités sont visés par des hommes de main, parfois revêtus de l'uniforme de la police, aux ordres de grands propriétaires fonciers.

Cette liste, alarmante, n'est évidemment pas exhaustive.

ISABELLE VICHNIAC.

CHINE : les purges de « contre-révolutionnaires » Effets contraires...

PÉKIN
de notre correspondant

M. Fu Yuguang, d'âge inconnu, a eu ce qu'il voulait. Directeur d'une usine d'instruments de biochimie de Pékin jusqu'à récemment, il vient d'être démis de ses fonctions. Mais, surtout, il a été « exclu » du parti communiste pour « indiscipline ». Preuve ironique que celui-ci ne reconnaît pas à ses membres la plus petite liberté de choix : M. Fu Yuguang avait de lui-même démissionné du parti le 5 juin, par écrit, en signe de protestation contre la répression sanglante que venait d'opérer l'armée contre l'agitation pro-démocratique.

Le Quotidien de Pékin, qui a annoncé mardi 15 août les mesures disciplinaires prises à l'encontre de ce récalcitrant, lui a prêté des phrases sentencieuses à l'encontre du régime pour l'action de ses soldats : « Je ne suis pas un expert de l'histoire de la Chine, mais ce qui vient de faire ses salauds, à part Hitler, l'Afrique du Sud et Israël, personne ne l'avait fait ! » Dans les semaines ayant précédé le drame du 3 juin, M. Fu avait prédit : « Ce gouvernement va tomber, car il a perdu toute légitimité populaire. » Il était aller jusqu'à

organiser lui-même la participation de ses ouvriers aux manifestations antigouvernementales et ordonner — sans succès, assure le journal — au secrétaire de la cellule du parti de son entreprise de se joindre à une deuxième. Tête dure de « contre-révolutionnaire », donc, qui refuse même d'obtempérer aux instructions ultérieures l'enjoignant d'envoyer ses employés participer à des brigades de maintien de l'ordre et se permit de rediffuser dans l'enceinte de son usine les nouvelles de la radio américaine sur la répression.

Les observateurs de la scène politique chinoise se demandent depuis quelque temps si les autorités n'ont pas perdu à un point irrémédiable le contact avec la réalité et l'état d'esprit de la population. Déjà, dans les jours précédant le lancement de la répression, on avait vu des appels d'intellectuels à rompre avec la tradition chinoise de soumission à l'autorité supérieure par « user dire non » au régime. Dans cette perspective, l'éclatage à la « une » d'un journal officiel de cas aussi typiques de révolte individuelle ne peut avoir qu'un résultat : faire des héros.

F. D.

Menaces de mort contre la communauté japonaise. — Deux Japonais ayant reçu une menace de mort, dont les auteurs ont affirmé qu'elle serait mise à exécution dans un délai d'un mois à compter du 15 août si les industriels japonais n'arrêtaient pas « leur invasion économique de la Chine », les sept cents Japonais encore présents à Pékin fuient la capitale ou erraient dans la

clandestinité, a-t-on appris lundi 14 août de source autorisée. En juillet, un groupe clandestin, baptisé « Commandement de la gloire aux intrépides », avait adressé plusieurs lettres à l'agence de la Japan Air Lines, à deux consulates et à au moins deux entreprises de Shanghai, dans lesquelles Tokyo était accusé de complicité avec les autorités chinoises. — (Reuters.)

COTE-D'IVOIRE : précision. — A la suite de la publication de notre article sur la mort d'un Français à Abidjan (le Monde daté 13-14 août), le père de la victime, M. Delbos, nous a fait part de sa conviction absolue que son fils ne s'était pas tué accidentellement mais avait été assassiné. Il dispose d'un rapport du médecin légiste, un professeur de médecine ivoirien, faisant état de « coups et blessures » ayant entraîné la mort par arme de poing. M. Delbos nous a affirmé sa volonté de tout faire pour que la vérité soit établie, dans l'intérêt des quinze mille Français expatriés en Côte d'Ivoire que ce nouveau meurtre, après plusieurs autres, a plongés dans l'inquiétude.

Décès du président de l'Association des Eglises protestantes arméniennes. — Le pasteur Daniel Sahagoun, président de l'Association des Eglises protestantes arméniennes, a été découvert mort, samedi 12 août, au large de La Ciotat, apprenait-on dimanche auprès de la gendarmerie. Agé de cinquante-six ans, le pasteur officiait au temple de Beaumont, dans la banlieue marseillaise.

PHILIPPINES

Fin tragique d'une prise d'otages : quatorze morts

Davao (Philippines). — Au moins quatorze personnes dont une missionnaire australienne ont été tuées, mardi 15 août, à la prison de Davao (sud des Philippines) lors d'affrontements entre les forces de sécurité et des preneurs d'otages, ont affirmé des témoins oculaires. Un jeune garçon de neuf ans est parmi les victimes, ont indiqué les témoins, qui ont expliqué qu'après un échange de coups de feu, les corps de dix hommes au moins ont été évacués par des camions militaires.

Trois personnes dont une missionnaire australienne avaient été tuées lors d'un premier échange de coups de feu. Le décès de la prisonnière pentecôtiste Jackie Hamill, âgée de trente-six ans, avait été annoncé de source hospitalière. Des sources militaires avaient indiqué pour leur part que le chef des preneurs d'otages, l'ancien sergent au FARC de l'air Mohammad Nasser Samprani, ainsi qu'une jeune otage de seize ans, Julieta Verzosa, avaient été tués. — (AFP, Reuters, AP.)

Mort du peintre Henri Gertz

Le peintre Henri Gertz a mis fin à ses jours dimanche 12 août en se jetant du cinquième étage d'une clinique de Nice. Il était âgé de quatre-vingt ans.

Né à New-York, mais de nationalité française, Henri Gertz étudia à Harvard et à Boston avant de se tourner vers la peinture et le dessin. Installé en France en 1932, il devient l'ami de Picasso, Miro et Hartung. Dans son atelier du quartier de Montparnasse, il travaille sur toutes sortes de matières, dont le liège, invente la gravure au carborundum et fonde sa propre académie de peinture. Exposé dans de nombreuses galeries à travers le monde, et notamment au Centre Georges-Pompidou, les œuvres d'Henri Gertz ont également les honneurs d'un musée qui porte son nom à Villefranche-sur-mer.

Décès du président de l'Association des Eglises protestantes arméniennes. — Le pasteur Daniel Sahagoun, président de l'Association des Eglises protestantes arméniennes, a été découvert mort, samedi 12 août, au large de La Ciotat, apprenait-on dimanche auprès de la gendarmerie. Agé de cinquante-six ans, le pasteur officiait au temple de Beaumont, dans la banlieue marseillaise.

RFA : l'afflux de réfugiés est-allemands

Le chancelier Kohl est intervenu auprès de M. Honecker

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl est intervenu personnellement auprès du chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, pour tenter de trouver une solution à l'affaire des centaines d'Allemands de l'Est réfugiés dans des ambassades de RFA en Europe de l'Est, a-t-on appris lundi 14 août à Bonn.

Le porte-parole adjoint du gouvernement a refusé, « dans l'intérêt des personnes concernées », de révéler le contenu du message de M. Kohl qui a été envoyé vendredi dernier. Aucune réponse n'était encore parvenue à Bonn lundi, a-t-il précisé. Un responsable ouest-allemand a estimé à environ trois cent vingt le nombre de réfugiés est-allemands se trouvant actuellement dans des missions diplomatiques de la RFA en Europe de l'Est et qui demandent à émigrer en RFA. Ils sont cent quatre-vingt un à Budapest, cent seize à Berlin-Est, une vingtaine à Prague et une à Varsovie.

ESPAGNE : violents affrontements à Saint-Sébastien. — Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées — dont trois par balles — lundi 14 août, lors de violents affrontements entre des indépendantistes basques et la police après le coup d'envoi des fêtes locales de Saint-Sébastien auxquelles assistait notamment le président du gouvernement autonome basque, M. Jose Antonio Aznar. L'un des blessés par balles a été atteint à l'abdomen et son état est jugé très grave. — (AFP.)

Après celle de La Ciotat

Trois municipalités de la Côte d'Azur interdisent les scooters des mers

Les municipalités du Pradet, de Lavandou et de Grimaud (Var) ont décidé, lundi 14 août, après la mort de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) (le Monde du 15 août), d'interdire la circulation des scooters des mers, des jets-skis et des motos des mers.

M. Roland Joffre, maire du Pradet, rappelant que les engins nautiques à moteur sont interdits dans la zone des 300 mètres, a décidé, par arrêté municipal, de ne pas affecter de chenal qui permette à ces embarcations de gagner le large. Le maire de Grimaud, M. Jean-Paul Bréant, a pris des dispositions analogues.

M. Rocard à Mururoa. — Les services du premier ministre ont annoncé, lundi 14 août, que lors du voyage dans le Pacifique qu'il commence mercredi, M. Michel Rocard se rendra, samedi 26 août, sur l'atoll de Mururoa. M. Rocard visitera les installations du centre d'expérimentations nucléaires. Ce sera la dernière étape de son voyage.

A Paris

Messe expiatoire et procession des traditionalistes « anti-89 »

A l'appel de l'Association 15-Août-1989 et de son journal l'Anti-89, un millier de personnes environ étaient rassemblées, mardi 15 août, peu après 9 heures, place du Louvre, à Paris, devant l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, pour assister à la messe solennelle organisée par le mouvement traditionaliste et intégriste opposé aux célébrations du Bicentenaire et qui considère la révolution comme une « impureté » et un « blasphème » (le Monde du 12 août). Après la messe célébrée par l'abbé Coache et un repas pris sur place, les participants à la cérémonie religieuse, venus de l'ensemble de la France, devaient se joindre à une procession empruntant les rues de Rivoli et du Quatre-Septembre avant de revenir place du Louvre.

Les organisateurs de ces manifestations qui attendaient « plusieurs dizaines de milliers de personnes », avaient diffusé 350 000 tracts et 250 000 affiches pour assurer le succès de leur entreprise. Ils avaient souhaité que la messe d'« expiation » ait lieu place de la Concorde, où se dressait la guillotine, le « rasoir national », mais la préfecture de police s'y était opposée.

Le numéro du « Monde » daté 15 août 1989 a été tiré à 435 157 exemplaires

En tous styles, toutes dimensions. Laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Rochel). Rémy réclame les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-41-65-58.

Etonnante collection de lits de repos...

OUVERT EN AOUT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

COUTURES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 890 F VESTONS 1 400 F
3 000 pièces

Luxeuses draperies
argenteries

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
COUTURES LÉGÈRES
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-71
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h